



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXIII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1988

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 24 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de décembre 1987.**
- 1 **Statistiques.**
- 167 **Législation économique.**
- 183 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Evolution internationale

En 1987, le cours des événements internationaux a suscité tour à tour espoir et déception. L'accord du Louvre du 22 février permettait d'espérer une croissance plus équilibrée de l'économie mondiale. Mais plus tard dans l'année, des doutes ont surgi sur la volonté des grands pays de traduire cet accord en une politique cohérente. La soudaine crise boursière du 19 octobre constitua, pour les responsables politiques, un avertissement sévère, qui fut entendu. Car cette crise, en assombrissant les perspectives économiques, reposait avec urgence le problème de la coopération.

Cette coopération est effectivement une nécessité impérieuse. La croissance économique du monde industrialisé présente, depuis des années, de sérieux déséquilibres. De 1983 à 1986, elle a été alimentée par l'expansion très vive de la demande intérieure aux Etats-Unis, stimulée à la fois par des réductions d'impôts, par l'augmentation des dépenses publiques et, après 1984, par la diminution de la propension à épargner déjà faible du secteur privé. Dans le reste du monde industrialisé, les dépenses intérieures ont progressé de manière beaucoup plus modérée. Cette évolution divergente de la demande, ainsi que, jusqu'au début de mars 1985, la hausse prononcée du dollar, qui portait atteinte à la compétitivité de l'industrie américaine, expliquent pourquoi le commerce extérieur des Etats-Unis est devenu gravement déficitaire. La plus grande nation industrielle a donc dû recourir de plus en plus au financement extérieur et la charge d'intérêts, à son tour, a aggravé la détérioration des opérations courantes avec l'étranger ; le déficit de ces opérations est passé de 9 milliards de dollars en 1982 à 141 milliards en 1986. En revanche, des excédents courants importants sont apparus au Japon, en République Fédérale d'Allemagne et dans un certain nombre de pays nouvellement industrialisés.

Jusqu'au début de mars 1985, le déficit courant des Etats-Unis, quelque considérable qu'il fût, n'a pas entraîné de baisse du cours du dollar ; au contraire, la demande de dollars de la part de l'étranger, à des fins de placement et d'investissement, était si importante qu'elle dépassait « ex ante » l'offre découlant du déficit courant, de sorte que le cours de la monnaie américaine continuait de hausser. Mais après le retournement de ce cours en mars 1985, provoqué entre autres par des interventions de banques centrales et par un changement perceptible de l'attitude des autorités américaines à l'égard de la valeur externe de leur monnaie, le déficit sans cesse croissant des opérations courantes n'a pu être couvert par des importations de capitaux qu'au prix d'une dépréciation persistante du dollar. Au moment de l'accord du Louvre, le cours moyen pondéré de cette monnaie était de 31 p.c. inférieur à son niveau de deux ans auparavant ; vis-à-vis du mark allemand et du yen japonais, la valeur du dollar avait diminué respectivement de 45 et 41 p.c.

Cette évolution des cours de change n'a pas eu de répercussion rapide sur les flux commerciaux. Dans certains secteurs de l'industrie exportatrice américaine, le développement des capacités de production avait été compromis par la cherté du dollar. De plus, lorsque celui-ci se déprécia, la substitution attendue de produits intérieurs aux importations fut contrecarrée par des concessions de

prix de la part de concurrents étrangers. Dès lors, il fallut du temps avant qu'un certain nombre d'entreprises des pays excédentaires soient contraintes de mieux adapter leur production à la demande intérieure. Mais la modification des positions concurrentielles finit par produire ses effets. En février 1987, les grands pays jugèrent que les variations des cours de change avaient amené ceux-ci dans des zones compatibles avec les réalités économiques fondamentales. C'est pourquoi l'accent fut mis, dans l'accord du Louvre, sur une meilleure coordination de la politique économique, en vue de promouvoir les ajustements internes.

Les données relatives à 1987 reflètent partiellement les résultats de cette orientation.

Le déficit budgétaire américain serait revenu de 3,5 à 2,4 p.c. du produit national — surtout, il est vrai, grâce aux effets positifs immédiats, mais temporaires, de la réforme fiscale approuvée en octobre 1986. C'est ce qui explique en partie que la demande intérieure, aux Etats-Unis, ait progressé nettement moins qu'en 1986 et, pour la première fois depuis 1982, moins que dans l'ensemble du monde industrialisé. Au Japon, les pouvoirs publics ont pratiqué une politique budgétaire plus expansionniste, par le biais d'un développement des travaux publics et d'un allègement de la fiscalité; la croissance de la demande intérieure, qui avait atteint 4 p.c. à prix constants en 1986, s'y serait encore accélérée. Mais le Japon, l'Italie et le Canada sont les seuls grands pays industrialisés où les dépenses intérieures ont augmenté plus qu'en 1986, principalement parce que la consommation privée y a été plus soutenue. En République Fédérale d'Allemagne et en France, la consommation, et plus généralement la demande intérieure totale, ont progressé moins que l'année précédente; au Royaume-Uni, où les dépenses intérieures se seraient encore accrues de 3,5 p.c., le ralentissement a été moins prononcé.

Grâce à cette croissance différenciée de la demande et aux modifications survenues dans les positions concurrentielles, des signes indéniables d'ajustement sont enfin apparus, en 1987, dans les flux commerciaux. Au Japon et en République Fédérale d'Allemagne, le volume des importations a crû plus rapidement que celui des exportations. Aux Etats-Unis, le commerce extérieur en volume s'est amélioré pour la première fois depuis 1980 : d'une part, la progression des importations s'est ralentie, ce qui, au demeurant, explique pour l'essentiel que le taux de croissance du commerce mondial soit revenu de 4,5 p.c. en 1986 à 3,6 p.c. en 1987; d'autre part, les exportations, déjà en reprise l'année précédente, se sont accrues fortement. Comme celles des autres pays industrialisés, les exportations américaines ont été moins freinées qu'en 1986 par la contraction des achats des pays non membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques : les importations des pays en développement exportateurs de pétrole se sont un peu moins réduites et celles des pays dont le revenu est faible ou moyen sont restées à peu près étales, bien que la dette extérieure des plus endettés d'entre eux se soit de nouveau alourdie en pourcentage de leurs recettes d'exportation. Le commerce extérieur de la zone industrialisée s'est ainsi, dans son ensemble, développé de manière moins défavorable que l'année précédente et la croissance économique de cette zone a pu atteindre le taux de 1986, soit quelque 2,8 p.c., malgré la réduction des dépenses intérieures.

La croissance est restée assez stable aux Etats-Unis ; elle s'est accélérée au Japon et ralentie en Europe.

Malgré l'ajustement en volume des échanges commerciaux, les soldes des opérations courantes de la balance des paiements de la plupart des grands pays créanciers et débiteurs, exprimés en milliards de dollars courants, se sont encore accrus en 1987. L'excédent du Japon se serait certes maintenu à quelque 86 milliards de dollars, mais celui de la République Fédérale d'Allemagne et, surtout, celui de certains pays nouvellement industrialisés se seraient encore amplifiés ; à eux seuls, quatre pays du Sud-Est asiatique appartenant à ce dernier groupe — Taïwan, Corée du Sud, Hong Kong et Singapour — auraient enregistré un excédent de quelque 30 milliards de dollars en 1987. Le déficit courant des Etats-Unis aurait continué de se creuser pour atteindre 156 milliards de dollars. Sans doute l'effet de la « courbe en J » a-t-il encore joué : toute dépréciation du dollar, qui s'accompagne d'une détérioration des termes de l'échange, entraîne un élargissement du déficit commercial américain, jusqu'au moment où les réactions en volume sont suffisantes pour compenser l'influence, sur ce déficit, des modifications de prix relatifs. En outre, le flux de revenus de placements et d'investissements des Etats-Unis vers les pays qui sont devenus leurs créanciers s'est amplifié. Mais c'est aussi le niveau très élevé des déficits ou excédents, par rapport à la valeur des exportations et importations, qui a favorisé la croissance des déséquilibres exprimés en milliards de dollars. Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis en fournit l'exemple le plus clair : comme il représente près des deux tiers des exportations, il faut, pour qu'il ne s'amplifie pas, que celles-ci augmentent au moins 1,6 fois plus rapidement que les importations. Cet exemple montre bien que l'adaptation des politiques s'est fait trop attendre.

Dans ces conditions, le rétablissement des équilibres exige évidemment un processus d'ajustement en profondeur, qui, en 1987 en tout cas, s'est révélé insuffisant. C'est manifestement ainsi qu'en ont jugé les marchés. Au cours des neuf premiers mois de l'année, une stabilité relative du cours de change du dollar vis-à-vis des autres grandes monnaies avait pu être maintenue grâce à des interventions des banques centrales, parfois très importantes, et aussi par des mouvements spontanés de capitaux résultant de la baisse des taux d'intérêt au Japon et en République Fédérale d'Allemagne et de leur hausse aux Etats-Unis. Celle-ci n'était pas inspirée uniquement par des considérations externes, mais aussi par la crainte d'une reprise de l'inflation, provoquée, entre autres, par la dépréciation du dollar et le renchérissement de l'énergie et d'autres matières premières industrielles. Au cours des mois d'été, cependant, l'inquiétude est montée rapidement aux Etats-Unis, surtout lorsqu'ont été publiés des chiffres qui montraient qu'en termes nominaux, le déficit de la balance commerciale continuait à croître, et que, par ailleurs, les taux d'intérêt étrangers — allemands en l'occurrence — se sont mis à suivre la nouvelle hausse des taux américains. Celle-ci et la crainte de la voir se poursuivre, de même que certaines déclarations publiques qui ont ébranlé la confiance dans l'accord du Louvre, ont provoqué un choc dans les bourses d'actions. Le 19 octobre, les cotations à Wall Street sont descendues en flèche ; ce mouvement de baisse a aussi touché, à des degrés divers, les autres bourses et il s'est poursuivi au cours des semaines suivantes.

Le repli des cours des actions ne fut pas tout à fait une surprise : les rendements en bourse étaient tombés à un niveau tel qu'une correction à la baisse des cours était devenue probable. Le choc boursier a toutefois été si violent qu'aux Etats-Unis en particulier, il risquait d'affecter la confiance dans le système financier et d'accroître le danger de récession. C'est pourquoi la Réserve Fédérale a réagi quasi instantanément en mettant d'importantes liquidités à la disposition du marché et en permettant aux taux du marché monétaire de diminuer de plus de 1,5 point en moins d'un mois. Bien qu'il ait été suivi à l'étranger, cet assouplissement de la politique monétaire américaine, joint à l'évolution toujours défavorable du compte extérieur courant, a entraîné une nouvelle baisse du cours du dollar. Celle-ci s'est même poursuivie jusqu'à la fin de l'année, malgré la publication de plans de limitation du déficit budgétaire américain en 1988 et 1989 et l'annonce de quelques mesures de relance en République Fédérale d'Allemagne. Le 23 décembre, les sept pays industrialisés les plus importants ont réaffirmé qu'ils souhaitaient poursuivre leur coopération en vue de favoriser une plus grande stabilité des cours de change et déclaré qu'ils considéraient qu'une nouvelle baisse du cours du dollar pouvait altérer les perspectives de croissance.

Reste à savoir si les infléchissements déjà apportés aux politiques suffiront à éliminer des déséquilibres tellement profonds, et si l'ajustement sera suffisamment bien réparti pour éviter une récession mondiale.

Il ne fait pas de doute que dans un avenir proche, l'économie américaine ne sera plus la « locomotive » du monde. Les dépenses intérieures, aux Etats-Unis, seront comprimées par des mesures restrictives de politique budgétaire. En outre, la baisse soudaine et importante des cotations en bourse y a créé un climat d'incertitude et a affecté la valeur du patrimoine des particuliers, éléments qui pourraient inciter ceux-ci à augmenter leur taux d'épargne, tombé, comme on l'a dit, à un niveau particulièrement bas. Dans le reste du monde industrialisé, la détention d'actions occupe une place beaucoup moins importante dans l'épargne des ménages, aussi estime-t-on que l'effet dit « de richesse » de la crise boursière sur les dépenses y sera plus limité ; mais c'est l'affaiblissement de la demande extérieure qui risque d'y freiner l'expansion, à moins que la carence de la demande américaine soit compensée par des dépenses intérieures supplémentaires. Toutefois, selon les prévisions les plus récentes de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, ce relais ne serait que partiel et la croissance des pays industrialisés subirait en moyenne, en 1988 et 1989, un ralentissement de 0,75 point par rapport à 1987, dont près de 0,5 point serait la conséquence des événements d'octobre.

La crise boursière a donc projeté une ombre sur l'avenir immédiat. Mais en même temps, les marchés, qui espéraient plus de détermination et de cohérence dans la correction des déséquilibres mondiaux, rappelaient sévèrement les autorités à leurs responsabilités. Elles l'ont compris et ne sont pas demeurées inactives. Ainsi qu'on l'a déjà signalé, la hausse internationale des taux a été arrêtée et a fait place à une baisse, tandis que la crainte de l'inflation s'estompait. Les Etats-Unis, comme la République Fédérale d'Allemagne, ont modifié leur politique budgétaire. Jusqu'à présent, cet infléchissement est resté sans grand effet. On peut cependant espérer que le maintien et le renforcement de la

coordination des politiques entre tous les pays concernés, y compris les nouveaux pays industriels de l'Asie du Sud-Est, entraîneront les changements souhaités et finiront par stabiliser les cours de change. L'ajustement de ceux-ci, en effet, a déjà été très important — sauf pour les monnaies des pays nouvellement industrialisés. Une dépréciation plus profonde du dollar serait contre-productive car elle fausserait les positions concurrentielles et ralentirait les adaptations nécessaires.

Qu'on n'ait pas, jusqu'à présent, cédé à la tentation du protectionnisme pour remédier aux déséquilibres constitue sans conteste un élément positif. L'histoire économique a démontré très clairement combien le protectionnisme est dommageable à l'économie mondiale et donc à chacune des économies qui la composent.

A une autre échelle, ces considérations justifient une coopération plus grande au sein de la Communauté Economique Européenne. Une étape significative a été franchie à cet égard en 1987 : le Comité des Gouverneurs des banques centrales de la Communauté, réuni à Bâle, a pris des décisions — confirmées par les Ministres des Finances à Nyborg, au Danemark — visant à renforcer les mécanismes du Système Monétaire Européen et à mettre au point un ensemble d'indicateurs économiques et monétaires pour faciliter la surveillance communautaire des progrès réalisés en matière de convergence des évolutions et de coordination des politiques. Sur la base de ces indicateurs, les autorités monétaires pourront, notamment, mieux coordonner leurs interventions sur les marchés des changes et leur politique de taux d'intérêt. En 1987, cette coordination s'est d'ailleurs améliorée. Depuis le 12 janvier — date à laquelle le mark allemand et le florin des Pays-Bas ont été réévalués de 3 p.c. et les francs belge et luxembourgeois, de 2 p.c. — et jusqu'à la fin d'octobre, les marchés des changes européens sont restés assez calmes, mises à part les tensions temporaires d'août et de septembre. Ils sont devenus plus nerveux dès que le cours du dollar a chuté de nouveau ; mais cette situation a été maîtrisée par le recours combiné aux variations de cours à l'intérieur des marges de fluctuation, aux interventions et aux adaptations de taux d'intérêt. A trois reprises, une action coordonnée sur ces taux a été décidée : le 6 novembre, ceux-ci ont été abaissés en République Fédérale d'Allemagne et majorés en France, tandis que les 25 novembre et 4 décembre, des banques centrales européennes procédaient de concert à une réduction.

Entre-temps, les rythmes d'inflation se sont rapprochés, surtout parmi les pays participant au mécanisme de change du Système Monétaire Européen. La convergence est toutefois restée médiocre dans le domaine des transactions extérieures : c'est ainsi que l'excédent courant de la République Fédérale d'Allemagne envers l'étranger ne serait revenu que de 4,1 à 3,9 p.c. du produit national, tandis que, dans d'autres grands pays membres, des déficits sont réapparus et pourraient s'accroître bientôt si celui des Etats-Unis se réduisait enfin. Une convergence plus grande, appuyée sur une coordination plus étroite, reste, par conséquent, nécessaire. Une véritable coordination exige que les Etats membres tiennent compte de la situation de leurs partenaires lorsqu'ils élaborent leur politique nationale, et que l'effort d'adaptation soit réparti de façon équi-

brée. En effet, la viabilité et la crédibilité du Système dépendent grandement de la mesure dans laquelle celui-ci parviendra à favoriser une croissance économique mieux équilibrée et plus durable.

Evolution économique et financière en Belgique

L'expansion des dépenses intérieures s'est ralentie en Belgique comme dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne. A prix constants, elle serait revenue de 3,3 p.c. en 1986 à 2,4 p.c. Elle fut, davantage que dans la plupart des autres pays de la Communauté, freinée par la limitation des dépenses publiques mais soutenue par les dépenses du secteur privé, en particulier les investissements des entreprises.

Les pouvoirs publics ont comprimé le volume de leur consommation, principalement en exécution du plan de Val-Duchesse décidé en mai 1986. Ils ont une nouvelle fois réduit leurs investissements, mais dans une mesure moindre qu'au cours des six années précédentes, le recul des investissements du pouvoir central ayant été tempéré par la vigueur de ceux des administrations locales. Les investissements en logements ont été marqués par la baisse, au cours des derniers mois de 1986, du nombre d'habitations commencées, contrecoup de l'accélération qui s'était produite avant que le taux de la taxe sur la valeur ajoutée soit relevé de 6 à 17 p.c., le 1er août 1986; le climat s'est cependant amélioré en cours d'année. Contrairement à l'année précédente, la constitution de stocks par les sociétés n'aurait plus contribué à la croissance. Mais la formation brute de capital fixe de ce secteur aurait augmenté de 7,2 p.c., alors qu'elle avait déjà crû de plus de 10 p.c. en 1986. C'est essentiellement dans les services et la construction que les dépenses d'investissement ont été soutenues. Quant à la consommation privée, qui constitue la principale catégorie de dépenses, sa progression est demeurée presque aussi vive qu'en 1986; en termes réels, elle aurait atteint 2,5 p.c. Cette expansion globale est, bien entendu, la résultante d'évolutions qui peuvent être très divergentes d'un ménage à l'autre. Elle a manifestement été favorisée par le net relèvement du revenu disponible des particuliers l'année précédente, dont une partie des effets se seraient donc exercés avec retard.

La contribution des exportations nettes à la croissance économique a été négative à peu près dans la même mesure qu'en 1986. En effet, même si l'infléchissement du taux d'accroissement des dépenses intérieures et des exportations a ralenti quelque peu l'expansion du volume des importations de biens et services, celle-ci est restée assez forte. Elle s'explique par l'évolution des composantes de la demande : les investissements des entreprises et les exportations, dépenses qui ont été les plus dynamiques, ont un contenu en importations nettement plus élevé que celui des dépenses publiques, qui, elles, ont été réduites.

Au total, la croissance du produit intérieur brut à prix constants se serait élevée à 1,7 p.c. L'année précédente, elle avait été de 2,4 p.c. Le ralentissement aurait été plus prononcé pour le produit national brut — 2,8 p.c. en 1986, 1,8 en 1987 —, en particulier parce que les intérêts nets versés à l'étranger ont diminué moins qu'en 1986.

La production a évolué moins favorablement que l'année précédente dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que dans les services fournis tant par les pouvoirs publics que par le secteur marchand. En revanche, dans la construction, dont la conjoncture s'est améliorée dans le courant de l'année, l'activité a crû un peu plus qu'en 1986, grâce surtout aux investissements en bâtiments des entreprises. Dans l'industrie aussi, la croissance de la production s'est accélérée, mais cette amélioration est due exclusivement à la branche électricité, gaz, eau. La valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a, au contraire, progressé un peu plus lentement qu'en 1986 ; la conjoncture y a été déprimée au premier semestre, lorsque les commandes étrangères se sont ressenties notamment des répercussions de l'hiver rigoureux en République Fédérale d'Allemagne, mais elle a été mieux orientée par la suite.

Bien que la croissance de l'activité se soit ralentie, le nombre de personnes occupées dans les entreprises aurait augmenté pour la troisième année consécutive : entre la fin de juin 1986 et la fin de juin 1987, il aurait haussé de quelque 14.000 unités, après s'être accru de 17.000 unités l'année précédente. Ces chiffres concernent des postes de travail occupés soit à temps plein, soit à temps partiel. Faute de statistiques adéquates, il est impossible de dire si l'évolution constatée reflète exactement celle du volume de l'emploi. Dans les administrations publiques, 10.000 emplois environ auraient été perdus — principalement en raison de la diminution du nombre de personnes occupées dans le « cadre spécial temporaire » —, alors que 19.000 emplois avaient encore été créés dans ces administrations l'année précédente. Ce retournement explique pourquoi l'offre totale d'emplois ne se serait accrue que de 5.000 unités. De son côté, la population active aurait diminué de 7.000 unités, sous l'effet notamment de l'évolution démographique en cours depuis quelques années : les générations relativement importantes de personnes nées après la première guerre mondiale quittent le marché de l'emploi, tandis que le nombre de jeunes qui atteignent l'âge de travailler diminue. Le chômage a ainsi régressé de 12.000 unités entre juin 1986 et juin 1987. En décembre, il représentait 11,5 p.c. de la population active, soit 0,8 point de moins qu'en décembre 1986. Le recul est presque aussi important si l'on tient compte des chômeurs âgés qui ont fait usage de leur droit de ne plus être considérés comme demandeurs d'emploi.

C'est la baisse de l'emploi dans les administrations publiques qui explique que la masse salariale totale dans l'économie ait augmenté plus lentement en 1987 que l'année précédente ; la rémunération par salarié aurait, en effet, progressé un peu plus rapidement — de 1,7 p.c. à prix constants, contre 1 p.c. en 1986 —, notamment parce qu'employeurs et syndicats ont pu à nouveau conclure des accords prévoyant des hausses réelles de salaires. Les revenus totaux des entrepreneurs individuels se seraient, eux aussi, accrus moins qu'en 1986 : leurs marges bénéficiaires auraient évolué moins favorablement, et dans l'agriculture, le revenu par exploitant aurait même diminué. Le revenu total du travail qui est alloué aux particuliers — salariés et indépendants — a donc augmenté de façon plus modérée qu'en 1986. La croissance des revenus de la propriété s'est ralentie davantage encore, en raison de la baisse des taux d'intérêt en Belgique et à l'étranger, en cours depuis quelques années. La hausse du revenu primaire total des particuliers, agrégat macroéconomique qui recouvre évidemment une grande

diversité de situations individuelles, aurait ainsi, en termes réels, été ramenée de 4,7 p.c. en 1986 à 2,2 p.c. en 1987. La hausse de leur revenu disponible aurait été un peu plus faible : le troisième « saut » d'une indexation de 2 p.c. — appliqué en exécution du plan pluriannuel d'assainissement des finances publiques décidé en mars 1984 — a, en effet, accru les cotisations sociales et freiné la progression de la plupart des allocations sociales.

Le coût salarial par personne occupée dans les sociétés aurait augmenté un peu plus qu'en 1986 ; par ailleurs, la baisse des prix à l'importation — 4,7 p.c. — n'a plus été aussi prononcée. Aussi le prix de revient total par unité produite aurait-il régressé plus modérément. Mais, contrairement à ce qui s'était passé l'année précédente, cette baisse aurait été répercutée entièrement — et même un peu au-delà — dans les prix de vente. Ceux-ci auraient même diminué de 4,3 p.c. à l'exportation : les exportations ont un contenu en importations plus élevé que celui des ventes au marché intérieur et elles subissent une concurrence plus intense. Au total, la marge bénéficiaire unitaire, exprimée en pourcentage du prix de vente, se serait quelque peu réduite. Toutefois, comme le chiffre d'affaires s'est accru, l'excédent brut d'exploitation des sociétés n'aurait été que très légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Mais le revenu net disponible de ce secteur aurait diminué nettement — de plus de 10 p.c. —, en raison surtout des charges financières liées à un endettement brut fortement accru, et de l'augmentation des impôts directs. En effet, lors des enrôlements d'impôts afférents aux exercices précédents, les remboursements effectués par le Trésor auraient été beaucoup moindres qu'en 1986.

La contraction des marges bénéficiaires des sociétés et des indépendants a freiné très sensiblement le rythme de hausse des coûts intérieurs, de sorte que, malgré l'augmentation un peu plus forte des coûts salariaux par unité produite et celle des impôts indirects, le déflateur du produit national brut, qui reflète l'évolution des coûts intérieurs totaux, n'aurait haussé que de 1,4 p.c., au lieu de 3,8 p.c. en 1986. A l'évidence, le recul des prix à l'importation s'est répercuté intégralement dans les prix intérieurs durant l'année sous revue. Les modifications survenues dans l'évolution des composantes de l'indice des prix à la consommation en sont une autre manifestation. En 1986, la réduction sensible du taux d'inflation, ramené à 1,3 p.c. en moyenne, était due à la forte diminution des prix des produits énergétiques. Hors énergie, la hausse des prix s'était à peine ralentie. En 1987, au contraire, les prix des produits énergétiques ont diminué beaucoup moins, mais la hausse des prix de l'ensemble des autres biens et services s'est nettement réduite. En moyenne, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 1,6 p.c. en 1987. Dans les cinq pays d'Europe qui sont les principaux partenaires commerciaux de la Belgique, il a haussé de 2,7 p.c.

La croissance du revenu disponible des particuliers et des sociétés a été moins élevée que celle de leurs dépenses. Aussi la capacité nette de financement de ces deux secteurs s'est-elle amoindrie : elle serait revenue de 8,5 à 7,7 p.c. du produit national brut pour les particuliers et de 4,7 à 3,2 p.c. pour les sociétés. Mais en même temps, le besoin de financement de l'ensemble des pouvoirs publics se serait sensiblement réduit, revenant de 11 à 9,3 p.c. du produit national brut.

Cette nouvelle étape dans l'assainissement des finances publiques a constitué sans aucun doute une des évolutions marquantes de l'année sous revue. Elle a découlé à la fois d'une limitation des dépenses et d'une hausse des recettes.

Les dépenses publiques totales auraient représenté 57,2 p.c. du produit national brut, contre 58,3 p.c. en 1986. Ces dépenses sont composées principalement des transferts courants aux particuliers — surtout les allocations sociales —, des achats de biens et services — principalement les rémunérations et pensions du personnel de l'Etat — et des charges d'intérêts de la dette. Chacun de ces flux s'est réduit en pourcentage du produit national brut. Le troisième « saut » d'indexation, déjà mentionné, a freiné la progression des allocations sociales ainsi que des rémunérations et pensions. Des économies ont aussi résulté de la diminution du nombre de bénéficiaires du « cadre spécial temporaire » et de l'application d'une série de mesures prévues par le plan de Val-Duchesse de mai 1986, en particulier dans l'enseignement, la défense nationale et la recherche. Pour la première fois depuis 1972, les charges d'intérêts de la dette publique se sont réduites, sous l'action de plusieurs facteurs : baisse des taux d'intérêt en Belgique et à l'étranger au cours des dernières années, substitution aux emprunts extérieurs en dollar d'emprunts libellés dans d'autres monnaies, assortis de taux d'intérêt moins élevés, et financement d'une partie plus importante du déficit des pouvoirs publics par de nouveaux emprunts à long terme, dont le premier paiement d'intérêts n'est effectué en général que l'année suivante. En outre, le Trésor a réussi à limiter ses charges d'intérêts par une gestion plus active de sa dette, en faisant notamment appel à des techniques de « swap » et à l'émission d'euro-papier commercial.

Quant aux recettes totales des pouvoirs publics, elles auraient représenté 47,9 p.c. du produit national brut, contre 47,3 p.c. en 1986. Les impôts indirects et les cotisations sociales ont progressé plus que le produit national : les premiers en raison surtout, d'une part, du relèvement, en août 1986, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à la construction résidentielle et, d'autre part, de la hausse du produit des droits d'enregistrement consécutive au redressement du marché immobilier ; les secondes, essentiellement sous l'effet du versement du produit de la troisième modération de 2 p.c. de la plupart des revenus du travail. Cette mesure, par ailleurs, a eu pour conséquence de freiner la croissance des revenus imposables et donc des impôts directs versés par les particuliers. L'exécution du plan quadriennal d'allègement de la fiscalité approuvé en 1985 — principalement l'indexation des barèmes fiscaux — a aussi contribué à réduire les impôts directs des particuliers. En revanche, ceux des sociétés ont, comme on l'a déjà signalé, donné lieu à des rentrées plus élevées qu'en 1986.

Le besoin de financement des pouvoirs publics est demeuré inférieur à la capacité nette de financement des particuliers et des sociétés. Ainsi, l'ensemble des secteurs intérieurs a dégagé une capacité nette de financement, qui aurait représenté 1,6 p.c. du produit national en 1987, soit un peu moins que l'année précédente.

Cette légère diminution du prêt net de la Belgique au reste du monde se retrouve dans les données de la balance des paiements qui sont établies pour

l'ensemble de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. L'excédent des opérations courantes de l'Union avec l'étranger, enregistrées sur la base des transactions, serait revenu de 135 milliards en 1986 à quelque 105 milliards en 1987, en raison surtout d'une détérioration des opérations sur marchandises. Les termes de l'échange se seraient pourtant quelque peu améliorés, principalement grâce à l'incidence de la dépréciation du dollar sur les prix, exprimés en franc, des matières premières importées. En revanche, dans le commerce extérieur des seuls produits manufacturés, ils se seraient détériorés, les exportateurs belges ayant adapté plus tard que leurs concurrents, leurs prix de vente à la nette diminution des coûts à l'importation de 1986. Exprimés en monnaie commune, les prix à l'exportation de produits manufacturés se seraient ainsi réduits plus que ceux des partenaires commerciaux au cours de l'année sous revue. Il en aurait été de même des prix à l'importation, mais non des coûts intérieurs. Exprimés aussi en monnaie commune, ceux-ci auraient, comme en 1986, augmenté plus que chez les principaux concurrents; ces derniers comprennent notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, pays dont la monnaie s'est dépréciée vis-à-vis du franc belge. Il est difficile de dire si ces évolutions se sont traduites par une perte ou un gain de parts de marché pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1987. Les opérations sur marchandises auraient toutefois accusé une détérioration en volume. Celle-ci aurait été moindre qu'en 1986, mais son effet, sur le solde de la balance commerciale, aurait excédé celui, favorable, de l'amélioration des termes de l'échange.

Si, selon les estimations, l'excédent des transactions courantes s'est réduit de 30 milliards, les opérations en capital du secteur privé ont, en revanche, évolué beaucoup plus favorablement. Les sorties nettes à ce titre n'auraient plus atteint que quelques milliards, au lieu de 158 milliards en 1986. Cette amélioration est localisée dans la plupart des grandes catégories d'opérations en capital, surtout dans les opérations sur valeurs mobilières et dans les mouvements de capitaux que l'on considère comme étant principalement à court terme. Les premières, qui avaient occasionné des sorties nettes de capitaux de près de 100 milliards au cours de chacune des trois années précédentes, ont laissé un solde moins déficitaire pendant l'année sous revue. Les placeurs étrangers ont à l'évidence montré un intérêt accru pour les obligations belges et luxembourgeoises. De leur côté, les résidents ont acheté beaucoup moins d'actions et d'obligations étrangères, notamment parce que l'évolution des taux d'intérêt à long terme leur paraissait incertaine. Cette incertitude a d'ailleurs marqué le climat des émissions sur l'ensemble des marchés euro-obligataires. Apparemment, l'intérêt des placeurs résidents a continué de se porter sur des obligations offrant des taux d'intérêt élevés, notamment en couronne danoise, en livre sterling et en dollars australien et néo-zélandais. Quant aux opérations en capital à court terme, elles ont donné lieu à des entrées nettes plus importantes qu'en 1986, principalement sous la forme d'une augmentation sensible des avoirs nets en francs des non-résidents. Ces apports de fonds se sont produits pour l'essentiel au cours des sept premiers mois de l'année. Après le réaligement des cours-pivots des monnaies du Système Monétaire Européen, le 12 janvier, on a assisté, comme de coutume après de tels ajustements, au reflux de capitaux qui avaient quitté le pays précédemment pour des motifs spéculatifs. De plus, jusqu'à la fin du mois de

juillet, des entrées substantielles de capitaux à court terme ont été suscitées par l'écart de taux d'intérêt, maintenu à un niveau assez élevé, entre les placements à court terme en franc belge et en mark allemand. Mais cet écart a commencé à se réduire en été ; en outre, quelques tensions ont alors surgi dans le Système Monétaire Européen. Ces deux facteurs ont été à l'origine de nouvelles sorties de capitaux à court terme, qui se sont produites à partir du mois d'août. L'élargissement de l'écart de taux d'intérêt en faveur du franc, à la fin d'octobre, n'a pas empêché les sorties de capitaux de se poursuivre, en raison des incertitudes qui affectaient le Système Monétaire Européen.

Comme en 1986, les entreprises publiques ont procédé au remboursement d'une partie de leur dette en devises ; l'ensemble de leurs opérations en capital et celles des pouvoirs publics en franc avec l'étranger auraient donné lieu à une sortie nette de 43 milliards en 1987. Au total, les opérations autonomes avec l'étranger — qui, outre les opérations en capital précitées, comprennent essentiellement les transactions courantes et les mouvements de capitaux du secteur privé — ont laissé un excédent de 47 milliards, alors qu'elles s'étaient soldées par un déficit de 51 milliards en 1986. Les pouvoirs publics, qui avaient pu rembourser une partie de leur dette en devises dans le courant des sept premiers mois, ont contracté de nouveaux emprunts en monnaies étrangères à partir du mois d'août, au moment où les sorties de capitaux provoquaient une demande nette de devises sur le marché des changes. Ces emprunts ont dépassé de 34 milliards les remboursements effectués depuis le début de l'année. Par solde, les réserves de change de la Banque se sont accrues de 81 milliards.

Les tensions épisodiques dans le Système Monétaire Européen ne sont pas restées sans effet sur la position du franc belge, qui est néanmoins resté ferme tout au long de l'année. Après le réajustement de janvier, c'est d'abord l'indicateur de divergence du franc qui s'est amélioré ; par la suite, l'écart entre les cours des marchés réglementé et libre s'est réduit et est devenu négligeable. Depuis le milieu du mois d'octobre, l'indicateur de divergence s'est très légèrement détérioré. Quant au cours moyen pondéré du franc belge, il a été influencé essentiellement par les fluctuations enregistrées dans les relations entre le franc et les monnaies qui ne participent pas au mécanisme de change du Système Monétaire Européen : sa hausse, qui a été de 5,3 p.c. par rapport à 1986, est due surtout à la dépréciation de 16,4 p.c. du dollar et de 6,7 p.c. de la livre sterling, vis-à-vis du franc belge.

Si les résidents ont constitué moins d'actifs financiers en monnaies étrangères en 1987, leur formation d'actifs en franc belge aurait, quant à elle, été plus importante. Les incertitudes relatives à l'évolution des taux d'intérêt à long terme ont favorisé le maintien de la préférence pour des actifs liquides, tels que les dépôts à terme et les dépôts sur livrets d'épargne. Néanmoins, les obligations ont suscité un intérêt plus vif ; il est vrai qu'en 1986, elles n'avaient pas eu la faveur du public, notamment parce que celui-ci s'attendait à une hausse de leur rendement. Du reste, les achats d'obligations par les particuliers et les sociétés belges comprennent aussi ceux qui sont effectués par les sociétés d'investissement à capital variable ; or celles-ci émettent des actions qui rencontrent un succès croissant sur le marché belge, car le bénéfice qu'elles procurent jouit d'un régime

fiscal favorable. Tous termes et formes confondus, les particuliers et les sociétés ont constitué plus de nouveaux actifs financiers au cours des dix premiers mois que durant la période correspondante de 1986 — 837 milliards contre 775 —, mais, par ailleurs, leurs nouveaux engagements ont progressé davantage encore : 280 milliards contre 123. Les crédits au logement et à la consommation ont augmenté fortement et les entreprises ont, elles aussi, contracté plus de nouveaux engagements.

Quant au déficit financier des pouvoirs publics, il s'est nettement réduit ; le solde net à financer du Trésor, qui en a, comme toujours, constitué l'élément prépondérant, a été ramené de 556 à 430 milliards, soit de 10,8 à 8,1 p.c. du produit national. Pour le financement de leur déficit, les pouvoirs publics ont pu recourir davantage au marché des capitaux. Au premier semestre, trois emprunts de l'Etat ou du Fonds des Routes ont été émis, offrant tous trois un rendement de 8 p.c. — taux de rendement qui fut à peine dépassé par ceux de l'emprunt émis en septembre selon la procédure du « tender » et de l'emprunt d'Etat différé jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, la part des emprunts en devises et celle du recours au marché monétaire en franc belge, dans la couverture du déficit, se sont réduites. L'encours des certificats de trésorerie à court et à très court terme n'a augmenté que de 193 milliards en 1987, au lieu de 266 l'année précédente ; en outre, le Trésor a pu réduire de 82 milliards son recours à la Banque sous la forme des avances spéciales au Fonds des Rentes.

Politique monétaire

En Belgique, la politique monétaire s'efforce d'atteindre deux grands objectifs. Elle contribue à la réalisation, sur le marché des changes, des équilibres nécessaires au maintien du franc à l'intérieur des marges de fluctuation agréées par le Système Monétaire Européen. Elle doit aussi veiller à ce que son action soit de nature à favoriser, dans toute la mesure du possible, une évolution satisfaisante sur le plan interne. Depuis des années, la poursuite de ces deux objectifs impose des choix délicats, d'autant plus que l'internationalisation croissante des marchés financiers a réduit l'efficacité des instruments quantitatifs et a soumis la politique des taux d'intérêt à une contrainte toujours plus étroite. C'est précisément dans la conduite de celle-ci que les oppositions temporaires entre les objectifs externe et interne apparaissent le plus régulièrement. La nécessité de favoriser l'investissement et d'alléger les charges financières — notamment celles des pouvoirs publics qui, en 1987, ont dû affecter 22 p.c. de leurs recettes au paiement d'intérêts — rend souhaitable un niveau de taux d'intérêt aussi bas que possible. Mais l'équilibre des opérations avec l'étranger impose un écart suffisamment élevé entre les taux des placements en franc belge et ceux des placements dans les monnaies les plus fortes du Système Monétaire Européen.

Le rôle de la politique monétaire est important, en particulier dans le maintien ou la restauration de la confiance. A elle seule, toutefois, elle serait impuissante à assurer un équilibre interne et externe durable. En effet, la conciliation des deux objectifs dépend d'éléments qui échappent en grande partie

à son influence. Heureusement, à cet égard, l'environnement a été plus favorable en 1987 que les années précédentes. Sur le plan international, les taux à court terme se sont repliés. En outre, celles des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger qui ne sont guère sensibles à l'action de la politique monétaire, ont évolué favorablement : si l'excédent des transactions courantes s'est un peu réduit, les mouvements de capitaux à long terme ont donné lieu à une sortie nette beaucoup moins élevée.

Les autorités monétaires ont utilisé avec prudence une marge de manœuvre qui s'est ainsi quelque peu élargie mais qui a varié considérablement au cours de l'année.

Durant la brève période de spéculation qui a précédé le réajustement des cours-pivots des monnaies du Système Monétaire Européen, le 12 janvier, elles avaient porté leur taux directeur — celui des certificats de trésorerie — à 7,90 p.c. à trois mois. Peu après l'ajustement des parités, ce taux a été ramené à 7,75 p.c., et du début de mars au début de juillet, il a encore été réduit progressivement jusqu'à atteindre 6,65 p.c. La baisse des taux du marché monétaire belge que cette politique a provoquée a été à peu près parallèle à celle des taux en République Fédérale d'Allemagne, de sorte que l'écart entre les taux belges et allemands s'est maintenu de manière assez continue, aux alentours de 3 points. Jusqu'à la fin de juillet, la politique choisie s'est traduite par des entrées de capitaux à court terme qui ont dépassé le simple reflux des capitaux sortis pendant la période de tension précédant le réaligement. Le marché des changes a ainsi bénéficié d'une importante offre nette de devises, qui a élargi la liquidité du marché monétaire intérieur. Cet élargissement n'a pas entraîné de réduction du recours des intermédiaires financiers à la Banque, parce que celui-ci était déjà devenu négligeable. Depuis tout un temps, en effet, son coût était supérieur au rendement des certificats de trésorerie. Dans ces conditions, les intermédiaires financiers n'ont aucun avantage à acquérir des certificats au moyen du produit d'opérations de réescompte avec la Banque. Mais l'abondance de fonds sur le marché monétaire a été mise à profit par les pouvoirs publics en partie pour réduire quelque peu leur endettement en devises et en partie pour rembourser des certificats du Trésor placés auprès du Fonds des Rentes. L'augmentation des réserves de change officielles a ainsi eu pour contrepartie, dans les actifs de la Banque, une réduction du concours spécial au Fonds des Rentes. L'achat de monnaies étrangères par la Banque n'a pas empêché le maintien d'une grande stabilité du cours de change du franc belge vis-à-vis du mark allemand, à un niveau même légèrement supérieur à celui qui prévalait immédiatement avant le réajustement. De la sorte, la spéculation a été pénalisée, tandis que le rachat de devises à un cours moins élevé a procuré un gain de change au Trésor.

A partir du mois d'août, le marché des changes est devenu plus agité et, de surcroît, les taux d'intérêt à court terme sur les placements en mark allemand ont commencé à augmenter légèrement. C'est dans ce contexte qu'il a été mis fin à la baisse du taux des certificats de trésorerie. Une hausse assez prononcée des taux en République Fédérale d'Allemagne, entre la mi-septembre et la mi-octobre, a ramené de 2,7 à 1,7 point environ l'écart entre les taux des marchés monétaires belge et allemand. En outre, des difficultés de politique

intérieure sont apparues en Belgique. Les autorités monétaires ont donc décidé, le 16 octobre, de porter leur taux directeur à 7,15 p.c. Aussitôt après, la crise boursière a déclenché un repli international des taux, suivi d'une nouvelle baisse du cours du dollar. Comme celle-ci était génératrice de tensions dans le Système Monétaire Européen, les autorités belges ont préféré ne suivre la baisse des taux qu'avec prudence. Le taux des certificats de trésorerie a été ramené, par petites étapes, à 6,75 p.c. à la fin de l'année — en janvier 1988, il a encore été abaissé jusqu'à 6,35 p.c. — et l'écart de taux entre le franc belge et le mark allemand, qui, à la fin d'octobre, était remonté à environ 3 points, a continué à osciller autour de ce niveau. Entre août et décembre, les mouvements de capitaux à court terme se sont soldés par des sorties assez importantes. Celles-ci ont provoqué une demande nette de devises sur le marché des changes et donc un resserrement du marché monétaire intérieur qui a amené les pouvoirs publics à recourir de nouveau à l'endettement en devises.

Sur l'ensemble de l'année, l'élargissement du marché monétaire a cependant été très net et contraste avec le resserrement des années précédentes. Il est lié à l'évolution, décrite plus haut, des mouvements de capitaux du secteur privé avec l'étranger et il a permis au Trésor de réduire de 82 milliards son recours à la Banque ; celui-ci n'atteignait plus que 128 milliards à la fin de l'année. Cette abondance de fonds a permis de ramener, le 23 septembre, le plafond du concours spécial de la Banque au Fonds des Rentes de 210 à 180 milliards.

Au travers des réactions concrètes aux changements de circonstances, certains accents sont nettement apparus dans l'exercice de la politique monétaire, qui étaient moins évidents les années précédentes. La politique monétaire n'a pas visé par priorité à utiliser sans délai toute la marge disponible pour abaisser les taux d'intérêt. Elle a aussi veillé, d'une part, après des années de financement important des déficits extérieurs par les réserves et l'endettement en devises des pouvoirs publics, à renforcer quelque peu la liquidité externe la plus directement disponible de l'économie — les réserves de change — et, d'autre part, à ne pas peser sur la position du franc dans le Système Monétaire Européen. Le franc belge, rappelons-le, est demeuré très ferme en 1987, même vis-à-vis du mark allemand. La politique monétaire a ainsi contribué à décourager la spéculation et à améliorer l'image du franc.

Bien entendu, la réussite dans ce domaine exige, en premier lieu, un bon fonctionnement de l'économie et la confiance des marchés. Celle-ci s'est incontestablement renforcée au cours des dernières années. L'évolution de l'écart entre les taux des marchés monétaires belge et allemand en est un signe. Ces dernières années, cet écart a été très variable, car il a suivi la cadence des tensions et des retours au calme sur le marché des changes. Mais les fluctuations qu'il a accusées ont été beaucoup moins amples et son niveau a, tendanciellement, diminué. Une différence de taux de 3 points a attiré un montant important de capitaux à court terme en Belgique au premier semestre de 1987, alors que quatre ans auparavant, un tel écart ne suffisait pas à éviter une exportation nette de capitaux. Avec le temps, le barrage des taux d'intérêt qu'il faut ériger en cas d'agitation spéculative a donc pu être moins élevé, et la prime en intérêt que les placements en franc belge doivent offrir pour compenser les anticipations de cours de change — in-

fluencées essentiellement par l'évolution fondamentale de l'économie — a pu être réduite. Le redressement du compte courant de la balance des paiements, la diminution de l'inflation et la contraction du déficit des pouvoirs publics y ont contribué. L'écart de taux d'intérêt entre les placements en franc belge et les placements en devises européennes les plus fortes demeure toutefois assez élevé. Il faut donc que l'amélioration se poursuive.

Dans la mesure où cette amélioration consoliderait l'image du franc, le cours de celui-ci pourrait être stabilisé par des écarts de taux d'intérêt moindres. Ceux-ci ne devraient plus s'accroître, ou plus dans la même mesure, chaque fois que les marchés des changes s'agitent. Dans le monde actuel, la voie la plus sûre vers des taux d'intérêt peu élevés et peu sensibles aux remous monétaires passe assurément par la confiance dans la monnaie. Mais cette ambition n'est crédible que si elle s'appuie sur une politique centrée sans cesse sur le maintien des grands équilibres économiques.

En 1987, la politique monétaire a voulu contribuer à affermir la confiance et à assurer le succès du réajustement de janvier. C'est ainsi que les autorités ont réaffirmé leur attachement à un cours de change aussi stable que possible. Ce choix est rationnel. Il découle de la prise de conscience qu'une stabilité plus grande des cours de change contribue à moins d'incertitude dans le commerce international et à plus de discipline dans la conduite de la politique nationale. Il repose aussi sur l'évidence qu'en Belgique, stabilité monétaire interne et externe sont pour ainsi dire indissociables. En raison du contenu en importations élevé des dépenses intérieures, l'évolution des prix de celles-ci dépend, en effet, dans une large mesure de l'évolution des prix à l'importation, et donc du cours de change. Ce choix s'inscrit, enfin, dans la ligne de l'adhésion ferme aux objectifs et aux mécanismes du Système Monétaire Européen, jalon important dans la voie de l'unification européenne.

L'acte unique européen, entré en vigueur le 1er juillet, a donné à cette unification une impulsion renouvelée. Il prévoit, pour le 31 décembre 1992, la réalisation d'un grand marché commun, sans obstacles intérieurs. Dans cette perspective, la Commission européenne a adressé, à la fin d'octobre, un certain nombre de propositions au Conseil afin de créer un « espace financier européen ». L'une des propositions les plus importantes est le projet de directive visant à la libération complète des mouvements de capitaux qui, actuellement, sont encore sujets à des restrictions dans un certain nombre d'Etats membres. Il s'agit plus particulièrement des prêts financiers, des dépôts et des placements en effets à court terme.

Complément naturel de la liberté de circulation des personnes, des biens et des services, la liberté des mouvements de capitaux est bénéfique si elle conduit à une allocation optimale des moyens financiers. A cette condition, elle contribue à la formation d'un marché financier européen plus efficace, attractif pour tout placeur, d'Europe ou d'ailleurs. De surcroît, elle constitue un des éléments de l'union monétaire européenne. C'est pour ces raisons que les autorités belges n'ont jamais hésité à soutenir l'effort de libéralisation financière en Europe. La liberté des mouvements de capitaux entre l'Union Economique Belgo-Luxem-

bourgeoise et l'étranger est d'ailleurs un fait acquis depuis longtemps. Le système du double marché des changes n'a jamais constitué une barrière aux flux financiers. Tout en refusant qu'on lui attribue le caractère d'une restriction, les autorités belges acceptent que la logique de la libération effective et durable des mouvements de fonds dans l'espace européen conduise à poser la question du maintien de ce double marché.

Certes souhaitable, la libération des mouvements de capitaux peut cependant être source d'instabilité si elle ne s'accompagne pas d'un renforcement du Système Monétaire Européen et d'une convergence accrue des situations et des politiques. Au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, les pays industrialisés ont pu observer les pressions que les mouvements de capitaux exercent de temps à autre sur les cours de change. Lorsque tous les obstacles aux mouvements de capitaux qui subsistent encore auront été éliminés, ces pressions pourraient évidemment s'accroître. Pour permettre aux Etats membres d'y faire face avec succès, le Système Monétaire Européen doit être consolidé. A cet égard, les accords de Bâle et Nyborg ont d'ores et déjà constitué un progrès. Les possibilités de financement à très court terme auprès du Fonds Européen de Coopération Monétaire ont été élargies quant à la durée et à l'ampleur potentielle des crédits consentis. Sous certaines conditions, ceux-ci peuvent désormais être utilisés pour des interventions intramarginales et remboursés intégralement en Ecu.

Sans nier l'importance des mécanismes du Système Monétaire Européen, il faut admettre que le succès exige avant tout une coordination équilibrée des politiques, contribuant à rapprocher les réalités économiques fondamentales et à éliminer les causes des mouvements de capitaux perturbateurs et des pressions sur les monnaies. Enfin, la libération des mouvements de capitaux requiert aussi l'harmonisation d'un certain nombre de dispositions légales et administratives — touchant notamment au régime fiscal des revenus de placements —, à défaut de quoi l'allocation optimale recherchée des moyens financiers et l'exercice de la politique monétaire risquent d'être entravés.

La résistance à ces adaptations ne peut être sous-estimée. En effet, celles-ci exigent de chaque Etat membre qu'il soit disposé à collaborer avec ses partenaires pour réaliser des objectifs fixés en commun. Les autorités monétaires belges acceptent les adaptations nécessaires, prix raisonnable à payer pour l'unité recherchée. Elles sont prêtes à relever les défis qu'un contexte en évolution rapide ne manquera pas de poser tant pour la définition de la politique que pour le choix de ses instruments, car c'est aujourd'hui que l'avenir se prépare.

Perspectives et contraintes

Rarement les perspectives économiques ont été aussi difficiles à cerner que depuis la crise boursière. Cette incertitude pèse évidemment aussi sur l'économie belge. Celle-ci, l'une des plus ouvertes, sera inévitablement, et de plus en plus, tributaire de la conjoncture mondiale. Cette contrainte ne dispense pas les responsables politiques de l'obligation de donner à l'économie l'orientation la

meilleure. Un grand défi leur est en effet lancé : assurer une croissance plus vive, plus équilibrée et plus durable et réduire le niveau du chômage, qui est un des problèmes majeurs de notre époque.

Dans l'immédiat, la politique économique reste impérieusement confrontée à la nécessité de poursuivre l'assainissement des finances du plus grand débiteur du pays, les pouvoirs publics. Au cours des dernières années, des efforts importants ont incontestablement été accomplis dans cette voie et ont porté leurs fruits. En 1987, le besoin net de financement de l'ensemble des pouvoirs publics a atteint 9,3 p.c. du produit national brut, soit près de 6 points de moins que la moyenne des années 1981 à 1983. Sur l'ensemble de la période, cette diminution peut être attribuée essentiellement aux dépenses publiques, qui se sont globalement réduites malgré l'alourdissement des charges d'intérêts de la dette. Celles-ci sont considérables en Belgique — plus du double du niveau relatif atteint dans le reste de la Communauté européenne — parce qu'il a fallu, antérieurement, financer des déficits très importants à des taux d'intérêt élevés.

Heureusement, ces dernières années, les conditions d'une détente des taux d'intérêt ont été progressivement réalisées. La baisse internationale des taux et, en Belgique, l'amélioration du solde des opérations avec l'étranger, l'évolution des prix et celle des finances publiques y ont contribué. En 1987, les dépenses d'intérêts des pouvoirs publics ont même diminué. L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique n'a cependant pas encore été arrêté. Jusqu'à quel niveau faut-il réduire le déficit pour briser le cercle vicieux des charges d'intérêts et de l'endettement? La réponse à cette question dépend de paramètres changeants, en particulier du taux d'intérêt moyen de la dette publique et de la croissance nominale du produit national. Quoi qu'il en soit, il est certain que, dans les circonstances actuelles, l'assainissement doit être poursuivi si l'on veut éviter que les charges d'intérêts évincent toujours davantage d'autres dépenses et que les finances de l'Etat demeurent très vulnérables à la moindre hausse des taux d'intérêt. Les responsables politiques se doivent évidemment de tenir compte de cette réalité lorsqu'ils envisagent une réforme fiscale ou de nouvelles dépenses. Tels sont les facteurs, outre la conjoncture internationale et le niveau des taux d'intérêt, qui dictent le rythme de l'assainissement des finances publiques.

La marge de manœuvre de la politique budgétaire, dans les années à venir, reste donc très étroite. Les pouvoirs publics ne peuvent pas stimuler immédiatement l'activité par une augmentation de certaines de leurs dépenses, à moins d'en prévoir le financement par des recettes supplémentaires ou par la compression d'autres dépenses. Dans les limites imposées par la nécessité de réduire le déficit, ils ont cependant pour mission d'opérer les choix les plus judicieux en matière de recettes et de dépenses publiques. Il n'appartient pas à la Banque de définir les priorités qui doivent présider à ces choix. Qu'il lui soit seulement permis de souhaiter que ceux-ci s'inspirent notamment du souci de contribuer à la poursuite de l'amélioration de l'emploi et au renforcement du dynamisme économique.

S'il n'est guère possible de financer, à charge du budget de l'Etat, un pouvoir d'achat supplémentaire afin de relancer la consommation privée, la

possibilité de faire supporter par les entreprises un tel accroissement du pouvoir d'achat est, elle aussi, très limitée. En effet, la maîtrise de l'évolution des coûts par rapport aux principaux partenaires commerciaux est un impératif constant, surtout dans une économie où le commerce extérieur a des répercussions tellement importantes sur la production, l'emploi et le revenu.

En conséquence, on attend généralement des investissements des entreprises qu'ils prennent la relève des autres composantes de la demande intérieure. Ces investissements ont été soutenus ces dernières années. De 1983 à 1987, la formation de capital fixe des entreprises — sociétés et entreprises individuelles — a progressé d'un tiers, à prix constants, tandis que le produit national brut augmentait de moins d'un dixième. Le rapport entre ces deux agrégats, mesurés à prix courants, aurait atteint 10,6 p.c. durant l'année sous revue, soit 1,2 point de plus que le minimum de 1983, mais encore 1,8 point en deçà du sommet des années 1970-1973. Les investissements des entreprises sont aussi restés inférieurs au niveau relatif enregistré dans les principaux pays partenaires européens, même si l'écart s'est déjà partiellement comblé. La Belgique doit donc, résolument, corriger un handicap. Certes, les effets positifs des investissements ne se manifestent en général qu'après un certain temps : leur part dans les dépenses étant relativement limitée, l'impulsion immédiate qu'ils exercent sur la croissance est modérée. Par ailleurs, ils ont un contenu en importations très élevé, les biens d'équipement étant achetés dans une large mesure à l'étranger. Des investissements sont néanmoins indispensables pour permettre à l'appareil productif de répondre avec efficacité à l'évolution quantitative et qualitative de la demande. Ils constituent donc une condition de la croissance future. En particulier, il est impérieux d'investir pour mieux adapter la structure de la production belge au développement de la demande étrangère. Diverses études ont montré que, par le passé, cette structure était trop peu orientée vers les produits pour lesquels la demande a été la plus dynamique. Il est difficile de dire si cette tendance s'est poursuivie ou interrompue ces dernières années. Seul l'avenir révélera si les investissements ont été suffisamment importants et judicieux pour renforcer la position concurrentielle des producteurs belges.

Le maintien et le renforcement de la compétitivité sont de toute façon nécessaires pour que l'économie, qui ne bénéficiera que d'une croissance relativement faible des dépenses intérieures, puisse espérer répondre à la demande étrangère sans perdre des parts de marché. La compétitivité, au sens large, dépend non seulement de la structure de la production mais aussi de la « non price competition » — qualité des produits, respect des délais de livraison, service après vente, octroi de conditions de financement avantageuses — et des variations relatives des prix et des coûts exprimés en monnaie commune. Au cours des deux dernières années, ceux-ci auraient évolué assez défavorablement, en Belgique comme dans les autres pays dont la monnaie fait partie du mécanisme de change du Système Monétaire Européen, en raison de la dépréciation du dollar et de la livre sterling. Si les rapports de change se stabilisent, cette tendance ne devrait pas se poursuivre. Même dans ce cas, il reste que les perspectives de la demande étrangère sont relativement modestes, tant pour l'Europe que pour la Belgique. Selon les dernières prévisions de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, le poids de l'économie mondiale sera plus faible dans les

années à venir. La croissance, déjà modérée, devrait se ralentir de 0,5 à 0,75 point dans la Communauté européenne et le taux de chômage, déjà élevé, augmenterait encore de 0,5 point. Pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, dont près des trois quarts des exportations sont destinées aux autres pays de la Communauté, ces prévisions ne sont pas réjouissantes.

Hélas! il ne s'agit pas vraiment d'une nouveauté. Depuis tout un temps déjà, l'Europe accuse un certain retard. De 1980 à 1987, la croissance économique n'a atteint que 13 p.c. dans la Communauté, contre 20 p.c. aux Etats-Unis et 28 p.c. au Japon. Dans ces deux pays, pendant le même temps, le chômage est demeuré à peu près stable, alors qu'il a presque doublé dans la Communauté.

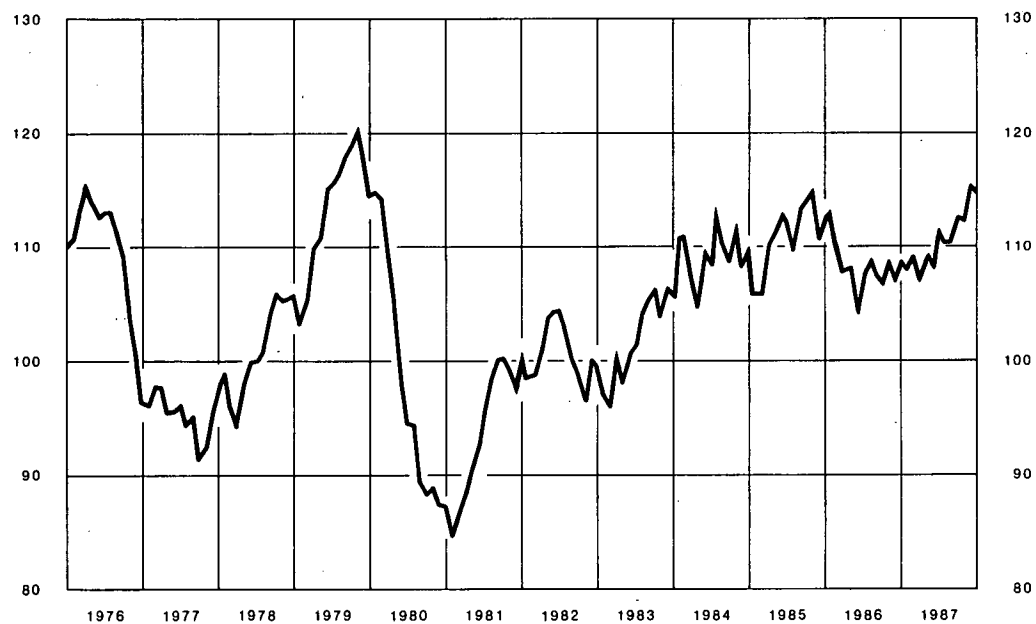
Aujourd'hui que l'inflation — grâce notamment à la discipline imposée par le mécanisme de change du Système Monétaire Européen — est tombée dans les pays européens à une moyenne bien inférieure à ses niveaux précédents, les appels en faveur d'une politique coordonnée de stimulation de la croissance et de l'emploi se font plus insistants et sont davantage justifiés. L'Europe peut relever ce défi en unissant toutes ses forces. Dans la plupart des pays membres de la Communauté, une politique expansionniste isolée se heurterait très rapidement aux limites qu'impose la contrainte extérieure : même dans les plus grands pays membres, les importations représentent, selon les cas, 16 à 21 p.c. des dépenses finales, tandis que le degré d'ouverture des économies plus petites, comme les Pays-Bas, l'Irlande ou la Belgique, approche ou dépasse les 35 p.c. Mais ensemble, les douze pays de la Communauté forment un grand marché de quelque 325 millions de personnes, dans lequel les importations extracommunautaires ne couvrent que 11 p.c. des dépenses finales, niveau qui n'est pas beaucoup plus élevé qu'aux Etats-Unis. Une stratégie coordonnée de croissance, centrée sur une stimulation de la demande ou sur une adaptation des structures, dont chaque partenaire puisse tirer profit, a plus de chances de succès dans un marché de cette dimension. Elle exige cependant que les Etats membres subordonnent leur propre vision à une réflexion et à une démarche communes, chacun apportant une contribution à la mesure de ses possibilités. Située au cœur de l'Europe et largement ouverte aux impulsions extérieures, la Belgique ne peut qu'en bénéficier. Et l'influence de l'Europe dans le monde ne pourra qu'en être renforcée.

Le 27 janvier 1988.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE DECEMBRE 1987

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

Après sa forte hausse de novembre, la valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en décembre de 0,27 point, et s'établit dès lors à 115,27 points.

Ce léger affaiblissement de la conjoncture s'est manifesté dans l'industrie manufacturière et dans la construction. En revanche, une amélioration est apparue dans le commerce.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production		b) Volume	VIII - 4b
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité		5. Orientation géographique	VIII - 5
3. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants		1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980		— Chiffres annuels	IX - 1
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur		6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes		X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur		2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		4. Système Monétaire Européen :	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
		b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
		c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
		5. Cours de change effectifs	X - 5
II. — Population, emploi, chômage		XI. — Finances publiques.	
1. Population, demande et offre d'emplois		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Chômage et emplois vacants		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
		3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
III. — Agriculture et pêche.		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
1. Agriculture		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
2. Pêche maritime		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
		1. Encours :	
IV. — Industrie.		a) au 31 décembre 1984	XII - 1a
1. Production industrielle		b) au 31 décembre 1985	XII - 1b
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur		2. Mouvements en 1985	XII - 2
3. Energie		3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Métallurgie		a) au 31 décembre 1984	XII - 3a
5. Construction		b) au 31 décembre 1985	XII - 3b
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.		4. Mouvements en 1985 (totaux sectoriels)	XII - 4
		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
V. — Services.		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
1. Transports :		2. Bilans :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Navigation maritime		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Navigation intérieure		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Commerce intérieur :		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
a) Ventes du commerce de détail		4. Stock monétaire :	
b) Ventes à tempérament		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
4. Chambres de compensation :		b) Total	XIII - 4b
a) Nombre d'opérations		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) Montant des opérations		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs			
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie			
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières			
2. Prix de gros en Belgique			
3. Prix à la consommation en Belgique :			
a) Ventilation en 4 groupes			
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes			
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général			
2. Exportations selon la nature des produits			
3. Importations selon l'usage des produits			

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,1	1.265,4	1.340,0	1.409,7	1.429,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,8
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	354,8	388,5	395,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	464,9	513,4	566,7	605,7	617,4	658,6	689,0	742,9
5. Corrections et compléments	69,7	74,4	79,2	94,1	109,1	118,5	129,2	153,9
Ajustement statistique	- 10,4	5,9	- 14,2	10,0	35,4	12,5	3,3	24,6
<i>Total ...</i>	1.899,2	2.078,8	2.167,6	2.303,1	2.407,5	2.547,6	2.685,9	2.814,7
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	46,4	48,8	56,8	64,2	73,6	72,5	69,6	69,2
2. Professions libérales ¹	101,7	104,2	112,8	118,4	127,6	138,3	152,5	164,4
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	254,6	262,6	282,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,7	41,5
Ajustement statistique	- 2,1	1,1	- 2,7	1,9	6,9	2,4	0,6	4,9
<i>Total ...</i>	390,2	397,1	410,0	435,5	465,5	493,3	517,0	562,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	240,5	285,3	326,7	374,0	403,2	464,6	507,2	546,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	78,5	85,0	98,9	109,2	126,1	143,7	157,8	172,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,5	174,6	200,3
<i>Total ...</i>	377,7	434,6	502,8	585,8	654,2	759,8	839,6	919,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	28,8	24,4	13,2	34,7	52,4	88,5	139,3	213,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	132,9	148,0	157,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	2,1	6,0	- 5,4
<i>Total ...</i>	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	35,3	42,0	33,9
G. Intérêts de la dette publique	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,2	- 568,7
Revenu national net au coût des facteurs	2.626,6	2.833,5	2.922,8	3.150,6	3.325,3	3.608,7	3.862,6	4.132,8
H. Amortissements	302,5	312,1	332,1	367,2	402,9	426,5	457,9	498,7
Revenu national brut au coût des facteurs	2.929,1	3.145,6	3.254,9	3.517,8	3.728,2	4.035,2	4.320,5	4.631,5
I. Impôts indirects	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,8	558,9	575,8
J. Subventions	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,4	- 67,7	- 74,0
Produit national brut aux prix du marché	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

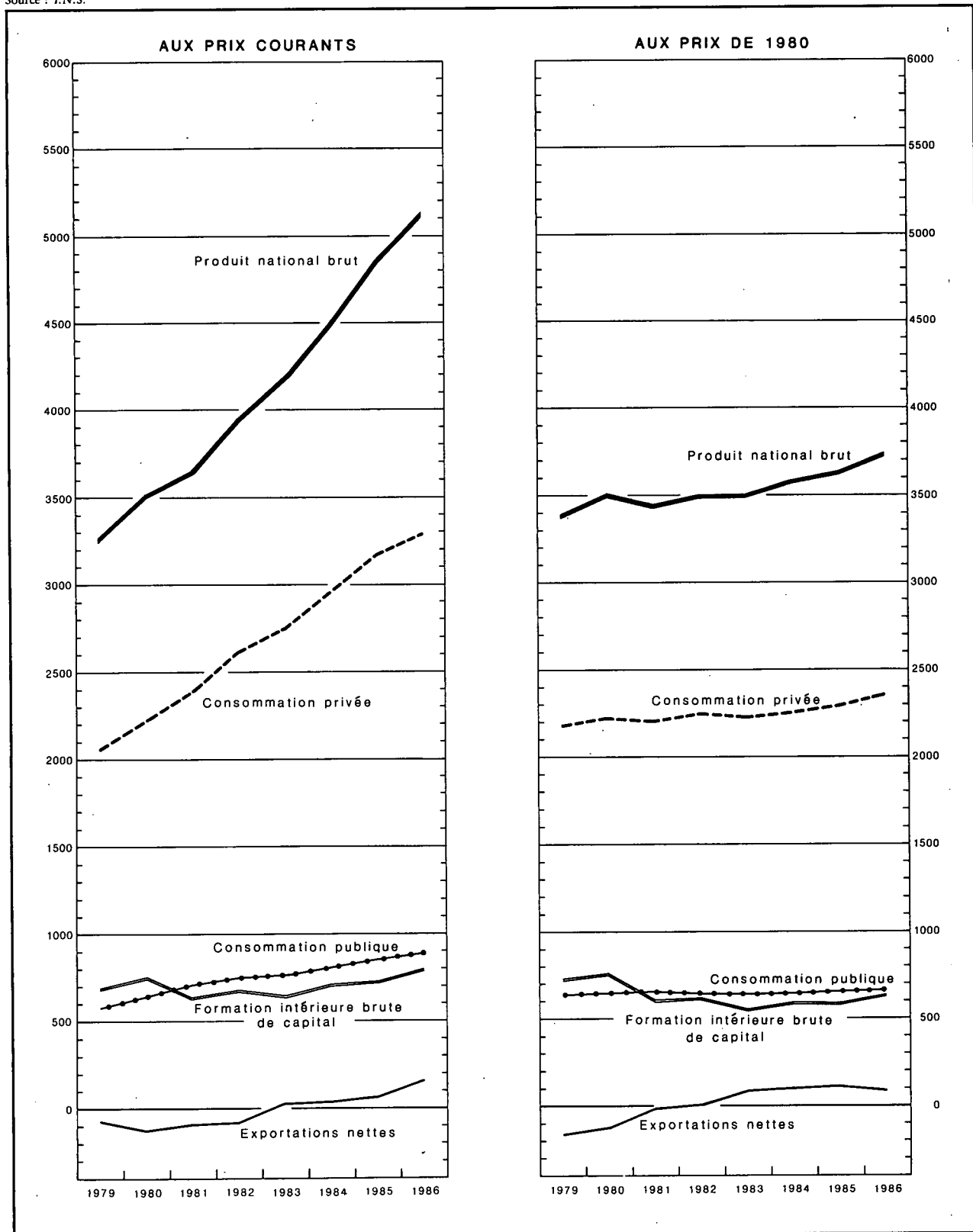
Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
1. Agriculture, sylviculture et pêche	75,6	79,4	88,2	97,8	109,7	112,3	112,4	114,2
2. Industries extractives	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	24,3	23,6	22,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	151,1	157,4	164,6	188,7	199,3	209,6	223,1	235,8
b) Textiles	37,7	40,5	39,2	41,9	45,8	47,4	47,2	46,0
c) Vêtements et chaussures	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,7	28,7	34,4
d) Bois et meubles	37,8	41,1	39,8	41,2	39,2	41,6	43,3	50,2
e) Papier, impression, édition	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	54,6	53,8	59,2
f) Industrie chimique et activités connexes	101,5	100,0	90,0	112,1	113,0	125,0	135,7	137,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,7	39,1	33,4	36,3	37,7	40,7	37,3	40,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	59,4	54,8	54,4	58,5	64,1	68,4	66,0	64,8
i) Fabrications métalliques et constructions navales	233,4	238,6	220,8	245,8	254,8	252,1	285,3	316,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	116,0	122,6	121,6	133,2	145,8	158,2	167,5	179,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	841,8	861,8	831,0	933,8	975,7	1.022,3	1.087,9	1.164,5
4. Construction	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,2	260,4
5. Electricité, gaz et eau	105,8	109,6	120,7	121,2	143,6	162,5	181,9	190,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	609,7	667,5	695,6	777,1	853,1	881,5	966,9	1.066,8
b) Services financiers et assurances	150,7	160,7	194,5	221,2	213,5	249,5	272,2	318,0
c) Immeubles d'habitation	150,2	168,5	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	295,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	910,6	996,7	1.083,4	1.210,8	1.300,8	1.388,9	1.516,9	1.680,1
7. Transports et communications	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	362,3	389,4	381,9
8. Services	915,8	1.004,4	1.089,6	1.178,1	1.242,7	1.344,3	1.421,0	1.503,5
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,8	7,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-62,7	-72,2	-78,7	-96,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-34,8	-47,2	-53,6	-66,7	-69,5	-77,6	-85,5	-96,9
Ajustement statistique	-11,1	-0,2	12,7	-7,5	-8,6	16,1	19,1	16,0
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.264,5	3.525,7	3.658,5	3.978,5	4.215,3	4.525,4	4.843,0	5.148,2
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	-3,5	-18,3	-23,1	-38,3	-36,7	-27,8	-31,3	-14,9
Produit national brut aux prix du marché ..	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	380,4	403,1	414,4	470,6	519,0	559,9	592,4	603,3
2. Boissons	89,3	97,6	103,4	113,9	121,4	123,8	128,6	133,2
3. Tabac	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6
4. Vêtements et effets personnels	162,3	184,8	187,2	213,6	215,6	224,2	237,2	262,6
5. Loyers, taxes, eau	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	341,1	366,0	387,9
6. Chauffage et éclairage	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,2	196,4
7. Articles ménagers durables	194,1	218,1	221,8	231,4	234,4	245,5	261,0	291,8
8. Entretien de la maison	85,8	92,7	98,4	106,3	113,8	121,2	127,2	135,3
9. Soins personnels et hygiène	215,6	229,7	252,1	278,4	305,0	324,8	344,8	363,9
10. Transports	233,4	256,1	275,8	302,2	328,6	351,3	372,2	370,6
11. Communications : P.T.T.	17,4	18,6	20,0	22,0	23,9	26,6	28,7	30,5
12. Loisirs	178,2	195,7	209,1	231,8	251,4	272,7	292,7	308,0
13. Enseignement et recherches	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5
14. Services financiers	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	148,4	177,1
15. Services divers	19,2	19,3	20,3	21,4	22,7	25,0	27,8	29,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	109,0
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 127,6
Ajustement statistique	17,8	- 5,1	3,3	- 3,6	- 27,3	- 25,1	- 18,8	- 36,7
<i>Total ...</i>	<i>2.057,0</i>	<i>2.224,5</i>	<i>2.390,3</i>	<i>2.616,5</i>	<i>2.753,8</i>	<i>2.962,8</i>	<i>3.176,8</i>	<i>3.297,8</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	623,0	643,0
2. Achats courants de biens et services	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	158,7	173,0	177,9
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3
4. Loyer payé	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7	6,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1
6. Amortissement mobilier et matériel	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	4,4	4,7
<i>Total ...</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>740,6</i>	<i>761,3</i>	<i>799,7</i>	<i>852,4</i>	<i>881,3</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,0	19,8
2. Industries extractives	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	4,0
3. Industries manufacturières	83,6	109,2	100,9	122,4	126,7	139,4	152,6	189,4
4. Construction	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	14,5
5. Electricité, gaz et eau	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	47,8	41,2
6. Commerce, banques, assurances	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	134,7
7. Immeubles d'habitation	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	167,6
8. Transports et communications	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	101,8	94,5	91,7
9. Pouvoirs publics et enseignement	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,6	86,5
10. Autres services	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	57,2
11. Variations de stocks	19,9	29,2	- 6,3	7,5	- 21,1	2,7	- 16,8	- 0,2
Ajustement statistique	5,9	- 1,7	0,9	- 0,9	- 6,4	- 6,0	- 4,3	- 8,9
<i>Total ...</i>	<i>687,3</i>	<i>755,9</i>	<i>638,7</i>	<i>677,9</i>	<i>642,5</i>	<i>706,3</i>	<i>722,2</i>	<i>797,5</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	469,6	419,7
2. Exportations de biens et services	1.797,6	2.026,4	2.283,9	2.637,3	2.920,2	3.332,1	3.466,7	3.360,5
Exportations totales ...	1.932,0	2.238,3	2.634,6	3.042,5	3.246,7	3.719,2	3.936,3	3.780,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9	434,6
4. Importations de biens et services	1.865,5	2.124,7	2.357,2	2.693,8	2.862,5	3.275,5	3.375,1	3.188,9
Importations totales ...	2.003,4	2.354,9	2.731,0	3.137,3	3.225,7	3.690,4	3.876,0	3.623,5
Exportations nettes ...	- 71,4	- 116,6	- 96,4	- 94,8	21,0	28,8	60,3	156,7
Produit national brut aux prix du marché	3.261,0	3.507,4	3.635,4	3.940,2	4.178,6	4.497,6	4.811,7	5.133,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

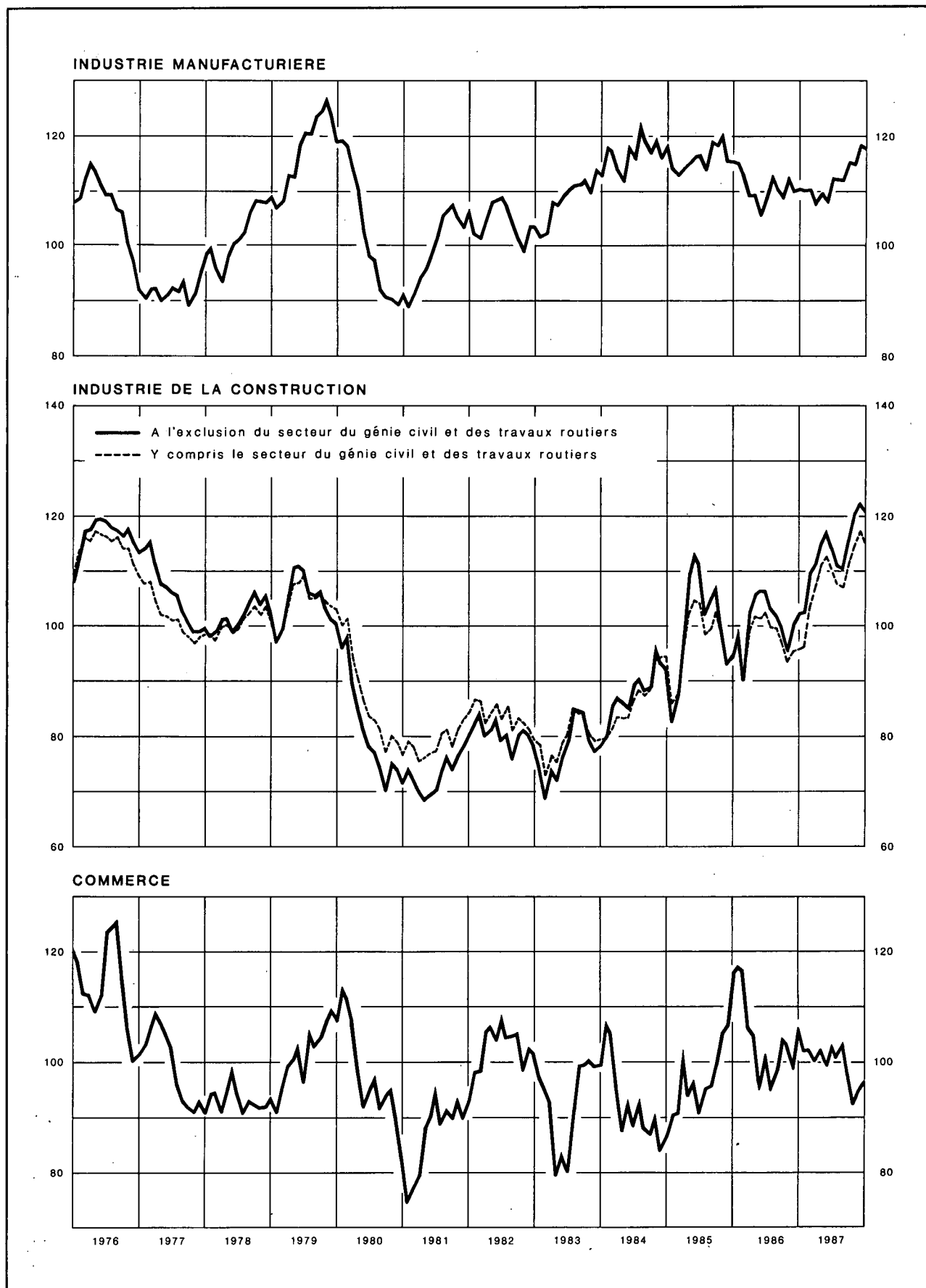
Source : I.N.S.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	98	100	98	101	102	103	105	106
2. Boissons	94	100	96	98	96	95	95	96
3. Tabac	100	100	98	105	102	103	97	93
4. Vêtements et effets personnels	92	100	98	105	99	98	97	100
5. Loyers, taxes, eau	97	100	104	106	108	110	113	115
6. Chauffage et éclairage	105	100	97	95	92	95	103	107
7. Articles ménagers durables	90	100	99	99	93	94	97	104
8. Entretien de la maison	98	100	100	103	102	102	102	103
9. Soins personnels et hygiène	98	100	104	106	108	108	109	110
10. Transports	102	100	98	98	98	100	101	103
11. Communications : P.T.T.	96	100	107	107	108	110	115	118
12. Loisirs	96	100	101	107	107	108	109	110
13. Enseignement et recherches	98	100	102	104	106	108	111	113
14. Services financiers	94	100	110	115	108	115	118	132
15. Services divers	105	100	98	97	96	100	106	107
16. Dépenses personnelles à l'étranger	95	100	105	93	92	93	94	97
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	94	100	116	139	164	169	164	160
<i>Total ...</i>	98	100	100	101	100	101	103	106
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	98	100	102	101	101	102	104	104
2. Achats courants de biens et services	102	100	101	96	96	95	99	99
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	95	100	97	92	89	88	91	94
<i>Total ...</i>	98	100	101	100	100	100	102	103
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	107	100	88	90	89	92	92	99
2. Industries extractives	103	100	93	101	136	140	110	109
3. Industries manufacturières	78	100	90	103	102	109	120	142
4. Construction	113	100	110	84	62	77	83	94
5. Electricité, gaz et eau	110	100	93	94	89	95	95	82
6. Commerce, banques, assurances	100	100	89	94	97	106	114	133
7. Immeubles d'habitation	101	100	59	55	54	53	56	59
8. Transports et communications	90	100	111	104	93	95	86	82
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	92	100	88	80	69	63	53	51
10. Enseignement	95	100	98	90	88	74	69	56
11. Autres services	101	100	94	87	88	94	95	116
<i>Total ...</i>	96	100	80	80	74	78	77	84
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	66	100	158	170	129	145	167	143
2. Exportations de biens et services	97	100	103	105	109	115	116	123
Exportations totales ...	94	100	108	111	111	118	121	125
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	62	100	155	171	132	143	164	136
4. Importations de biens et services	100	100	98	99	98	104	105	113
Importations totales ...	96	100	103	106	101	108	111	115
Produit national brut aux prix du marché	96	100	99	100	100	102	104	107

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1984 Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12
Octobre	115,10	120,47	92,18	112,47	114,52
Novembre	118,48	122,18	95,20	115,54	117,04
Décembre	118,03	121,09	96,59	115,27	115,05

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1984 Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27
Octobre	108,09	110,83	111,53	127,88	130,60	109,08	125,39	115,10
Novembre	110,41	115,47	115,35	131,61	136,53	109,89	130,40	118,48
Décembre	108,99	119,65	121,05	132,34	139,01	109,79	115,15	118,03

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986	1987				1986	1987				1986	1987			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 27	- 29	- 27	- 23	- 22	- 27	- 34	- 31	- 25	- 23	+ 7	+ 9	+ 7	+ 5	0
I. Biens de consommation	- 11	- 31	- 32	- 31	- 29	- 2	- 24	- 23	- 24	- 24	+ 8	+ 11	+ 10	+ 6	+ 4
II. Biens d'investissement	- 36	- 35	- 29	- 30	- 31	- 46	- 51	- 43	- 44	- 41	+ 5	+ 8	+ 4	- 2	- 6
III. Biens intermédiaires	- 35	- 30	- 24	- 17	- 17	- 37	- 37	- 27	- 21	- 18	+ 7	+ 8	+ 8	+ 4	+ 1
Industrie textile	- 29	- 38	- 32	- 28	- 31	- 27	- 43	- 35	- 31	- 34	+ 20	+ 20	+ 18	+ 13	+ 10
dont : Laine	- 62	- 58	- 59	- 43	- 55	- 59	- 50	- 44	- 41	- 55	+ 4	+ 5	+ 8	+ 14	+ 6
Coton	- 34	- 45	- 34	- 29	- 23	- 42	- 64	- 57	- 48	- 42	+ 32	+ 32	+ 33	+ 23	+ 14
Bonneterie	- 19	- 16	- 28	- 43	- 43	- 30	- 21	- 17	- 40	- 39	+ 26	+ 34	+ 20	+ 9	+ 12
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 31	- 37	- 36	- 45	- 44	- 30	- 21	- 25	- 34	- 28	+ 1	+ 3	+ 5	- 5	- 5
dont : Chaussures	- 57	- 55	- 62	- 56	- 59	- 88	- 98	- 96	- 90	- 83	- 18	- 4	+ 11	- 24	- 40
Habillement	- 25	- 33	- 31	- 43	- 41	- 25	- 15	- 20	- 30	- 24	+ 4	+ 5	+ 4	- 1	+ 2
Industrie du bois et du meuble en bois	- 22	- 16	- 10	- 7	- 11	- 28	- 27	- 11	- 8	- 10	+ 12	+ 7	+ 3	- 1	0
dont : Bois	- 24	+ 5	+ 3	+ 13	+ 11	- 30	- 1	+ 11	+ 29	+ 24	- 2	- 2	- 6	- 15	- 10
Meubles en bois	- 21	- 31	- 20	- 21	- 28	- 26	- 41	- 24	- 30	- 31	+ 21	+ 14	+ 9	+ 10	+ 7
Papiers et cartons	- 9	- 30	- 10	- 28	- 18	- 13	- 46	+ 5	- 9	- 7	+ 25	+ 14	+ 7	+ 4	- 6
dont : Production de papier et carton	- 8	- 33	+ 8	- 13	- 6	- 17	- 54	+ 17	+ 3	+ 6	+ 33	+ 33	+ 28	+ 15	- 6
Transformation de papier et carton	- 10	- 28	- 24	- 39	- 27	- 2	- 24	- 26	- 43	- 44	+ 19	+ 1	- 8	- 4	- 7
Industrie du cuir	- 68	- 67	- 70	- 89	- 89	- 78	- 77	- 75	- 93	- 95	+ 5	+ 16	+ 44	+ 50	+ 48
Transformation de matières plastiques	- 12	- 11	+ 8	+ 14	0	- 14	- 3	+ 24	+ 24	- 3	- 29	+ 6	+ 10	- 3	0
Raffinage de pétrole	0	+ 13	- 13	+ 26	0	- 46	+ 2	- 15	+ 26	0	0	0	+ 2	0	0
Production et première transformation des métaux	- 49	- 41	- 32	- 25	- 24	- 42	- 48	- 34	- 31	- 24	- 3	- 1	- 2	0	0
dont : Métaux ferreux	- 48	- 44	- 36	- 28	- 26	- 47	- 53	- 41	- 36	- 26	- 8	- 7	- 4	- 3	- 6
Métaux non ferreux	- 48	- 27	- 16	- 8	- 11	- 20	- 22	- 25	- 11	+ 15	+ 10	+ 15	+ 4	+ 7	+ 12
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 9	- 9	0	- 1	- 11	0	- 34	- 17	- 7	- 4	+ 4	+ 7	+ 2	- 6	- 5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 11	- 8	+ 3	- 2	- 12	+ 1	- 33	- 11	- 13	- 15	0	+ 3	- 2	- 8	+ 6
Industrie chimique	- 5	+ 9	- 3	+ 6	+ 7	- 5	+ 9	- 8	+ 12	+ 14	+ 3	- 2	- 2	+ 2	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 92	- 90	- 69	- 49	- 23	- 96	- 89	- 44	- 46	- 18	+ 92	+ 90	+ 87	+ 18	+ 23
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 48	- 46	- 48	- 40	- 27	- 45	- 37	- 32	- 26	- 24	+ 5	+ 19	+ 30	+ 7	- 8
Construction de machines et de matériel mécanique	- 54	- 38	- 31	- 30	- 40	- 50	- 40	- 34	- 39	- 41	- 5	- 3	- 8	- 1	- 14
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 100	- 82	- 82	- 97	- 96	- 100	- 83	- 82	- 98	- 96	+ 1	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	+ 27	+ 54	0	0	0	0	0	0	- 100	- 33	- 67	- 33	- 100
Machines textiles	- 25	- 24	- 24	- 24	- 25	- 24	- 23	- 24	- 26	- 25	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 46	- 39	- 35	- 30	- 31	- 23	- 33	- 33	- 24	- 24	+ 12	+ 7	+ 19	+ 16	0
Construction électrique et électronique	- 47	- 67	- 66	- 68	- 62	- 57	- 88	- 86	- 89	- 81	+ 20	+ 21	+ 21	+ 17	+ 9
dont : Construction électrique d'équipement	- 60	- 52	- 51	- 57	- 49	- 88	- 81	- 78	- 86	- 79	+ 27	+ 29	+ 29	+ 24	+ 16
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 11	- 99	- 96	- 94	- 91	- 5	- 100	- 100	- 97	- 91	+ 11	+ 11	+ 11	+ 7	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 39	0	0	+ 7	+ 20	+ 40	0	- 2	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 74	- 82	- 70	- 72	- 68	- 86	- 88	- 90	- 82	- 78	+ 19	+ 8	+ 11	0	0
dont : Construction navale	- 93	- 92	- 64	- 88	- 88	- 100	- 97	- 98	- 99	- 98	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 21	- 33	- 50	+ 12	+ 36	- 12	- 52	- 63	+ 15	+ 44	+ 19	+ 8	+ 11	0	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	13	20	23	24	22	71	69	70	67	68	4	3	2	3	3	3	5	2	4	3
I. Biens de consommation	12	24	27	25	28	62	67	65	66	64	12	4	5	5	5	1	6	1	1	2
II. Biens d'investissement	11	12	21	25	23	80	75	70	65	68	2	4	2	4	3	5	7	5	8	6
III. Biens intermédiaires	14	16	15	18	15	71	70	74	66	67	2	1	1	1	1	3	2	1	3	1
Industrie textile	16	12	17	21	26	71	79	70	67	61	6	4	4	4	3	4	3	4	6	5
dont : Laine	19	11	17	23	24	61	77	72	58	72	11	1	1	0	1	3	5	5	13	0
Coton	10	10	10	17	18	84	88	87	82	75	2	1	1	0	2	4	1	1	0	1
Bonneterie	5	5	16	14	5	78	70	49	70	69	6	11	10	10	7	7	9	14	9	7
Industrie des chaussures et de l'habillement	14	16	19	27	25	76	74	70	55	64	9	8	12	11	12	0	0	0	0	0
dont : Chaussures	9	9	20	62	55	91	91	80	38	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	15	18	18	20	19	73	70	68	58	67	11	10	15	14	15	0	0	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	32	23	34	35	22	57	67	59	54	62	5	4	3	5	7	4	4	0	2	6
dont : Bois	37	25	35	40	20	47	56	57	50	60	1	2	1	1	1	6	10	0	5	8
Meubles en bois	28	21	33	32	25	64	75	60	57	63	8	6	5	8	10	2	0	1	1	4
Papiers et cartons	22	26	23	26	21	59	68	67	59	64	4	4	4	2	1	5	3	2	5	1
dont : Production de papier et carton	25	39	30	46	39	43	58	68	48	61	0	3	0	0	0	0	0	0	6	0
Transformation de papier et carton	20	16	17	10	7	71	76	67	68	66	7	6	7	3	2	8	6	4	4	2
Industrie du cuir	28	78	28	24	24	64	14	64	68	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	29	73	54	37	53	68	27	46	55	39	0	0	0	1	1	3	0	0	7	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	4	4	3	12	4	71	70	77	64	65	0	0	0	0	0	2	0	1	0	1
dont : Métaux ferreux	6	4	4	14	5	69	73	74	65	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	77	56	94	61	77	0	0	0	0	0	8	0	3	2	3
Industrie des produits minéraux non métalliques	18	19	33	25	24	63	61	48	53	58	3	4	4	4	0	16	17	16	21	16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	15	15	33	27	29	64	64	47	48	53	3	5	4	4	1	18	19	18	25	19
Industrie chimique	0	0	0	0	0	97	96	96	96	96	0	0	0	0	0	2	2	1	1	2
Production de fibres artificielles et synthétiques	96	96	90	75	97	0	0	6	5	0	0	0	0	0	0	4	4	4	20	3
Fabrication d'ouvrages en métaux	12	11	15	16	13	86	85	79	75	79	1	4	2	4	4	3	18	1	5	3
Construction de machines et de matériel mécanique	20	18	30	30	30	78	67	67	62	64	2	5	1	4	5	0	6	2	2	2
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	82	0	100	79	79	0	0	0	0	0	18	0	0	21	21	0	0	0	0	0
Machines textiles	76	76	76	73	73	24	24	24	27	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	4	22	30	32	17	96	78	70	68	76	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	0	15	10	26	22	67	72	90	70	78	0	2	0	3	3	1	0	0	3	3
dont : Construction électrique d'équipement	0	18	10	32	32	91	82	90	62	68	0	4	0	5	4	1	0	0	4	4
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	10	11	11	0	20	53	89	89	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	70	70	47	71	29	30	30	53	29	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	12	7	6	7	6	88	92	94	93	94	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	98	100	100	100	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	70	36	36	41	36	30	64	64	59	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 23	+ 29	+ 26	+ 27	+ 27	78,1	78,1	79,0	78,6	78,6	3,12	3,11	3,19	3,11	3,14
I. Biens de consommation	+ 13	+ 26	+ 22	+ 22	+ 33	83,7	82,8	83,7	83,8	82,7	2,71	2,65	2,69	2,54	2,52
II. Biens d'investissement	+ 35	+ 43	+ 29	+ 32	+ 28	71,6	73,0	74,1	74,0	75,5	4,24	4,15	4,22	4,10	4,13
III. Biens intermédiaires	+ 36	+ 43	+ 41	+ 36	+ 34	71,8	73,9	75,1	75,7	73,4	3,25	3,34	3,41	3,41	3,37
Industrie textile	+ 37	+ 38	+ 41	+ 31	+ 31	71,9	72,1	74,5	75,3	73,1	2,04	1,95	1,98	1,96	1,96
dont : Laine	+ 54	+ 41	+ 49	+ 20	+ 40	67,2	73,5	72,8	76,3	71,6	1,58	1,55	1,82	1,67	1,69
Coton	+ 39	+ 44	+ 48	+ 45	+ 42	71,3	70,0	71,6	71,5	69,3	2,02	2,07	2,08	2,14	2,22
Bonnerie	+ 22	+ 33	+ 22	+ 40	+ 41	68,9	70,5	72,8	72,1	66,9	1,95	2,38	1,99	2,08	2,00
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 29	+ 39	+ 26	+ 40	+ 49	79,1	79,8	78,3	83,0	79,9	1,91	2,00	1,66	1,76	1,83
dont : Chaussures	+ 36	+ 40	+ 42	+ 52	+ 58	70,7	68,4	68,0	83,7	81,1	1,69	1,72	1,32	1,67	1,74
Habillement	+ 28	+ 39	+ 22	+ 37	+ 46	80,8	82,3	80,5	82,8	79,6	1,96	2,06	1,72	1,78	1,85
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 29	+ 22	+ 27	+ 28	+ 20	84,7	80,9	84,4	85,2	85,8	1,40	1,59	1,68	1,76	1,73
dont : Bois	+ 4	+ 7	+ 9	+ 23	+ 7	85,5	79,8	84,8	84,6	85,5	1,62	1,91	1,99	2,07	2,03
Meubles en bois	+ 46	+ 32	+ 40	+ 32	+ 31	84,2	81,6	84,0	85,7	86,0	1,25	1,37	1,46	1,54	1,52
Papiers et cartons	+ 22	+ 32	+ 33	+ 37	+ 41	81,8	85,5	84,4	83,3	82,1	1,49	1,59	1,47	1,32	1,33
dont : Production de papier et carton	+ 25	+ 42	+ 23	+ 24	+ 42	83,9	91,5	87,5	89,6	86,4	1,76	1,77	1,67	1,48	1,35
Transformation de papier et carton	+ 20	+ 23	+ 40	+ 46	+ 41	80,3	81,0	82,0	78,6	78,8	1,28	1,45	1,33	1,20	1,31
Industrie du cuir	+ 14	+ 72	+ 92	+ 76	+ 22	81,2	73,3	78,0	77,6	78,7	2,12	2,15	2,09	2,05	2,00
Transformation de matières plastiques	+ 18	+ 11	+ 3	+ 28	+ 10	83,6	80,9	82,8	82,0	80,0	3,25	3,21	3,22	3,46	3,42
Production et première transformation des métaux	+ 56	+ 67	+ 64	+ 46	+ 46	60,9	67,0	68,7	70,8	67,0	1,74	1,92	2,13	2,16	2,28
dont : Métaux ferreux	+ 68	+ 79	+ 74	+ 54	+ 54	56,7	63,9	66,1	68,4	64,0	1,65	1,82	2,04	2,08	2,22
Métaux non ferreux	+ 3	+ 7	+ 16	+ 7	+ 9	81,9	82,9	81,4	83,0	82,1	2,16	2,42	3,03	2,55	2,56
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 16	+ 7	- 11	+ 9	- 1	80,0	82,4	85,8	83,5	84,8	1,41	1,96	2,02	1,77	1,67
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 14	+ 8	- 14	- 2	+ 6	78,7	81,4	85,4	83,4	84,6	1,33	1,92	2,01	1,73	1,63
Industrie chimique	+ 4	+ 6	+ 5	+ 16	+ 14	81,0	81,1	81,5	79,3	78,9	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 64	0	0	0	- 47	100,0	100,0	99,3	99,5	99,4	2,21	2,14	2,21	2,13	2,11
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 39	+ 70	+ 60	+ 38	+ 50	72,6	74,0	74,1	75,6	73,4	3,57	3,90	4,10	3,65	3,98
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 38	+ 26	+ 23	+ 30	69,3	71,5	72,3	72,2	74,5	4,63	4,60	4,49	4,70	4,56
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 51	+ 99	+ 99	+ 51	+ 99	43,4	61,5	64,1	58,5	58,4	7,06	7,09	6,99	7,15	6,97
Machines-outils	0	0	- 82	- 79	- 79	98,1	94,0	98,1	97,9	97,9	6,21	6,80	6,26	6,70	6,18
Machines textiles	+ 24	+ 20	+ 24	+ 23	+ 23	87,7	86,6	85,2	86,4	90,1	5,27	5,29	5,26	5,52	5,41
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 13	+ 42	+ 38	+ 39	+ 39	66,1	65,5	65,0	61,1	66,4	4,10	3,42	3,28	4,63	4,71
Construction électrique et électronique	+ 25	+ 38	+ 29	+ 34	+ 41	82,5	78,1	77,4	77,5	77,0	6,26	5,76	5,68	5,56	5,48
dont : Construction électrique d'équipement	+ 42	+ 63	+ 46	+ 46	+ 40	76,6	71,5	71,8	75,2	73,2	5,04	4,59	4,58	4,52	4,46
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	+ 44	92,4	88,7	86,2	80,8	83,1	9,65	8,94	8,71	8,40	8,21
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 41	0	0	0	0	96,7	98,5	98,5	94,6	98,4	2,55	2,34	2,50	2,58	2,72
Construction d'autre matériel de transport	+ 82	+ 80	+ 82	+ 85	+ 85	54,8	50,8	48,4	47,4	51,3	7,04	5,13	6,39	5,61	5,40
dont : Construction navale	+ 95	+ 95	+ 95	+ 91	+ 91	41,9	39,2	36,1	39,2	45,8	0,57	0,18	2,31	1,93	1,67
Construction de cycles et motocycles	+ 13	0	+ 13	+ 41	+ 45	86,1	78,6	87,1	75,0	82,1	2,32	2,57	1,88	1,79	2,08

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 10	- 9	- 7	- 5	- 9	- 18	- 13	- 12	- 11	- 10	- 2	+ 6	+ 7	+ 11	+ 12
I. Biens de consommation	+ 6	- 9	- 12	- 2	- 2	- 6	- 18	- 13	- 11	- 9	+ 13	+ 7	+ 13	+ 13	+ 14
II. Biens d'investissement	- 17	- 16	- 11	- 15	- 21	- 26	- 15	- 20	- 19	- 14	+ 4	+ 5	+ 2	+ 6	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 23	- 6	+ 3	- 2	- 3	- 28	- 8	- 2	- 6	- 7	- 26	+ 10	+ 10	+ 18	+ 21
Industrie textile	- 9	- 20	- 8	- 16	- 10	- 18	- 15	- 6	- 12	- 7	+ 11	+ 3	+ 17	+ 7	+ 11
dont : Laine	- 13	- 43	- 19	- 32	- 39	- 33	- 29	- 20	- 39	- 37	- 6	- 16	+ 6	- 3	0
Coton	- 25	- 25	- 11	- 25	- 18	- 17	- 20	- 7	- 16	- 10	+ 11	0	+ 14	- 2	- 2
Bonneterie	- 11	- 14	- 26	- 24	- 24	- 20	- 7	- 13	- 15	- 21	+ 6	+ 9	+ 13	+ 2	+ 8
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 11	- 12	- 6	- 16	- 2	+ 3	- 6	- 3	- 9	- 3	+ 25	+ 12	+ 20	+ 23	+ 28
dont : Chaussures	- 23	- 28	+ 10	- 19	+ 33	- 24	- 7	0	- 22	+ 2	+ 11	0	+ 8	+ 16	+ 45
Habillement	- 8	- 9	- 10	- 15	- 10	+ 8	- 5	- 3	- 6	- 4	+ 28	+ 16	+ 23	+ 25	+ 25
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 4	- 6	- 1	+ 6	+ 5	- 10	- 5	- 2	- 3	0	+ 23	+ 12	+ 20	+ 38	+ 47
dont : Bois	- 5	+ 8	0	- 2	- 2	- 9	+ 6	- 4	- 4	- 4	+ 14	+ 18	+ 27	+ 42	+ 51
Meubles en bois	+ 10	- 16	- 1	+ 12	+ 11	- 9	- 13	0	- 2	+ 2	+ 29	+ 7	+ 14	+ 36	+ 43
Papiers et cartons	+ 14	- 5	- 1	+ 9	+ 22	+ 4	0	- 10	+ 11	+ 18	+ 13	+ 4	+ 12	+ 30	+ 47
dont : Production de papier et carton	+ 21	- 6	+ 7	+ 21	+ 35	+ 27	- 6	- 15	+ 27	+ 29	+ 48	+ 21	+ 26	+ 55	+ 72
Transformation de papier et carton	+ 9	- 3	- 7	- 1	+ 11	- 13	+ 4	- 6	- 2	+ 8	- 12	- 9	+ 1	+ 12	+ 27
Industrie du cuir	- 2	- 3	- 2	- 6	- 13	- 3	- 44	- 38	- 20	- 21	0	+ 5	+ 3	- 3	- 8
Transformation de matières plastiques	+ 28	- 8	- 20	- 3	- 4	+ 34	- 13	+ 26	- 11	+ 18	- 3	+ 7	- 13	+ 21	+ 38
Raffinage de pétrole	+ 25	+ 13	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 56	- 2	+ 14	+ 1	- 4	- 56	- 7	- 2	- 4	- 15	- 62	+ 22	+ 15	+ 25	+ 28
dont : Métaux ferreux	- 69	0	+ 17	+ 2	- 3	- 68	- 8	- 4	- 4	- 17	- 70	+ 24	+ 10	+ 23	+ 31
Métaux non ferreux	+ 7	- 9	+ 6	- 4	- 8	0	- 5	- 2	+ 4	+ 6	- 25	+ 9	+ 33	+ 36	+ 16
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 12	+ 6	+ 2	- 2	- 15	- 6	- 8	- 13	- 13	+ 15	+ 3	+ 6	+ 11	+ 9
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 11	+ 10	+ 1	0	+ 2	- 16	- 4	- 6	- 14	- 14	+ 15	+ 1	+ 4	+ 9	+ 6
Industrie chimique	+ 4	+ 4	+ 4	+ 8	+ 8	0	+ 1	0	0	- 2	+ 2	+ 2	+ 4	+ 1	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 28	+ 1	+ 18	+ 18	+ 23	- 28	0	0	0	0	- 66	- 21	+ 2	+ 38	+ 52
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 34	- 18	- 28	- 24	- 39	- 39	- 20	- 7	- 23	- 29	- 5	- 13	- 14	- 16	- 25
Construction de machines et de matériel mécanique	- 30	- 26	- 16	- 13	- 29	- 21	- 12	- 13	- 14	- 11	+ 17	- 3	+ 5	+ 2	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 99	- 83	- 82	- 65	- 96	+ 3	- 49	- 49	- 32	+ 1	+ 51	- 17	+ 32	- 17	- 50
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	0	+ 33	0	0	+ 20	+ 6	0	0	0
Machines textiles	- 20	- 8	- 16	- 27	- 51	- 42	- 5	- 11	- 19	- 25	0	0	+ 1	- 33	- 51
Moteurs, compresseurs, pompes	- 33	- 25	- 24	- 9	- 32	- 20	- 16	- 25	- 32	- 20	+ 8	- 3	+ 1	+ 17	+ 23
Construction électrique et électronique	+ 3	- 22	- 11	- 29	- 39	- 18	- 28	- 45	- 34	- 25	- 18	+ 18	+ 3	+ 13	+ 4
dont : Construction électrique d'équipement	- 10	- 26	- 7	- 26	- 34	- 25	- 23	- 38	- 34	- 14	+ 18	+ 26	+ 4	+ 13	+ 4
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 37	- 23	- 29	- 40	- 54	- 4	- 41	- 64	- 36	- 54	- 30	0	0	+ 6	- 5
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 39	0	- 13	+ 27	+ 20	+ 12	- 33	- 40	- 6	- 2	0	+ 10	+ 21	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 71	- 56	- 69	- 22	0	- 69	- 53	- 62	- 34	- 12	- 18	+ 7	+ 4	+ 9	+ 20
dont : Construction navale	- 89	- 64	- 55	- 1	- 5	- 86	- 52	- 53	- 9	+ 16	- 87	- 7	- 5	- 9	- 16
Construction de cycles et motocycles	+ 21	+ 27	- 74	0	+ 69	+ 21	+ 10	- 34	- 11	+ 36	+ 64	+ 11	+ 40	+ 44	+ 64

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1984 Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69
Octobre	105,79	117,39	106,13	130,02	118,13	103,56	129,47	113,47
Novembre	106,36	113,91	109,33	134,25	124,73	102,67	126,87	114,26
Décembre	107,51	114,43	109,03	137,43	124,76	107,17	125,13	115,53

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1984 Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08
Octobre	107,49	104,13	99,88	119,13	95,70	127,91	137,72	112,72
Novembre	109,70	115,68	111,97	122,32	100,66	127,90	146,38	118,16
Décembre	110,24	131,99	121,51	116,68	109,98	121,76	116,57	118,33

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986	1987				1986	1987			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 20	- 23	- 19	- 16	- 13	+ 4	+ 9	+ 4	+ 2	0
I. Biens de consommation	- 7	- 29	- 24	- 20	- 14	+ 4	+ 6	+ 5	+ 3	+ 7
II. Biens d'investissement	- 46	- 38	- 29	- 35	- 34	+ 1	+ 20	+ 3	+ 4	- 3
III. Biens intermédiaires	- 13	- 5	- 7	+ 3	+ 4	+ 5	+ 4	+ 4	- 1	- 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 27	- 38	- 33	- 36	- 33	+ 21	+ 22	+ 19	+ 10	+ 11
Industrie de la transformation du bois	- 20	- 19	- 16	- 14	- 18	+ 12	+ 13	+ 7	+ 4	+ 2
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 7	- 16	- 21	- 31	- 15	+ 12	- 7	- 2	- 3	- 18
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 8	+ 8	0	+ 12	+ 9	- 4	- 4	- 2	- 2	+ 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 4	- 6	- 6	- 4	- 10	- 4	- 1	- 13	- 8	- 12
Industrie des fabrications métalliques	- 35	- 40	- 31	- 30	- 22	- 1	+ 12	+ 2	+ 2	- 3
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 49	- 41	- 38	- 36	- 38	+ 6	+ 5	+ 5	+ 1	+ 2
I. Biens de consommation	- 43	- 15	- 27	- 13	- 17	- 2	+ 16	+ 19	+ 22	+ 14
II. Biens d'investissement	- 39	- 28	- 26	- 30	- 34	+ 10	- 3	- 1	- 12	- 7
III. Biens intermédiaires	- 55	- 51	- 45	- 43	- 44	+ 2	+ 5	+ 6	+ 6	+ 4
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 65	- 67	- 69	- 45	- 51	- 27	- 5	- 3	- 5	- 12
Industrie de la transformation du bois	- 75	- 47	- 43	- 36	- 41	+ 17	+ 12	+ 18	+ 27	+ 22
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 28	- 61	- 35	- 35	- 49	+ 33	+ 40	+ 26	+ 10	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	+ 15	+ 2	- 2	- 2	0	- 1	- 1	+ 3	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 18	- 6	0	+ 5	- 5	- 1	+ 13	+ 17	+ 3	- 3
Industrie des fabrications métalliques	- 57	- 38	- 41	- 42	- 43	+ 29	+ 10	+ 7	+ 6	+ 9
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	- 70	*	*	*	*	+ 49	*	*	*	*
I. Biens de consommation		*	*	*	*		*	*	*	*
II. Biens d'investissement	- 69	*	*	*	*	+ 58	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 66	*	*	*	*		*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 24	*	*	*	*	- 44	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 73	*	*	*	*	+ 61	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1986		1987			1986		1987			1986	1987			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 32	+ 30	+ 27	+ 29	+ 28	79,5	78,7	80,3	80,0	80,8	3,20	3,21	3,17	3,12	3,13
I. Biens de consommation	+ 19	+ 16	+ 15	+ 16	+ 24	87,4	86,2	86,9	85,9	86,5	3,26	3,09	3,04	3,03	3,08
II. Biens d'investissement	+ 47	+ 51	+ 36	+ 41	+ 38	70,6	69,1	72,2	71,7	73,6	4,23	4,30	4,26	4,07	4,04
III. Biens intermédiaires	+ 34	+ 18	+ 23	+ 28	+ 21	81,3	81,3	81,9	80,5	80,5	4,10	4,22	4,08	4,14	4,00
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 38	+ 37	+ 34	+ 27	+ 27	76,1	76,7	76,9	79,4	77,2	2,15	2,09	2,00	1,98	2,01
Industrie de la transformation du bois	+ 34	+ 27	+ 32	+ 33	+ 25	85,2	81,5	84,8	85,6	86,6	1,47	1,73	1,76	1,84	1,79
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 8	+ 13	+ 29	+ 44	+ 41	85,6	86,7	85,3	81,2	81,3	1,45	1,87	1,68	1,47	1,55
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 38	+ 15	+ 12	+ 33	+ 22	76,6	77,4	83,0	80,4	79,0	2,14	2,75	2,71	2,48	2,45
Industrie des fabrications métalliques	+ 31	+ 35	+ 26	+ 30	+ 31	79,2	77,9	79,7	78,1	80,9	4,36	4,25	4,18	4,10	4,12
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 44	+ 43	+ 48	+ 41	+ 40	71,7	72,2	72,5	71,6	70,7	2,72	2,47	2,69	2,69	2,71
I. Biens de consommation	+ 50	+ 16	+ 34	+ 44	+ 27	72,6	78,4	78,9	78,0	77,6	1,27	1,63	1,74	1,62	1,61
II. Biens d'investissement	+ 30	+ 33	+ 37	+ 30	+ 28	77,3	74,0	74,0	73,7	73,6	4,41	3,72	3,96	3,95	3,90
III. Biens intermédiaires .....	.	+ 71	+ 71	+ 50	+ 54	59,8	65,1	66,0	67,6	65,3	1,45	1,49	1,76	1,75	1,86
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 62	+ 60	+ 59	+ 42	+ 32	54,7	59,8	56,2	64,7	62,7	1,29	1,33	1,16	1,34	1,42
Industrie de la transformation du bois	+ 90	+ 23	+ 89	+ 29	+ 27	66,5	66,2	68,5	71,2	70,1	1,30	0,93	0,97	0,91	0,93
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 35	+ 36	+ 53	+ 47	+ 78	73,6	81,8	79,1	76,3	71,3	1,57	1,17	1,25	1,30	1,09
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 25	- 9	- 14	+ 13	0	90,3	81,8	82,2	82,2	83,9	1,47	1,74	1,72	1,56	1,42
Industrie des fabrications métalliques	+ 50	+ 53	+ 55	+ 40	+ 42	70,8	70,2	70,8	69,4	68,0	4,62	3,95	4,20	4,19	4,16
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 34	*	*	*	*	77,3	*	*	*	*	3,61	*	*	*	*
I. Biens de consommation .....	.	*	*	*	*	.	*	*	*	*	.	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	+ 21	*	*	*	*	79,9	*	*	*	*	4,73	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	+ 58	*	*	*	*	68,6	*	*	*	*	1,30	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 45	*	*	*	*	81,7	*	*	*	*	- 1,33	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	+ 33	*	*	*	*	76,8	*	*	*	*	4,23	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 8	- 11	- 8	- 4	- 3	- 12	- 17	- 16	- 13	- 9	+ 5	+ 10	+ 13	+ 12	+ 15
I. Biens de consommation	+ 9	- 5	- 8	+ 10	+ 10	- 14	- 22	- 26	- 10	- 6	+ 6	+ 9	+ 25	+ 12	+ 15
II. Biens d'investissement	- 35	- 27	- 25	- 23	- 23	- 27	- 28	- 30	- 27	- 16	+ 9	+ 10	+ 2	+ 2	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 5	- 2	+ 4	- 1	0	- 2	- 4	- 1	- 6	- 6	- 1	+ 11	+ 11	+ 16	+ 17
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 2	- 11	- 4	- 15	- 7	- 5	- 14	- 5	- 11	- 6	+ 9	+ 5	+ 18	+ 13	+ 18
Industrie de la transformation du bois	+ 4	- 12	- 3	+ 8	+ 9	- 10	- 11	- 4	- 3	+ 1	+ 25	+ 11	+ 16	+ 38	+ 47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 5	- 1	- 8	+ 1	+ 12	- 4	+ 7	- 8	+ 8	+ 11	0	- 2	- 7	+ 17	+ 33
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 11	+ 5	+ 2	+ 5	+ 8	+ 8	- 2	+ 7	- 2	+ 3	+ 3	+ 4	+ 3	+ 5	+ 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 20	- 7	- 19	- 4	+ 5	- 28	+ 9	- 15	- 18	- 16	+ 13	+ 2	+ 7	+ 13	+ 6
Industrie des fabrications métalliques	- 18	- 22	- 21	- 8	- 12	- 26	- 34	- 40	- 21	- 13	0	+ 12	+ 13	+ 1	+ 4
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 39	- 7	+ 1	- 3	- 11	- 39	- 7	- 12	- 7	- 11	- 24	+ 7	+ 3	+ 14	+ 15
I. Biens de consommation	- 21	+ 4	+ 5	+ 11	- 2	- 12	- 11	+ 3	- 9	- 9	+ 40	+ 9	+ 4	+ 12	+ 13
II. Biens d'investissement	- 20	- 7	- 2	- 13	- 29	- 29	- 8	- 23	- 15	- 20	- 9	- 1	- 3	+ 8	- 2
III. Biens intermédiaires	- 55	- 3	+ 6	+ 6	+ 4	- 53	- 6	- 7	0	- 4	- 53	+ 16	+ 9	+ 21	+ 33
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 42	- 46	- 45	- 1	+ 5	- 37	- 24	- 17	+ 4	+ 1	- 11	- 23	- 10	+ 6	+ 11
Industrie de la transformation du bois	- 20	- 5	+ 3	- 5	- 4	+ 6	+ 2	+ 19	- 33	- 34	+ 57	+ 7	+ 12	+ 7	+ 10
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 18	- 2	- 5	+ 40	+ 62	+ 20	- 10	- 27	+ 33	+ 32	+ 41	+ 3	+ 13	+ 52	+ 65
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	+ 5	+ 4	+ 10	+ 6	0	0	0	- 1	- 3	+ 1	+ 2	+ 3	0	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 14	+ 26	+ 18	+ 8	- 7	- 10	- 10	- 12	- 12	- 11	+ 25	+ 7	+ 6	+ 13	+ 15
Industrie des fabrications métalliques	- 32	- 16	- 6	- 18	- 35	- 37	- 9	- 23	- 15	- 21	- 17	- 1	- 6	+ 9	- 1
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	- 17	*	*	*	*	- 31	*	*	*	*	+ 1	*	*	*	*
I. Biens de consommation		*	*	*	*		*	*	*	*		*	*	*	*
II. Biens d'investissement	- 10	*	*	*	*	- 24	*	*	*	*	- 1	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 4	*	*	*	*	- 68	*	*	*	*	- 1	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	- 32	*	*	*	*	- 32	*	*	*	*	- 30	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 9	*	*	*	*	- 34	*	*	*	*	0	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1984 Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12
Octobre	115,69	120,37	138,56	122,41	114,97	115,38	120,47	96,76	117,80	101,62	79,44	100,64	114,52
Novembre	114,33	122,02	142,03	115,09	120,18	122,06	122,18	96,98	123,11	108,49	84,12	105,05	117,04
Décembre	109,35	111,88	140,47	142,90	114,95	123,50	121,09	97,12	108,77	103,97	89,18	100,95	115,05

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1986	1987			
	Novembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 44	+ 25	+ 14	- 25	- 41
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 45	+ 28	+ 9	- 30	- 45
Bâtiments non-résidentiels	- 42	+ 19	+ 22	- 16	- 33
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 42	+ 19	+ 4	- 27	- 44
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 47	- 28	- 19	- 25	- 20
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 44	- 31	- 17	- 24	- 13
Bâtiments non-résidentiels	- 55	- 25	- 23	- 29	- 35
Génie civil et travaux routiers	- 64	- 58	- 52	- 47	- 56
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 19	0	- 4	- 7	- 9
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 21	- 1	- 11	- 8	- 9
Bâtiments non-résidentiels	- 15	+ 2	+ 9	- 6	- 11
Génie civil et travaux routiers	- 37	- 24	- 30	- 21	- 14
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 12	+ 13	+ 12	+ 20	+ 26
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 14	+ 13	+ 9	+ 23	+ 31
Bâtiments non-résidentiels	+ 7	+ 13	+ 20	+ 13	+ 13
Génie civil et travaux routiers	- 19	- 16	- 4	+ 3	+ 2

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1984 Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15
Octobre	87,15	94,38	87,77	100,27	92,18
Novembre	96,03	100,07	88,59	98,42	95,20
Décembre	92,54	94,76	93,27	105,80	96,59

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,9			

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.
² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.831 ³	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865
population active ²	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	4.212
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	+ 10
Hommes	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 17
Femmes	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 27
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 32	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 5	- 3
Hommes	+ 16	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 6	- 1
Femmes	+ 16	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	- 1	- 2
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 26	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 17	+ 12
Hommes	- 1	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 36	- 16
Femmes	+ 27	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 18	+ 28
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0	+ 28	+ 37
2.1 les entreprises								
+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	
— agriculture, sylviculture et pêche ..								
0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	- 2	
— industrie ⁶								
- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 13	
— construction								
+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2	
— services								
+ 37	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 29	
2.2 les services non-marchands ⁷								
+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 19	
2.3 l'étranger ⁸								
- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	+ 2	
3. Chômage (1 - 2) ⁹ :								
Total	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28
Hommes	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21
Femmes	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Données adaptées par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³						
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹			
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite										(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus													
milliers d'unités															
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9					
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4					
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0					
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2					
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0					
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4					
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1							
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7					
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	11,9	66,0	14,8	14,7					
1985 4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5					
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2					
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,2	58,1	15,0	19,3					
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,1	61,0	13,2	19,2					
4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2					
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6					
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2					
3 ^e trimestre	109,6	288,5	31,9	73,2	12,9	516,1	11,8	66,8	14,7	16,5					
4 ^e trimestre	102,4	286,5	31,8	69,5	12,8	503,0	11,6	67,5	13,8	15,5					
1986 Décembre	121,1	292,2	32,1	71,6	16,3	533,3	12,3	61,6	9,2	11,9					
1987 Janvier	133,1	296,9	32,0	53,3	15,2	530,5	12,2	64,1	11,2	11,9					
Février	130,8	291,4	31,2	40,5	14,5	508,4	12,3	63,3	14,1	12,8					
Mars	129,1	290,0	31,2	31,1	13,8	495,2	12,2	64,9	15,2	13,2					
Avril	123,4	287,5	31,3	27,1	12,9	482,2	12,0	65,6	17,7	14,0					
Mai	116,0	284,9	31,3	25,8	12,5	470,5	11,9	64,9	16,6	14,0					
Juin	109,8	283,3	31,3	29,5	12,2	466,1	11,9	65,8	17,7	14,6					
Juillet	113,8	292,1	32,0	64,5	12,6	515,0	11,9	66,4	15,4	15,7					
Août	108,9	288,2	31,9	76,1	12,7	517,8	11,8	66,9	12,9	16,6					
Septembre	106,2	285,3	31,7	79,0	13,3	515,5	11,7	67,2	15,8	17,3					
Octobre	104,0	286,8	31,8	74,9	13,2	510,7	11,6	66,8	15,9	16,2					
Novembre	100,4	285,1	31,7	69,4	13,1	499,7	11,7	67,5	13,0	15,2					
Décembre	102,8	287,6	31,8	64,2	12,0	498,4	11,5	68,1	12,5	15,2					

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f)} + \text{colonne (h)} \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	181
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	17
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	152
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	13
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	14
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	661
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	23
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	11
Divers	112	112	117	123	133	136	148	158
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	59
Orge	767	807	752	745	670	873	685	793
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	137	148
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	947
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

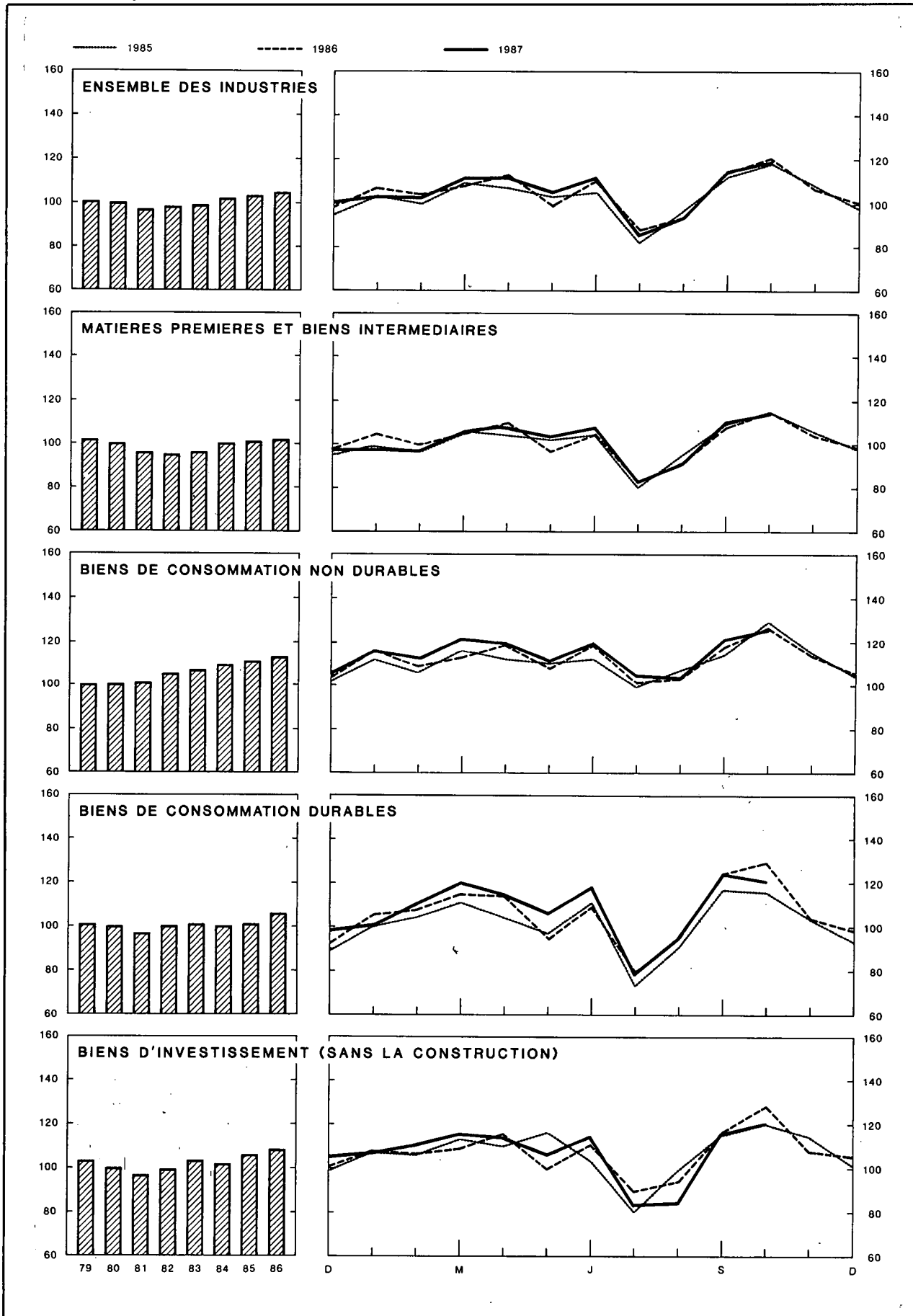
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Poissons de fond	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7
Poissons pélagiques	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5
Crustacés et mollusques	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3
Total ...	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :			Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³	
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables			Biens d'investis- sement
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986 et 1987	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1985 3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	106	107	76	104	113	108	108	87	95
2 ^e trimestre	106	107	72	103	115	105	107	96	104
3 ^e trimestre	98	99	72	94	109	99	101	87	93
4 ^e trimestre	108	108	82	104	116	106	110	94	107
1987 1 ^{er} trimestre	106	108	59	102	116	110	109	87	98
2 ^e trimestre	108	109	74	106	117	108	110	97	107
3 ^e trimestre	98	99	64	96	110	99	94	87	95
1986 Octobre	117	118	96	112	127	122	120	106	115
Novembre	104	105	81	102	113	99	107	91	103
Décembre	101	102	70	99	108	98	103	86	102
1987 Janvier	103	104	63	98	116	102	104	81	93
Février	104	106	70	99	113	111	108	85	97
Mars	112	114	43	108	119	118	114	94	106
Avril	111	112	72	108	120	112	112	99	109
Mai	104	105	68	101	112	100	104	92	102
Juin	111	112	82	108	120	112	113	101	109
Juillet	85	86	51	83	104	77	82	69	80
Août	94	95	64	94	105	95	84	87	94
Septembre	115	116	76	111	122	124	116	105	111
Octobre	119	120	74	114	126	121	121	107	119

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 et 1987 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	83	93	98	119	109	72	105	100	97	115	108	73
1985 3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	109	123	88	104	105	108	123	57	114	97	108	113	107	67
2 ^e trimestre	106	124	81	97	103	119	106	80	111	104	92	122	110	74
3 ^e trimestre	100	110	80	83	85	118	96	75	90	90	101	108	113	78
4 ^e trimestre	110	122	83	89	99	130	111	77	106	107	87	116	101	72
1987 1 ^{er} trimestre	110	123	73	96	101	113	125	57	110	102	103	125	110	76
2 ^e trimestre	110	125	88	88	105	121	108	83	109	115	85	132	109	69
3 ^e trimestre	94	110	81	76	95	121	107	78	86	99	95	120	105	74
1986 Octobre	120	133	87	100	103	147	109	86	122	122	109	132	98	62
Novembre	105	119	78	85	98	129	108	78	103	97	77	109	106	76
Décembre	103	115	83	83	96	115	115	68	94	101	76	108	100	79
1987 Janvier	105	116	66	93	99	115	133	49	104	91	89	118	108	87
Février	109	121	61	95	98	109	116	53	108	104	105	122	108	70
Mars	115	133	91	99	106	114	127	69	117	112	114	136	113	71
Avril	113	130	88	100	106	124	111	83	112	116	92	131	108	75
Mai	106	119	87	84	97	113	111	83	102	103	74	125	114	63
Juin	111	125	89	81	113	126	103	85	113	126	88	139	105	68
Juillet	82	103	71	65	68	114	99	66	54	76	64	96	110	80
Août	84	103	88	65	91	118	107	77	80	97	97	125	110	70
Septembre	117	123	83	97	126	132	115	92	123	124	125	138	96	73
Octobre	120	128	93	.	121	143	125	92	121	129	107	127	76	78

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1985 3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052		
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230		
2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491		
3 ^e trimestre	2.071	1.271	231	665	199	463	417	409	416	842	4.084		
4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698		
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	366	408	913	5.329		
2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	* 415	398	* 1.095	4.605		
3 ^e trimestre	1.970	1.138	241	573	135	493	440	* 415	334	* 940	4.548		
1986 Octobre	1.656	1.273	256	571	269	625	412	420	584	1.051	4.613		
Novembre	2.020	1.185	223	573	241	759	384	383	521	818	4.588		
Décembre	2.094	1.580	265	901	278	951	390	416	440	1.327	4.893		
1987 Janvier	2.323	1.473	225	841	248	1.140	410	342	504	1.189	5.651		
Février	1.852	1.261	198	782	154	996	396	362	514	753	4.948		
Mars	1.898	1.449	229	846	214	1.095	449	394	206	797	5.388		
Avril	1.996	1.194	244	584	185	642	431	426	398	1.110	4.723		
Mai	1.889	1.052	228	543	111	594	430	404	366	781	4.709		
Juin	1.809	1.463	241	822	213	660	425	414	430	1.393	4.383		
Juillet	2.131	1.112	253	586	98	660	425	* 397	299	* 748	4.224		
Août	1.851	1.084	225	512	136	426	448	* 432	323	* 786	4.548		
Septembre	1.928	1.218	244	620	171	603	446	* 417	379	* 1.287	4.871		
Octobre							466	* 440	371	* 1.084	5.319		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1985 3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	864	676	23,6	63,4	87,0	84,5
2 ^e trimestre	786	613	21,7	63,1	84,8	88,9
3 ^e trimestre	807	574	20,3	53,5	73,8	72,9
4 ^e trimestre	780	586	23,4	66,6	90,0	91,9
1987 1 ^{er} trimestre	733	580	* 21,0	* 64,7	* 85,7	* 84,9
2 ^e trimestre	861	662	* 20,6	* 67,1	* 87,7	* 91,4
3 ^e trimestre	792	572	* 17,4	* 53,6	* 70,9	* 73,2
1986 Octobre	802	669	23,1	72,3	95,4	100,3
Novembre	776	568	22,5	62,9	85,4	85,8
Décembre	762	520	24,6	64,7	89,3	89,6
1987 Janvier	760	561	* 19,2	* 58,8	* 78,0	* 74,8
Février	590	475	* 22,2	* 65,1	* 87,3	* 86,4
Mars	849	704	* 21,6	* 70,2	* 91,8	* 93,6
Avril	839	697	* 21,1	* 68,9	* 90,0	* 92,4
Mai	887	621	* 19,3	* 63,9	* 83,2	* 85,4
Juin	857	667	* 21,5	* 68,5	* 89,9	* 96,4
Juillet	704	466	* 13,7	* 46,1	* 59,8	* 60,6
Août	853	555	* 17,8	* 47,8	* 65,6	* 66,0
Septembre	820	694	* 20,6	* 66,9	* 87,4	* 92,9
Octobre	925	664				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : *Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région)*; autres données : *I.N.S. : Statistiques industrielles*.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	55
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	54
1985 3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—
2 ^e trimestre	2,1	2,9	1.746	2,7	1.760	0,4	0,6	2.313	0,6	2.384	—
3 ^e trimestre	2,0	2,4	1.567	2,1	1.311	0,5	0,7	2.157	0,5	1.414	—
4 ^e trimestre	1,8	2,3	1.413	1,8	1.050	0,3	0,6	2.072	0,4	1.464	—
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—
2 ^e trimestre .....	.	3,3	2.037	2,5	1.562	.	0,7	2.783	0,4	1.465	—
3 ^e trimestre .....	.	3,2	1.943	.	.	.	0,7	2.694	.	.	.
1986 Septembre	1,8	2,5	1.482	2,1	1.333	0,5	0,7	2.407	0,5	1.398	55
Octobre	2,0	2,2	1.434	1,8	1.130	0,4	0,6	2.046	0,4	1.449	54
Novembre	1,6	2,1	1.267	1,5	880	0,3	0,6	1.992	0,3	1.044	54
Décembre	1,7	2,6	1.537	2,0	1.140	0,3	0,6	2.177	0,5	1.898	55
1987 Janvier	1,9	2,5	1.460	2,2	1.321	0,3	0,6	2.169	0,7	2.683	* 54
Février	2,2	2,7	1.729	1,6	930	0,3	0,6	2.150	0,5	1.423	* 55
Mars .....	.	3,6	2.233	2,1	1.351	.	0,6	2.839	0,3	1.661	* 54
Avril .....	.	3,4	2.085	2,5	1.596	.	0,6	2.444	0,4	1.187	* 54
Mai .....	.	3,3	2.018	2,7	1.680	.	0,7	2.816	0,5	1.747	* 54
Juin .....	.	3,1	2.008	2,3	1.410	.	0,7	3.090	0,4	1.461	* 54
Juillet .....	.	2,7	1.716	2,0	1.366	.	0,7	2.076	0,5	1.912	* 54
Août .....	.	3,3	1.961	3,2	2.064	.	0,8	2.837	0,7	2.274	* 54
Septembre .....	.	3,6	2.153	.	.	.	0,7	3.169	.	.	* 54

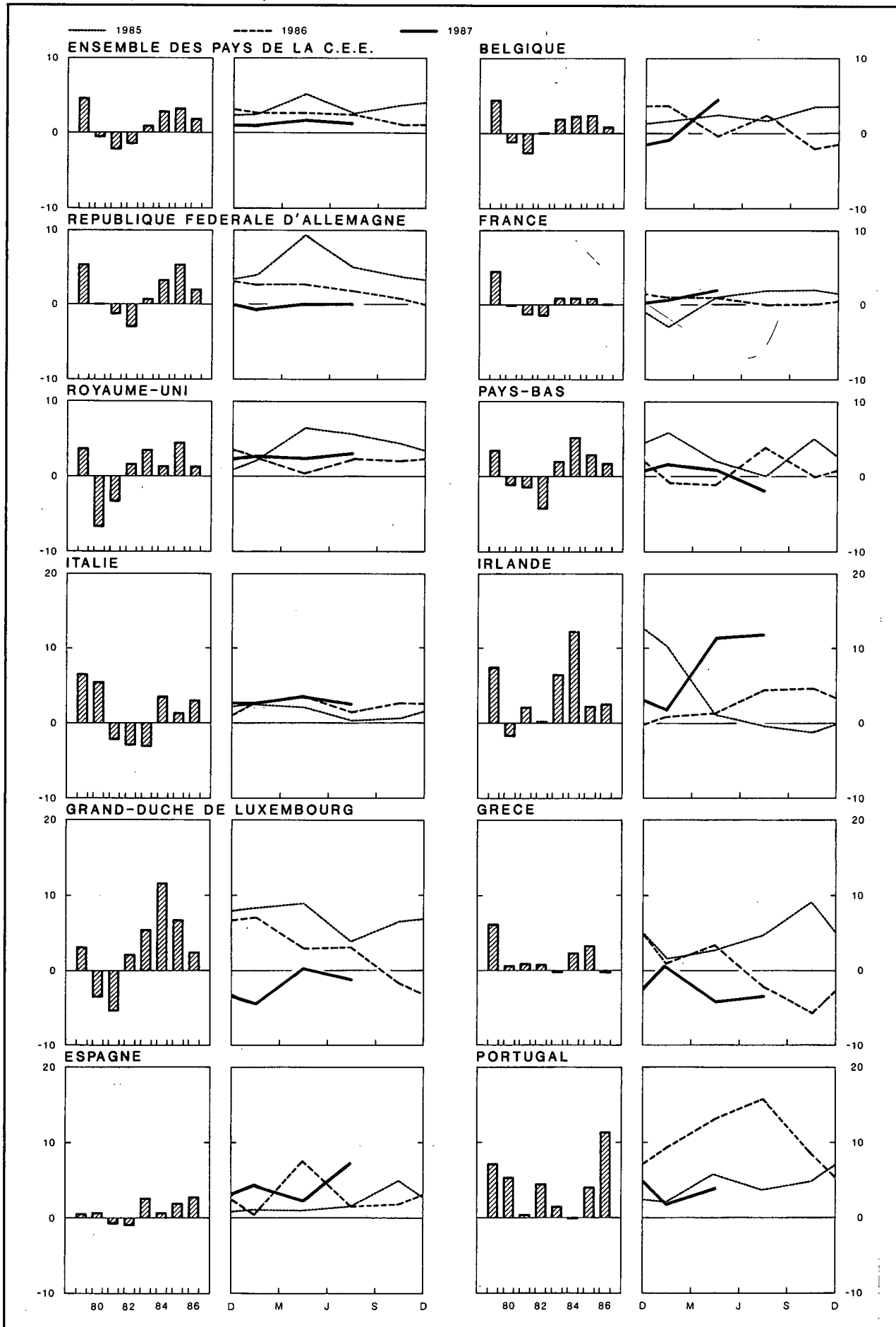
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	99	103	101	96	125	114	104	101	107
1985	103	104	105	100	108	104	97	128	121	107	104	111
1986	106	105	107	100	110	106	100	132	125	107	107	124
1985 3 ^e trimestre	104	105	106	101	108	103	97	125	121	110	104	111
4 ^e trimestre	104	106	107	100	108	106	96	129	125	112	106	115
1986 1 ^{er} trimestre	104	106	106	99	109	107	99	131	126	105	103	118
2 ^e trimestre	106	104	107	100	110	104	100	130	125	109	110	125
3 ^e trimestre	106	108	108	101	111	107	98	131	125	108	105	129
4 ^e trimestre	106	104	107	100	111	106	99	135	123	106	108	124
1987 1 ^{er} trimestre	106	105	105	100	112	109	102	134	121	106	108	121
2 ^e trimestre	108	109	107	102	113	105	104	145	125	105	112	130
3 ^e trimestre	108	.	108	.	114	105	101	147	123	104	113	.
1986 Octobre	106	104	107	103	111	105	99	137	123	105	109	125
Novembre	106	103	107	101	111	107	100	135	129	106	107	123
Décembre	105	104	105	101	111	105	99	132	116	106	107	125
1987 Janvier	104	106	104	99	111	109	99	131	125	102	104	120
Février	106	108	106	102	113	107	102	136	119	110	110	123
Mars	107	102	106	103	113	110	104	134	118	105	110	119
Avril	107	108	107	102	113	104	103	143	121	106	111	128
Mai	108	110	108	104	113	106	106	148	128	104	111	129
Juin	108	108	107	105	112	105	103	145	127	105	114	134
Juillet	108	112	106	104	114	106	103	139	126	107	118	.
Août	108	101	110	104	115	106	99	155	122	99	106	.
Septembre	108	.	108	104	114	102	102	146	123	106	115	.
Octobre	109	.	109	104	115	107	106	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1985 3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.596	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.292	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.293	1.054	581	102
4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
2 ^e trimestre	522	637	5.488	1.425	1.099	514	90
3 ^e trimestre	* 502	561	4.941	1.173	959	603	100
1986 Novembre	523	603	5.092	1.396	966	393	88
Décembre	496	559	4.843	1.357	931	423	89
1987 Janvier	508	495	4.370	1.244	751	450	82
Février	512	569	5.027	1.291	967	367	78
Mars	538	669	5.657	1.309	1.045	385	77
Avril	521	575	4.817	1.267	699	509	90
Mai	514	669	5.827	1.434	1.436	506	92
Juin	532	666	5.819	1.573	1.162	526	88
Juillet	510	541	4.636	1.070	925	623	102
Août	478	525	4.748	1.196	915	619	100
Septembre	* 517	618	5.439	1.253	1.037	568	99
Octobre	* 575	682	6.188	1.693	1.461		
Novembre	* 527	612	5.515	1.255	1.458		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1985 3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	7.019	383
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252	8.789	481
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624	1.611	1.265	338	3.512	434	282	7.578	422
4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	8.387	449
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890	1.658	1.686	572	3.353	444	304	6.999	369
2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854	1.671	1.485	382	3.579	472	348	8.163	445
3 ^e trimestre ..	10.511	4.025	2.554		1.630	336		660	300		
1986 Novembre	10.341	4.413	3.087	1.424	1.452	272	3.671	442	256	8.169	427
Décembre	10.368	4.302	3.147	1.821	1.058	460	3.104	306	280	8.093	435
1987 Janvier	10.663	4.186	2.741	1.620	1.295	753	3.278	344	324	5.926	316
Février	10.101	4.278	2.918	1.544	1.953	307	3.357	506	271	6.978	372
Mars	11.249	4.929	3.011	1.809	1.810	657	3.424	483	317	8.094	419
Avril	11.618	4.438	3.223	1.793	1.349	391	3.450	468	389	8.240	448
Mai	10.703	3.268	2.335	1.687	1.602	410	3.591	470	266	7.931	429
Juin	11.074	4.909	3.003	1.534	1.503	345	3.695	478	389	8.317	458
Juillet	10.786	3.681	2.593	1.583	1.565	419	4.285	580	292		
Août	10.372	3.196	1.999	1.775	1.263	290	4.103	600	320		
Septembre	10.376	5.199	3.071		2.061	298		801	288		
Octobre	11.387	4.342	3.358		1.532	288		846	362		
Novembre	10.311	5.025	3.359		1.668	388		788	314		

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1985 3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
2 ^e trimestre	2.294	1.498	94	220	106	132	68
3 ^e trimestre	4.821	3.543	84	602	125	175	68
1986 Septembre	1.895	1.108	60	219	130	107	82
Octobre	1.140	499	67	179	92	80	73
Novembre	840	384	51	105	57	49	57
Décembre	873	471	34	143	38	36	47
1987 Janvier	628	277	33	109	29	36	46
Février	632	265	41	106	39	38	45
Mars	865	419	48	115	60	51	53
Avril	1.793	1.217	75	126	77	102	52
Mai	2.572	1.667	135	258	129	133	74
Juin	2.518	1.611	73	275	113	161	79
Juillet	6.628	5.073	90	814	127	195	79
Août	5.800	4.345	99	718	139	205	62
Septembre	2.034	1.210	63	274	109	126	64

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	* 134	140	125	32	* 140	* 141	* 135	* 135	* 138	* 97
1985 3 ^e trimestre	131	129	125	50	134	127	135	131	132	93
4 ^e trimestre	148	149	134	49	148	169	155	142	150	105
1986 1 ^{er} trimestre	* 129	134	120	36	* 136	* 122	* 119	* 141	* 133	* 93
2 ^e trimestre	* 138	140	125	34	* 142	* 146	* 134	* 142	* 141	* 100
3 ^e trimestre	* 126	134	125	29	* 135	* 135	* 130	* 123	* 130	* 92
4 ^e trimestre	* 143	152	129	27	* 148	* 163	* 156	* 133	* 147	* 104
1987 1 ^{er} trimestre	* 124	135	118	22	* 126	* 134	* 128	* 131	* 129	* 91
2 ^e trimestre	* 135	144	122	23	* 134	* 157	* 143	* 139	* 140	* 99
3 ^e trimestre	* 125	138	122	23	* 130	* 138	* 145	* 122	* 131	* 92
1986 Octobre	* 140	149	127	29	* 145	* 163	* 141	* 135	* 144	* 102
Novembre	* 123	135	116	26	* 133	* 137	* 129	* 118	* 128	* 91
Décembre	* 167	173	145	27	* 167	* 188	* 198	* 146	* 169	* 119
1987 Janvier	* 121	144	125	23	* 129	* 147	* 123	* 122	* 129	* 91
Février	* 113	125	111	21	* 121	* 106	* 121	* 120	* 119	* 84
Mars	* 138	136	118	22	* 128	* 150	* 139	* 150	* 140	* 99
Avril	* 138	150	124	24	* 133	* 190	* 138	* 139	* 144	* 101
Mai	* 128	143	123	20	* 133	* 146	* 134	* 131	* 134	* 95
Juin	* 139	140	120	25	* 135	* 136	* 156	* 146	* 142	* 100
Juillet	* 122	147	128	26	* 129	* 147	* 139	* 121	* 131	* 92
Août	* 120	131	121	22	* 129	* 117	* 140	* 118	* 126	* 88
Septembre	* 134	135	117	20	* 132	* 150	* 155	* 126	* 137	* 96
Octobre	* 138	154	127	21	* 138	* 178	* 153	* 133	* 145	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais*uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1984 2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6
2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1984 2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4
2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, motos, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1984 2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
Crédits accordés (milliards de francs)												
1984 2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3
2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7	19.125	20.861	3	40.301	885	41.186
1985 4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
4 ^e trimestre	2	284	7	20.620	22.294	1	43.208	865	44.073
1986 Décembre	2	306	7	20.073	22.342	3	42.733	1.030	43.763
1987 Janvier	1	341	9	17.316	20.531	3	38.201	921	39.122
Février	2	291	7	16.042	19.763	9	36.114	850	36.964
Mars	2	341	7	18.704	21.431	2	40.487	978	41.465
Avril	1	316	7	19.239	20.350	1	39.914	936	40.850
Mai	2	271	8	17.225	18.324	4	35.834	781	36.615
Juin	2	313	8	20.876	22.866	2	44.067	1.029	45.096
Juillet	2	385	6	20.115	21.061	2	41.571	964	42.535
Août	2	250	6	18.229	18.137	1	36.625	763	37.388
Septembre	2	280	7	19.891	20.989	3	41.172	805	41.977
Octobre	2	300	8	20.399	21.603	2	42.314	861	43.175
Novembre	2	249	7	19.377	20.444	1	40.080	780	40.860
Décembre	2	303	7	22.083	24.834	1	47.230	953	48.183

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

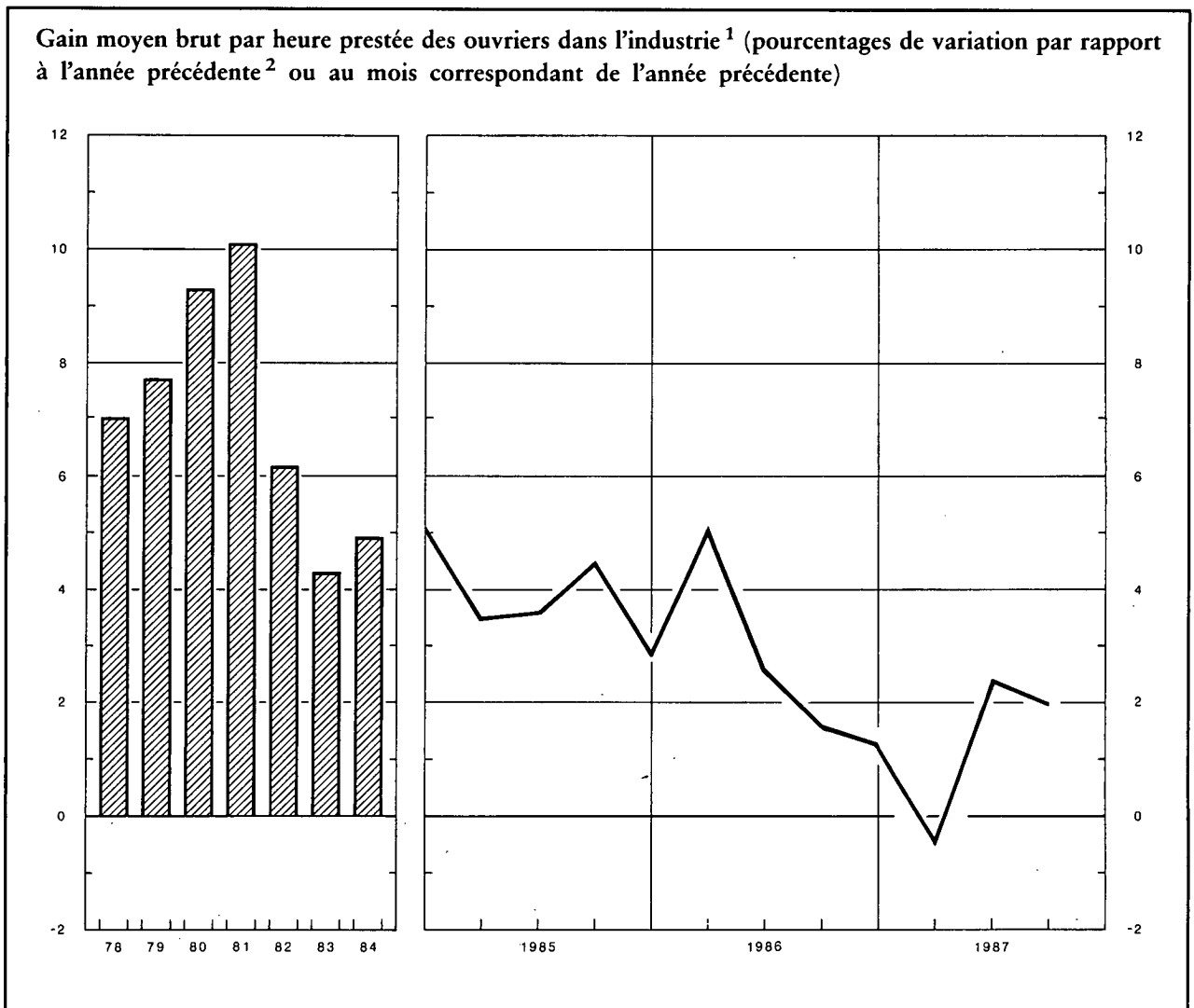
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216	837	7.191	1.035	10.572	672	11.244
1985 4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
4 ^e trimestre	295	4	1.272	881	7.301	978	10.731	707	11.438
1986 Décembre	345	5	1.326	739	6.951	1.085	10.451	762	11.213
1987 Janvier	270	5	1.780	860	7.517	1.175	11.607	693	12.300
Février	282	5	1.056	760	6.351	1.030	9.484	648	10.132
Mars	337	6	1.118	872	7.095	963	10.391	661	11.052
Avril	278	5	1.184	710	7.236	1.371	10.784	710	11.494
Mai	259	6	864	910	6.342	845	9.226	591	9.817
Juin	302	6	1.335	946	8.005	1.200	11.794	764	12.558
Juillet	272	7	1.114	801	7.754	1.131	11.079	668	11.747
Août	261	4	1.107	779	6.779	779	9.709	566	10.275
Septembre	308	4	1.217	770	7.305	993	10.597	639	11.236
Octobre	364	4	1.663	920	7.977	1.025	11.953	690	12.643
Novembre	223	4	1.205	832	6.770	916	9.950	646	10.596
Décembre	297	5	949	891	7.156	993	10.291	783	11.074

¹ Nombre de chambres en activité : jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208	199	205	218	208,5	204,6	193,5	189,5
1987					* 210,4	* 206,5	194,9	191,5
1985 Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	209	199	205	219	208,4	204,5	193,5	189,5
Juin	206	199	205	217	208,4	204,5	193,5	189,5
Septembre	205	198	204	215	208,6	204,6	193,5	189,5
Décembre	212	199	204	223	208,7	204,7	193,5	189,5
1987 Mars	* 208	* 200	* 206	* 221	209,7	206,1	193,8	189,8
Juin	* 211	* 200	* 207	* 225	209,9	206,0	194,4	191,5
Septembre	* 209	* 200	* 207	* 223	* 210,5	206,4	195,6	192,1
Décembre					* 211,5	* 207,5	196,0	192,7

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1984	1985	1985	1986	1986	1984	1985	1985	1986	1986
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	283	290	295	297	296	69,5	71,3	72,6	73,1	73,1
<i>Industrie extractive</i>	320	328	333	333	333	72,1	74,2	72,6	69,1	70,1
<i>Bâtiment et génie civil</i>	281	286	291	291	290	65,7	67,1	68,2	68,5	68,5
<i>Industrie manufacturière</i>	282	289	294	296	295	69,6	71,4	72,9	73,7	73,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	288	297	301	299	300	66,6	68,3	70,0	70,7	70,9
Construction de machines et de matériel mécanique	293	300	305	309	310	70,0	71,6	73,2	74,1	75,1
Construction électrique et électronique	286	294	298	296	294	72,0	73,2	75,2	75,9	75,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	299	305	307	308	310	68,4	71,0	72,9	72,8	73,1
Construction d'autre matériel de transport .	297	307	313	313	313	70,8	73,1	75,4	76,1	77,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	269	276	277	281	275	64,0	65,5	67,6	70,6	70,2
Métallurgie de base	343	359	363	362	361	83,3	86,0	87,1	87,8	87,8
Industrie chimique	331	338	345	347	347	79,6	80,5	82,0	83,6	83,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	268	273	278	280	281	65,3	66,2	67,9	68,4	68,7
Industrie textile	239	246	251	252	251	61,6	63,3	64,8	65,8	65,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	294	301	306	308	309	71,8	73,7	75,2	75,0	74,7
Industrie du bois	258	261	262	269	268	56,7	58,1	59,1	59,4	59,8
Industrie des chaussures et de l'habillement .	215	219	222	223	221	50,4	51,3	52,5	52,7	52,9
Industrie du papier, imprimerie et édition .	302	311	317	321	322	67,1	68,9	70,4	71,3	70,4
Raffineries de pétrole	446	460	486	485	481	102,6	107,9	107,0	111,6	110,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	84,9	85,7	88,1	89,0	88,6

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1987	*149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	*164,0	152,8	*165,1
1985 4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,4	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
3 ^e trimestre	*149,1	123,2	87,6	64,6	90,9	99,3	150,2	172,2	152,0	100,7	*164,3	150,3	*165,6
4 ^e trimestre	*153,2	135,0	95,5	71,1	97,7	108,5	165,1	178,0	183,4	113,8	*163,8	162,7	*163,9
1986 Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4
1987 Janvier	*145,1	114,0	91,9	64,6	86,7	108,9	130,8	146,9	124,1	105,1	*163,3	146,6	*164,9
Février	*146,4	116,1	91,2	63,5	85,4	108,7	135,1	152,3	126,9	108,6	*164,1	148,4	*165,6
Mars	*146,8	117,2	88,9	65,7	83,7	103,6	138,8	156,4	131,9	110,1	*164,1	148,0	*165,6
Avril	*147,8	119,5	89,6	66,4	88,3	103,1	142,3	163,3	133,4	108,8	*164,3	150,2	*165,6
Mai	*148,9	122,4	93,6	71,0	94,4	105,9	144,3	167,2	139,5	101,2	*164,4	151,7	*165,6
Juin	*148,5	121,5	90,2	68,9	95,5	100,2	145,3	168,4	142,1	99,9	*164,2	149,7	*165,6
Juillet	*148,5	121,8	87,6	64,0	92,6	99,0	147,9	170,6	148,5	98,5	*164,1	148,6	*165,6
Août	*148,9	122,7	86,1	63,0	89,6	97,8	150,6	172,6	153,0	100,2	*164,2	149,8	*165,6
Septembre	*149,9	125,0	89,2	66,7	90,6	101,2	152,2	173,5	154,5	103,5	*164,5	152,4	*165,6
Octobre	*151,6	129,0	92,8	70,3	93,0	105,4	156,6	174,0	163,6	110,1	*164,8	156,2	*165,6
Novembre	*154,2	134,9	95,2	70,1	96,5	108,8	165,1	177,2	184,6	113,8	*165,5	164,2	*165,6
Décembre	*153,8	141,2	98,6	72,8	103,5	111,2	173,7	182,7	201,9	117,4	*161,2	167,7	*160,5

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani-maux	Végé-taux	Indice général	Matières premières	Demi-produits	Produits finis	Indigènes	Importés	Miné-raux	Métaux et prod. métal.	Textiles	Chimi-ques	Maté-riaux de con-struction
Coefficient de pondération ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1987	145,3	133,7	140,4	127,8	148,3	156,3	149,3	143,0	149,7	146,0	156,2	132,4	154,8	165,2	163,2
1985 4 ^e trimestre	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre	145,8	135,5	144,1	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
3 ^e trimestre	145,5	133,6	138,2	129,4	148,6	157,3	149,7	142,9	150,0	147,3	156,9	132,5	158,3	163,7	163,3
4 ^e trimestre	145,2	133,1	139,8	127,1	148,4	157,0	149,3	142,7	149,8	147,1	152,7	134,0	156,7	166,3	163,5
1986 Décembre ..	146,9	136,3	142,2	130,9	149,6	159,5	150,9	143,0	150,1	148,0	158,1	134,2	151,1	169,4	163,0
1987 Janvier	146,3	135,9	144,0	128,7	149,0	157,5	149,6	143,6	149,9	146,7	157,8	132,4	149,8	169,4	163,0
Février	145,4	135,3	143,4	128,1	148,0	155,7	148,6	143,0	149,3	143,9	155,7	132,4	150,1	165,4	163,0
Mars	145,7	135,2	145,0	126,6	148,4	156,4	148,9	143,2	149,3	145,5	156,4	132,7	151,2	165,4	163,0
Avril	144,3	133,1	140,8	126,2	147,2	152,7	148,4	143,2	149,3	142,4	157,3	129,6	152,4	165,9	163,0
Mai	144,6	132,2	138,3	126,7	147,9	154,8	149,4	142,8	149,6	144,2	159,2	130,8	153,6	162,8	163,0
Juin	145,2	132,8	139,1	127,1	148,4	156,1	149,8	143,0	149,8	145,9	159,1	131,7	154,9	163,5	163,0
Juillet	144,6	130,9	136,4	125,8	148,2	155,8	149,7	142,8	149,9	145,9	157,9	132,2	156,5	163,4	163,3
Août	146,5	135,5	139,1	132,1	149,4	158,3	150,8	143,1	150,4	148,5	158,8	132,7	159,8	163,8	163,3
Septembre ..	145,5	134,5	139,0	130,4	148,3	157,7	148,5	142,7	149,5	147,5	153,9	132,5	158,7	163,9	163,3
Octobre	145,4	133,8	139,1	128,9	148,4	158,3	147,8	143,0	149,4	148,2	153,9	133,0	158,2	163,9	163,5
Novembre ..	145,1	132,2	138,8	126,4	148,5	156,7	149,9	142,7	150,0	147,0	152,8	134,4	156,3	167,5	163,5
Décembre ..	145,1	133,4	141,6	126,1	148,2	155,9	150,2	142,3	149,9	145,9	151,4	134,6	155,6	167,5	163,5

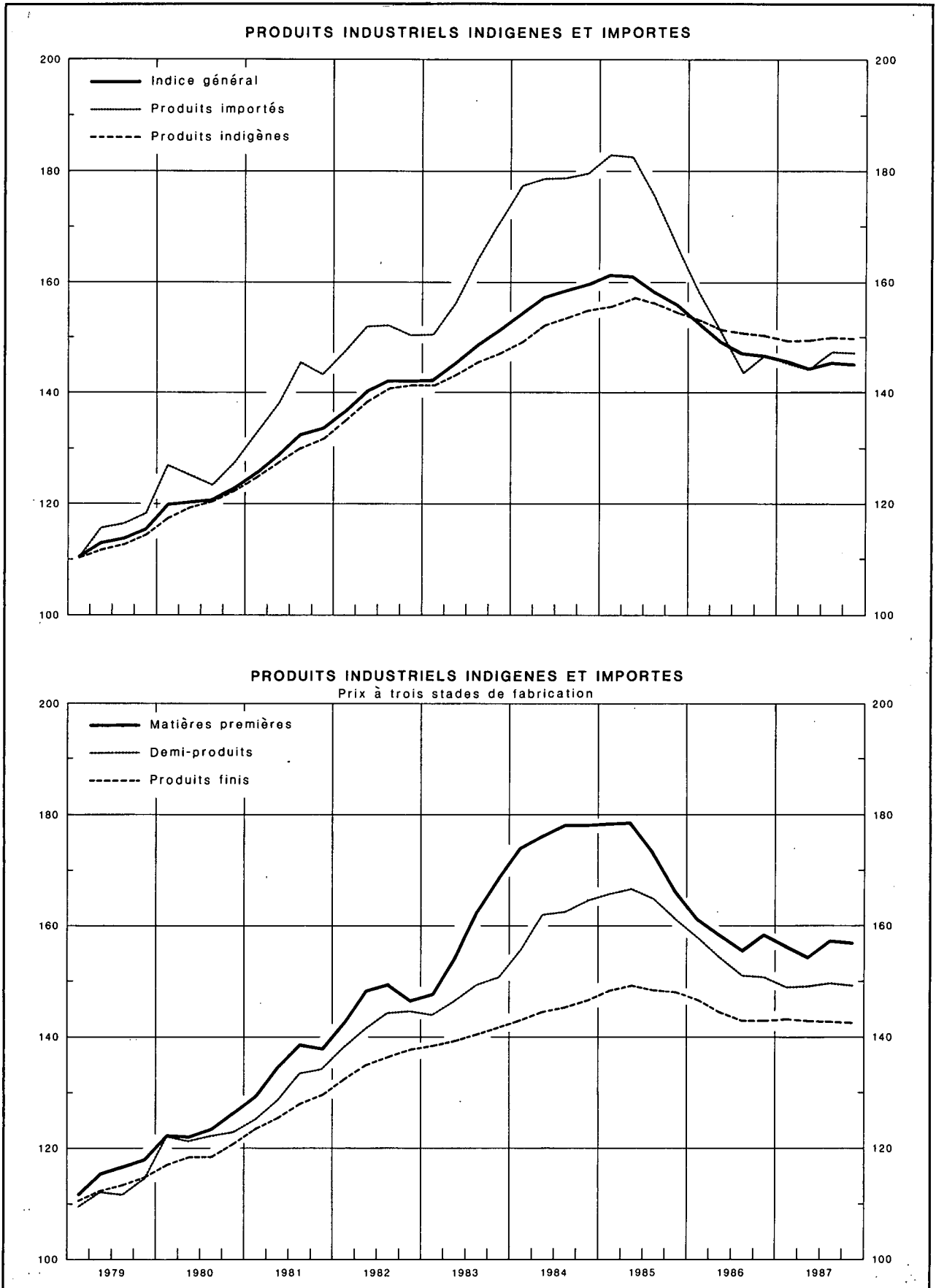
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

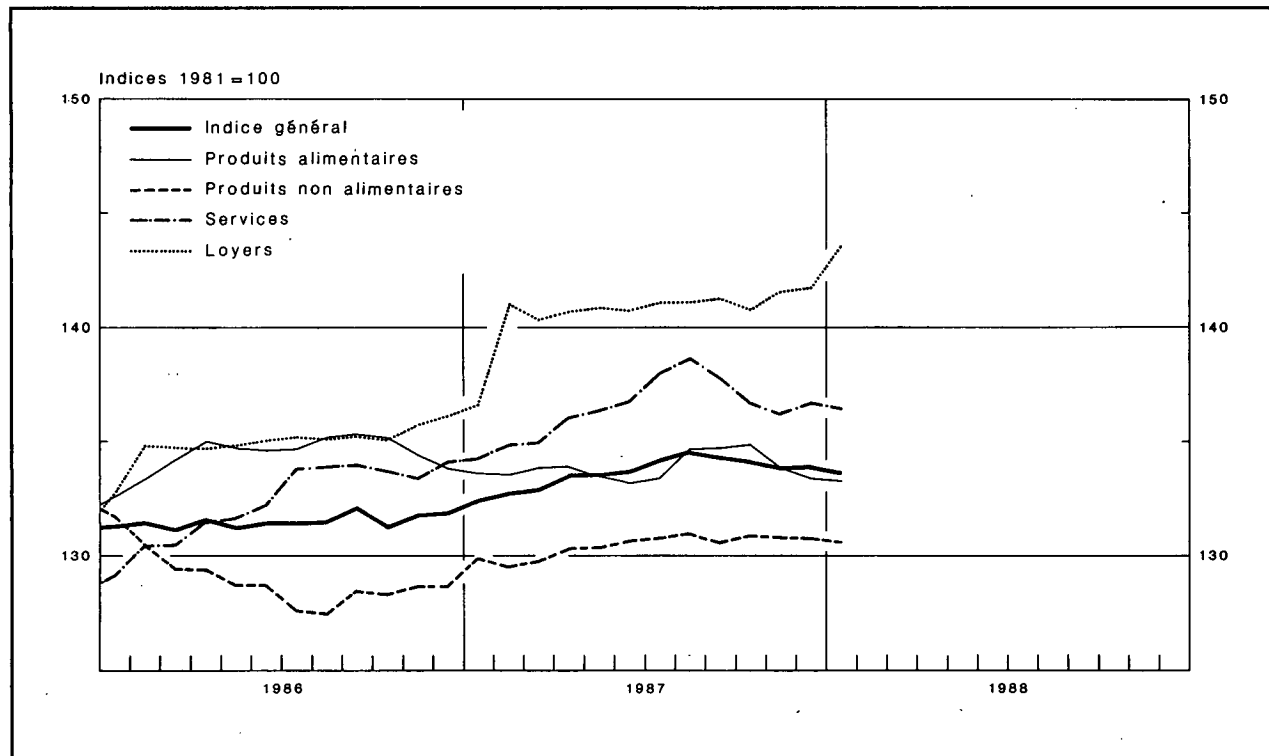
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1986 3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	133,69	129,69	134,75	139,35
2 ^e trimestre	133,53	133,56	130,41	136,52	140,87
3 ^e trimestre	134,32	134,29	130,77	138,11	141,23
4 ^e trimestre	133,90	134,04	130,84	136,68	141,44
1987 Janvier	132,43	133,63	129,90	134,31	136,73
Février	132,69	133,57	129,51	134,91	140,92
Mars	132,83	133,88	129,67	135,03	140,40
Avril	133,44	133,92	130,25	136,19	140,77
Mai	133,50	133,51	130,37	136,49	140,95
Juin	133,65	133,25	130,62	136,88	140,88
Juillet	134,12	133,47	130,74	138,10	141,18
Août	134,54	134,69	130,96	138,29	141,20
Septembre	134,30	134,72	130,59	137,95	141,32
Octobre	134,16	134,90	130,93	136,88	140,98
Novembre	133,75	133,78	130,81	136,35	141,64
Décembre	133,79	133,43	130,77	136,81	141,71
1988 Janvier	133,68	133,23	130,60	136,42	143,57

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

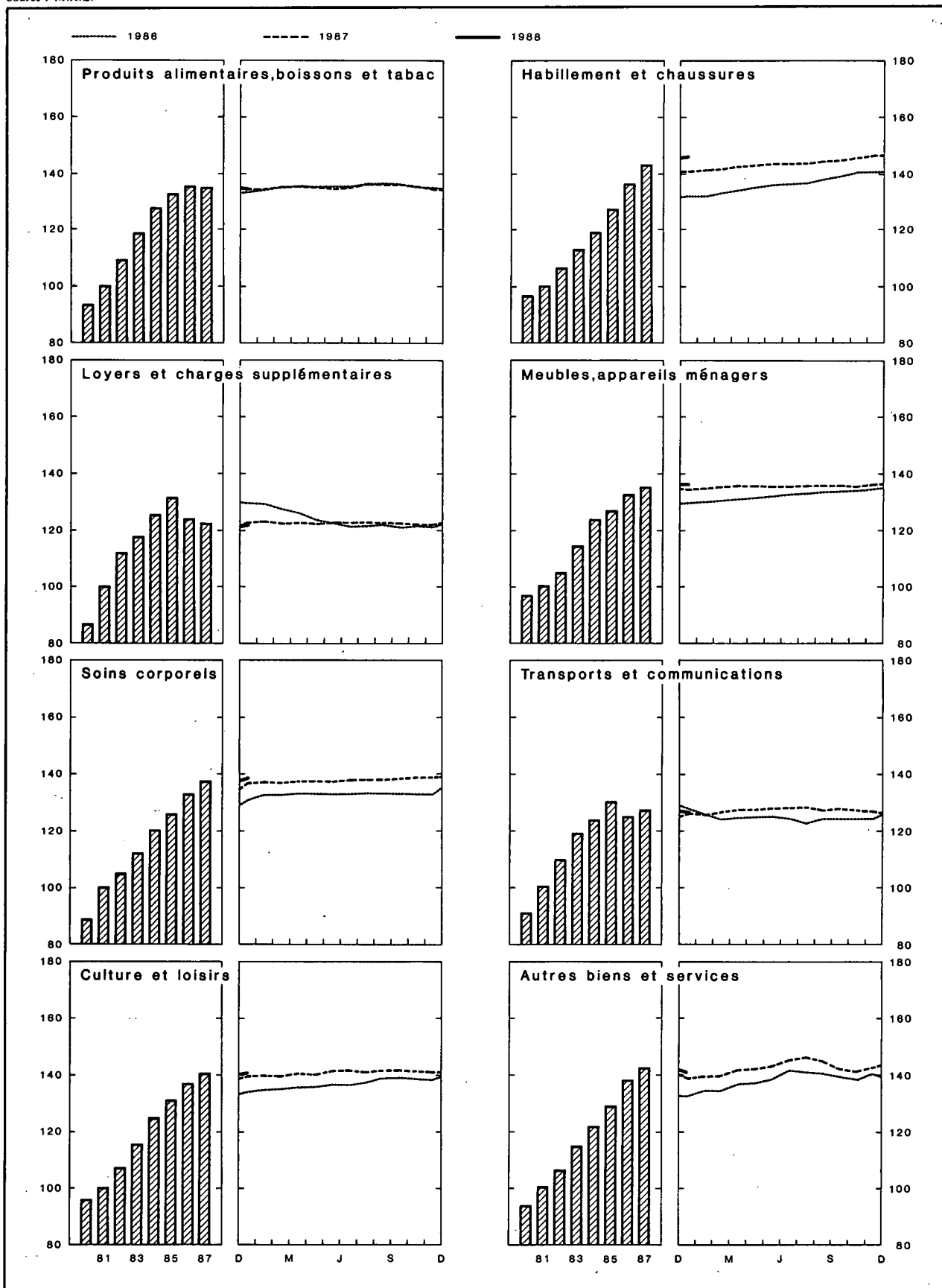
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1986 2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	135,01	141,23	122,59	134,81	136,87	126,16	139,46	139,28
2 ^e trimestre	133,53	135,07	142,78	122,32	135,29	137,20	127,80	140,44	142,68
3 ^e trimestre	134,32	135,78	143,55	122,52	135,47	137,77	128,14	141,19	145,78
4 ^e trimestre	133,90	135,55	145,50	122,07	135,90	138,06	127,54	141,20	142,40
1987 Janvier	132,43	134,85	140,89	122,64	134,55	136,67	126,07	139,28	138,42
Février	132,69	134,89	141,10	122,94	134,84	136,94	125,85	139,58	139,64
Mars	132,83	135,30	141,71	122,19	135,04	136,99	126,55	139,51	139,77
Avril	133,44	135,39	142,31	122,43	135,18	137,04	127,58	140,15	142,04
Mai	133,50	135,04	142,88	122,29	135,35	137,23	127,81	140,08	142,62
Juin	133,65	134,79	143,15	122,24	135,33	137,32	128,00	141,08	143,38
Juillet	134,12	134,99	143,21	122,50	135,38	137,69	128,27	141,20	145,85
Août	134,54	136,16	143,37	122,79	135,45	137,76	128,42	141,15	146,29
Septembre	134,30	136,19	144,07	122,28	135,59	137,86	127,74	141,22	145,21
Octobre	134,16	136,37	144,87	122,19	135,74	137,93	127,85	141,51	142,77
Novembre	133,75	135,31	145,47	122,10	135,85	138,10	127,59	141,09	141,62
Décembre	133,79	134,98	146,17	121,93	136,12	138,14	127,17	141,00	142,81
1988 Janvier	133,68	134,79	146,21	122,36	138,26	138,69	126,73	141,17	141,66

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

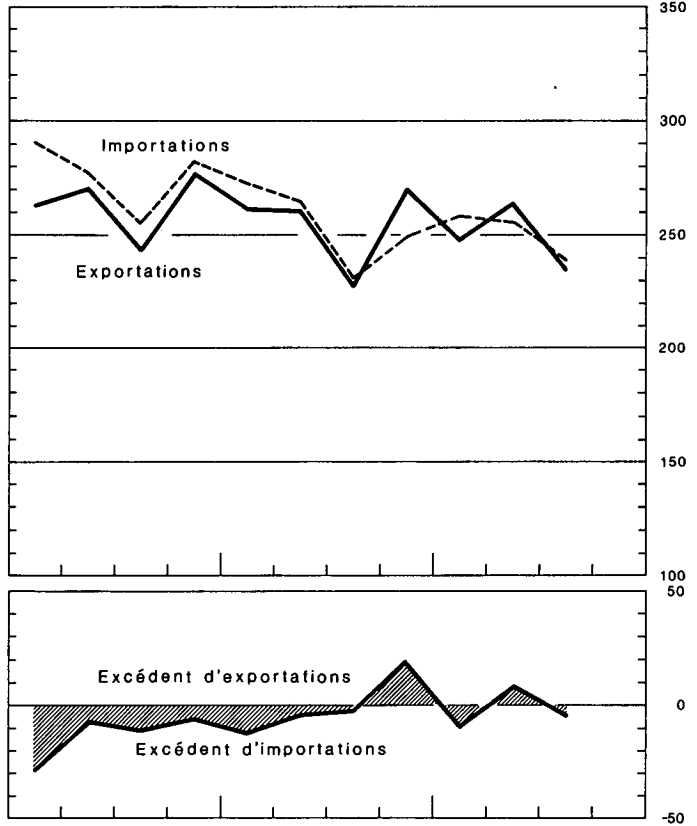
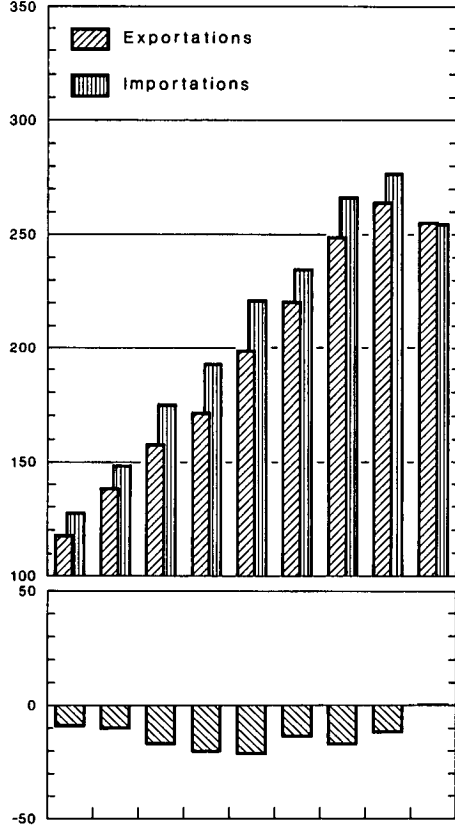
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

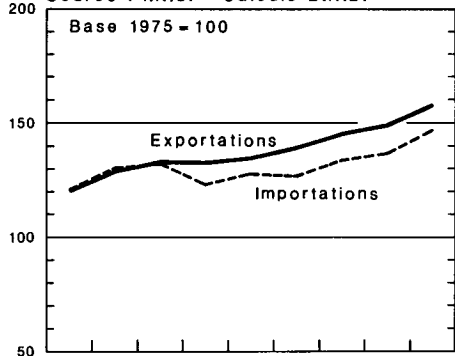
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

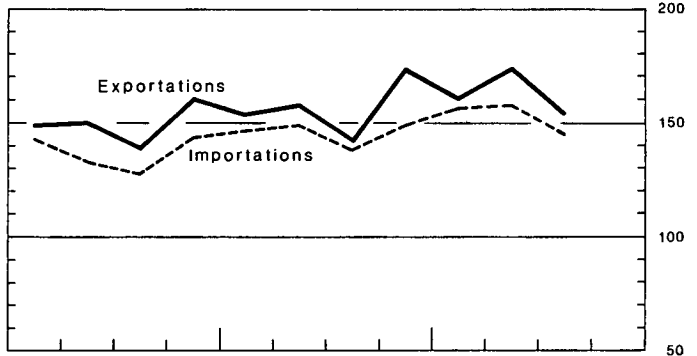
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

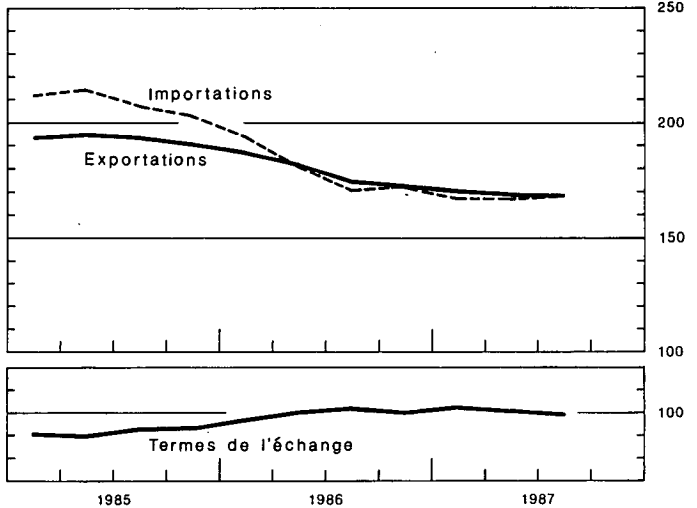
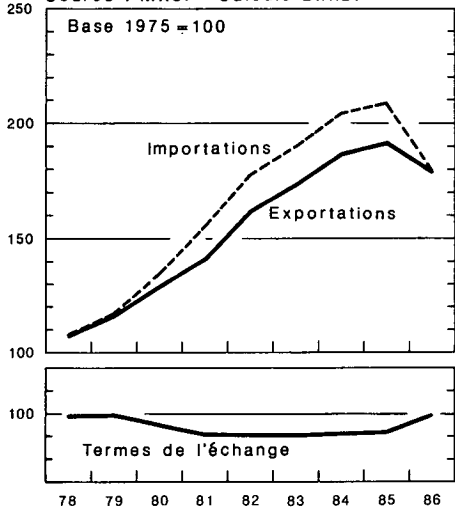


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



78 79 80 81 82 83 84 85 86

1985 1986 1987

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,4	255,9	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1985 3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	262,0	- 11,1	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,9	261,7	- 4,2	98	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	231,7	228,8	- 2,9	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	251,0	271,0	+ 20,0	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	257,4	248,7	- 8,7	97	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
2 ^e trimestre	256,6	264,9	+ 8,3	103	157,8	173,9	167,5	169,2	101,1
3 ^e trimestre	240,2	235,8	- 4,4	98	145,6	154,0	168,9	168,2	99,6
1986 11 premiers mois	256,4	255,9	- 0,5	100					
12 mois	255,4	255,9	+ 0,5	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987 1 ^{er} mois	229,6	220,7	- 8,9	96					
2 premiers mois	247,0	234,1	- 12,9	95					
3 premiers mois	257,4	248,7	- 8,7	97	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
4 premiers mois	258,3	253,4	- 4,9	98					
5 premiers mois	256,1	253,4	- 2,7	99					
6 premiers mois	257,0	256,8	- 0,2	100	156,9	167,6	167,5	170,3	101,7
7 premiers mois	252,8	256,5	+ 3,7	102					
8 premiers mois	249,3	247,8	- 1,5	99					
9 premiers mois	251,4	249,8	- 1,6	99	153,1	163,1	168,0	169,6	101,0
10 premiers mois	255,3	254,3	- 1,0	100					
11 premiers mois	256,4	255,4	- 1,0	100					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1985 3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
1986 11 premiers mois	76,47	17,33	19,46	42,58	9,48	14,32	15,21	11,33	10,98	5,97	4,44	2,99	1,11	3,24	0,97	0,79	0,95	1,00	0,76	0,38	15,69	255,45
12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables						durables	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1985 3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985		1986				1987		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3
Biens de consommation	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5
Biens d'équipement	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6
Ensemble ...	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5
Fabrications métalliques	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9
Métaux non ferreux	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2
Textiles	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8
Produits chimiques	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6
Industrie houillère	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8
Industrie pétrolière	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9
Verres et glaces	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4
Produits agricoles	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5
Ciments	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5
Carrières	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1
Céramiques	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0
Bois et meubles	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4
Peaux, cuirs et chaussures ..	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1
Papier et livres	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3
Tabacs manufacturés	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1
Caoutchouc	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0
Industries alimentaires	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0
Divers	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5
Ensemble ...	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ²																	
Ensemble ...	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985		1986				1987		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5
Biens de consommation	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0
Biens d'équipement	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3
Ensemble ...	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9
Fabrications métalliques	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3
Métaux non ferreux	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7
Textiles	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5
Produits chimiques	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6
Industrie houillère	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7
Industrie pétrolière	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7
Verres et glaces	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6
Produits agricoles	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9
Ciments	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3
Carrières	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7
Céramiques	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8
Bois et meubles	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4
Papier et livres	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6
Tabacs manufacturés	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8
Caoutchouc	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4
Industries alimentaires	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4
Divers	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7
Ensemble ...	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,3	- 8,8	40,5	51,2	+10,7	45,6	38,4	- 7,2
1985 3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	-11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	-10,9	44,7	55,6	+10,9	51,5	40,6	-10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,4	50,1	-11,3	42,5	54,0	+11,5	50,6	39,0	-11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,3	- 6,1	41,5	52,8	+11,3	46,4	39,9	- 6,5
3 ^e trimestre	53,7	46,3	- 7,4	36,3	44,2	+ 7,9	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,9	51,2	- 9,7	41,6	53,9	+12,3	44,1	39,8	- 4,3
1987 1 ^{er} trimestre	62,6	50,2	-12,4	40,9	52,0	+11,1	44,0	37,3	- 6,7
2 ^e trimestre	62,7	53,5	- 9,2	40,5	55,2	+14,7	44,9	40,1	- 4,8
3 ^e trimestre	58,2	47,1	-11,1	36,9	46,8	+ 9,9	40,2	35,0	- 5,2
1986 11 premiers mois	59,1	50,7	- 8,4	40,4	51,1	+10,7	45,9	38,4	- 7,5
1987 11 premiers mois	62,3	51,1	-11,2	40,2	52,4	+12,2	44,2	38,5	- 5,7
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,2	+ 0,9	184,7	186,8	+ 2,1
1985 3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	196,1	191,4	- 4,7
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	22,1	22,2	+ 0,1	188,5	193,9	+ 5,4
3 ^e trimestre	11,0	11,9	+ 0,9	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,6	- 1,5
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,7	23,0	+ 2,3	186,0	195,7	+ 9,7
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,4	19,2	- 3,2	188,9	185,5	- 3,4
2 ^e trimestre	10,7	18,0	+ 7,3	18,9	22,1	+ 3,2	185,5	199,9	+14,4
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	17,6	20,3	+ 2,7	171,1	172,4	+ 1,3
1986 11 premiers mois	10,9	14,8	+ 3,9	21,5	22,4	+ 0,9	185,1	187,0	+ 1,9
1987 11 premiers mois	11,0	16,4	+ 5,4	20,2	21,3	+ 1,1	185,7	190,2	+ 4,5

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,5	+ 0,6	7,1	2,4	- 4,7	6,8	5,9	- 0,9
1985 3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,7	13,4	- 1,3	8,5	2,4	- 6,1	7,2	6,1	- 1,1
3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,1	+ 0,4
4 ^e trimestre	11,7	15,1	+ 3,4	5,9	2,8	- 3,1	5,1	5,5	+ 0,4
1987 1 ^{er} trimestre	13,5	12,2	- 1,3	6,1	2,1	- 4,0	6,9	4,4	- 2,5
2 ^e trimestre	12,0	12,9	+ 0,9	8,2	2,6	- 5,6	5,3	4,5	- 0,8
3 ^e trimestre	10,9	13,3	+ 2,4	5,9	2,6	- 3,3	7,5	4,5	- 3,0
1986 11 premiers mois	13,0	13,5	+ 0,5	7,2	2,4	- 4,8	6,9	6,1	- 0,8
1987 11 premiers mois	12,2	13,3	+ 1,1	6,7	2,6	- 4,1	6,8	4,5	- 2,3
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralément planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,2	+ 1,1	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1985 3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,6	230,8	- 9,8	25,3	22,6	- 2,7	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	235,1	234,3	- 0,8	23,6	19,6	- 4,0	6,5	5,6	- 0,9
3 ^e trimestre	204,6	204,0	- 0,6	20,0	19,0	- 1,0	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	224,4	240,1	+ 15,7	18,6	23,2	+ 4,6	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	222,8	- 6,6	21,4	19,7	- 1,7	5,2	4,2	- 1,0
2 ^e trimestre	227,4	239,6	+ 12,2	21,5	18,9	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
3 ^e trimestre	208,0	212,0	+ 4,0	24,9	18,9	- 6,0	7,1	3,8	- 3,3
1986 11 premiers mois	226,9	227,4	+ 0,5	22,3	21,1	- 1,2	6,6	5,3	- 1,3
1987 11 premiers mois	226,5	230,4	+ 3,9	23,0	19,2	- 3,8	6,5	4,1	- 2,4

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont/ sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	* 1986		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	-154,7	-175,8	-156,3	-94,2	-73,9	-24,1	2.755,0	2.726,7	+ 28,3
1.12 Travail à façon	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	131,5	53,7	+ 77,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	25,9	—	+ 25,9
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	148,0	118,9	+ 29,1
1.3 Autres frais de transport	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	61,0	73,5	- 12,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0	101,4	132,3	- 30,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9	1.031,2	1.026,3	+ 4,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	86,3	14,9	+ 71,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	27,3	21,3	+ 6,0
1.72 Autres	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8	273,8	291,5	- 17,7
Total 1	-106,0	-107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	4.641,4	4.459,1	+182,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4	33,2	42,8	- 9,6
2.2 Transferts publics	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4	49,5	87,2	- 37,7
Total 2	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8	82,7	130,0	- 47,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	-144,4	-155,5	-110,2	-22,1	-2,6	+ 41,3	4.724,1	4.589,1	+135,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 26,7	+106,1	+124,6	+ 36,6	+ 88,1	+ 21,5	308,7	241,4	+ 67,3
3.12 Avoirs	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3	0,0	6,1	- 6,1
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	- 2,7	2,0	15,6	- 13,6
Total 3	+ 25,7	+107,3	+129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	310,7	263,1	+ 47,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	- 28,1	—	11,7	- 11,7
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	- 4,6	21,3	26,0	- 4,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	5,0	28,4	- 23,4
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	-110,5	-122,1	—	166,7	-166,7
4.2312 Investissements directs ..	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7	25,9	98,6	- 72,7
4.2313 Immeubles	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9	4,0	6,4	- 2,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	—	23,8	- 23,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	+ 20,5	47,0	—	+ 47,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	78,6	50,4	+ 28,2
4.2323 Immeubles	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	5,8	3,2	+ 2,6
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	29,4	—	+ 29,4
Total 4	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	-104,1	217,0	415,2	-198,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 7,4	14,2	—	+ 14,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	- 56,7	5.266,0	5.267,4	- 1,4
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	- 10,1	—	—	- 3,8
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	- 7,0	—	—	+ 7,4
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	—	—	+ 0,4
7.2122 Monnaies étrangères	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6	—	—	+ 2,0
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	+ 0,1	—	—	- 1,3
7.222 Autres	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	—	—	+ 0,2
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	+ 4,9	—	—	- 13,5
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	—	—	+ 7,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	<i>(+ 4,5)</i>	<i>(+ 4,4)</i>	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 7.211, 7.221, 7.231 ou 7.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1985				* 1986				* 1987
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 9,5	+ 0,5	- 6,1	- 28,0	- 1,8	+ 14,2	+ 14,3	+ 1,6	- 8,0
1.12 Travail à façon	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6	+ 18,9	+ 19,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5	+ 6,3	+ 0,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 2,6	- 2,5	- 3,1	- 4,3	+ 0,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3	- 1,8	- 6,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6	+ 3,3	- 1,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 18,4	+ 18,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,3
1.72 Autres	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2	- 8,0	- 6,7
Total 1	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,2	+ 13,7	+ 40,5	+ 53,3	+ 44,4	+ 44,1	+ 24,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 3,1	- 2,2	- 1,5	- 2,8	- 1,0
2.2 Transferts publics	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9	- 11,7	- 8,8	- 15,0
Total 2	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 14,5	- 12,4	- 10,1	- 13,2	- 11,6	- 16,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8	+ 28,1	+ 43,2	+ 31,2	+ 32,5	+ 8,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6	+ 30,9	- 15,4
3.12 Avoirs	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 4,4	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,5	- 9,6	- 2,2
Total 3	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 18,1	- 22,6	+ 2,9	+ 9,7	- 8,5	- 16,1	+ 15,6	- 2,7	- 14,4
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1	- 3,2	- 3,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 21,9	- 31,7
4.2312 Investissements directs ..	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 37,2	- 10,5
4.2313 Immeubles	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,9	- 0,4
4.2314 Autres	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0	- 4,5	- 15,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2	+ 13,0	+ 17,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9
4.2323 Immeubles	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0
4.2324 Autres	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6	+ 18,5	+ 1,2
Total 4	- 26,8	- 19,3	- 63,2	+ 5,2	- 46,5	- 97,2	- 33,0	- 21,5	- 49,9
5. Erreurs et omissions	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6	- 0,1	+ 12,0	+ 15,4	- 13,1	+ 7,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1
Total 1 à 6	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,4	- 0,4
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	+ 7,2	- 3,7
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3
7.2122 Monnaies étrangères	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 9,1	- 40,7
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,4	- 0,8
7.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	0,0	+ 0,2
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	- 0,6	- 1,5
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1986			* 1987		
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	720,2	718,6	+ 1,6	663,0	671,0	- 8,0
1.12 Travail à façon	35,2	16,3	+ 18,9	22,4	3,1	+ 19,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,3	—	+ 6,3	0,4	—	+ 0,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	36,9	29,0	+ 7,9	34,1	26,7	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	15,1	19,4	- 4,3	15,4	15,0	+ 0,4
1.4 Déplacements à l'étranger	26,4	28,2	- 1,8	18,2	24,4	- 6,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	241,8	238,5	+ 3,3	239,7	241,0	- 1,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	21,7	3,3	+ 18,4	22,0	4,0	+ 18,0
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	7,6	5,8	+ 1,8	6,5	5,2	+ 1,3
1.72 Autres	75,8	83,8	- 8,0	74,1	80,8	- 6,7
Total 1	1.187,0	1.142,9	+ 44,1	1.095,8	1.071,2	+ 24,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	8,7	11,5	- 2,8	9,0	10,0	- 1,0
2.2 Transferts publics	9,5	18,3	- 8,8	10,9	25,9	- 15,0
Total 2	18,2	29,8	- 11,6	19,9	35,9	- 16,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.205,2	1.172,7	+ 32,5	1.115,7	1.107,1	+ 8,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	90,6	59,7	+ 30,9	55,8	71,2	- 15,4
3.12 Avoirs	0,0	4,4	- 4,4	0,0	0,7	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics	1,4	11,0	- 9,6	1,8	4,0	- 2,2
Total 3	92,0	75,1	+ 16,9	57,6	75,9	- 18,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	2,7	- 2,7	—	14,4	- 14,4
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	2,0	5,2	- 3,2	4,5	7,8	- 3,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	3,4	10,5	- 7,1	3,8	9,9	- 6,1
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	21,9	- 21,9	—	31,7	- 31,7
4.2312 Investissements directs ..	2,1	39,3	- 37,2	11,7	22,2	- 10,5
4.2313 Immeubles	1,0	1,9	- 0,9	1,0	1,4	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	4,5	- 4,5	—	15,4	- 15,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	13,0	—	+ 13,0	17,8	—	+ 17,8
4.2322 Investissements directs ..	35,8	12,4	+ 23,4	21,2	9,3	+ 11,9
4.2323 Immeubles	2,3	1,2	+ 1,1	2,1	1,1	+ 1,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	18,5	—	+ 18,5	1,2	—	+ 1,2
Total 4	78,1	99,6	- 21,5	63,3	113,2	- 49,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	13,1	- 13,1	7,0	—	+ 7,0
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	- 1,1
Total 1 à 6	1.375,3	1.360,5	+ 14,8	1.243,6	1.297,3	- 53,7
7. Financement du total :						
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 0,4	—	—	- 0,4
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 7,2	—	—	- 3,7
7.212 Autres :						
7.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 16,7	—	—	- 10,3
7.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 9,1	—	—	- 40,7
7.22 Organismes divers :						
7.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 1,4	—	—	- 0,8
7.222 Autres	—	—	0,0	—	—	+ 0,2
7.23 B.N.B. :						
7.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,6	—	—	- 1,5
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 1,6	—	—	+ 3,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1985	* 1986	* 1986				* 1987			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 47,4	+ 24,0	- 7,8	+ 0,2	+ 30,0	+ 7,7	- 23,0	+ 18,3	+ 13,0	- 7,7
1.12 Travail à façon	+ 56,1	+ 77,8	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6	+ 7,7	+ 19,3	+ 16,8	+ 11,1	+ 5,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 12,8	+ 25,9	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5	- 0,9	+ 0,4	+ 9,6	+ 13,0	+ 1,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 26,2	+ 29,1	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4	+ 3,0	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,4	+ 2,8
1.3 Autres frais de transport	- 5,1	- 12,5	- 2,6	- 2,5	- 3,1	- 1,5	+ 0,4	+ 0,4	- 0,1	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 23,0	- 30,9	- 4,3	- 5,5	- 19,3	- 1,5	- 6,2	- 6,2	- 20,3	- 0,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 7,9	+ 4,9	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6	+ 1,1	- 1,3	- 4,8	+ 7,1	+ 2,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 62,0	+ 71,4	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 6,2	+ 18,0	+ 19,0	+ 17,4	+ 6,5
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,9	+ 6,0	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,8	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,9
1.72 Autres	- 18,8	- 17,7	- 3,4	- 1,1	- 5,2	- 3,3	- 6,7	- 6,3	- 3,1	- 2,9
Total 1	+ 59,8	+ 178,0	+ 34,5	+ 39,3	+ 60,1	+ 19,3	+ 9,6	+ 54,6	+ 48,6	+ 7,5
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 7,4	- 9,6	- 3,1	- 2,2	- 1,5	- 1,7	- 1,0	- 1,9	- 1,4	- 0,4
2.2 Transferts publics	- 34,4	- 37,7	- 9,3	- 7,9	- 11,7	- 2,0	- 15,0	- 14,4	- 8,7	- 7,6
Total 2	- 41,8	- 47,3	- 12,4	- 10,1	- 13,2	- 3,7	- 16,0	- 16,3	- 10,1	- 8,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 18,0	+ 130,7	+ 22,1	+ 29,2	+ 46,9	+ 15,6	- 6,4	+ 38,3	+ 38,5	- 0,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 21,5	+ 67,3	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6	+ 17,0	- 15,4	+ 1,2	+ 29,7	- 7,4
3.12 Avoirs	- 5,3	- 6,1	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,7	- 13,6	- 0,8	- 1,7	- 1,5	- 5,4	- 2,2	+ 0,3	+ 1,3	- 1,7
Total 3	+ 13,5	+ 47,6	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 10,7	- 18,3	+ 1,0	+ 30,6	- 10,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises ² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 4,8	- 7,4	- 2,5	- 2,1	- 0,1	- 0,8	+ 0,6	+ 0,3	- 0,2	0,0
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 4,6	- 4,7	- 2,9	- 1,7	+ 3,1	+ 0,8	- 3,3	- 3,2	+ 1,9	+ 0,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 12,8	- 23,4	- 0,6	- 7,2	- 8,5	+ 1,2	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 16,9
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 122,1	- 166,7	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 9,2	- 31,7	- 7,4	- 56,4	+ 0,7
4.2312 Investissements directs ..	- 13,7	- 72,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 2,9	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 11,7
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 2,4	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 0,2
4.2314 Autres	+ 4,0	- 23,8	- 9,9	- 6,4	- 3,0	- 1,8	- 15,4	+ 2,3	+ 4,7	+ 0,3
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 20,5	+ 47,0	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2	+ 4,2	+ 17,8	+ 4,2	+ 29,7	+ 6,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 56,9	+ 28,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 1,9	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 4,6
4.2323 Immeubles	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	+ 1,0	- 1,0	+ 0,7	+ 0,5
4.2324 Autres	- 7,2	+ 29,4	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6	- 1,8	+ 1,2	+ 11,0	+ 6,9	+ 8,3
Total 4	- 80,8	- 193,9	- 40,5	- 83,2	- 48,7	- 8,2	- 34,9	+ 32,7	- 11,8	- 7,9
5. Erreurs et omissions	- 7,4	+ 14,2	- 0,1	+ 12,0	+ 15,4	- 23,3	+ 7,0	- 16,3	+ 0,7	+ 9,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	0,0
Total 1 à 6	- 56,7	- 1,4	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	- 5,2	- 53,7	+ 51,4	+ 56,3	- 9,5
7. Financement du total :										
7.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 10,1	- 3,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,5	- 0,4	- 1,0	+ 4,1	- 0,6
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.211 Crédits commerciaux ³	- 7,0	+ 7,4	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	- 3,5	- 3,7	- 2,1	- 1,7	+ 1,9
7.212 Autres :										
7.2121 Francs belges et luxem. ..	- 29,2	+ 0,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 4,5	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 12,4
7.2122 Monnaies étrangères	- 6,6	+ 2,0	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 8,0	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	- 7,9
7.22 Organismes divers :										
7.221 Crédits commerciaux ³	+ 0,1	- 1,3	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 0,8	+ 0,1
7.222 Autres	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,3
7.23 B.N.B. :										
7.231 Crédits commerciaux ³	+ 4,9	- 13,5	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	+ 1,6	- 1,5	+ 7,0	- 7,1	0,0
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 8,4	+ 7,2	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,2	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 15,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1983	1984	1985	* 1986	* 1987			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	octobre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 135,0	+ 8,6	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 42,6	- 1,5	+ 18,0	+ 130,7	- 6,4	+ 38,3	+ 38,5	- 0,5
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 47,6	- 18,3	+ 1,0	+ 30,6	- 10,3
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 92,4	+ 68,1	+ 26,1	+ 10,4	- 10,0	- 21,2	+ 1,3	- 6,9
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,8	+ 2,1	- 14,4	+ 14,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	+ 11,2	+ 6,4	- 4,7	+ 5,5	- 1,4
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,5	+ 1,1	- 23,3	- 4,3	- 15,0	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 7,4	+ 0,6	+ 0,3	- 0,2	0,0
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 186,5	- 35,5	+ 32,4	- 11,6	- 7,9
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	+ 15,3	- 44,1	- 62,2	- 99,6	- 54,4	- 63,0	- 24,6	- 51,6
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 160,8	- 38,6	- 27,7	- 10,4	- 182,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 4,1	+ 43,3	+ 73,5	+ 135,1	+ 49,2	+ 38,0	+ 1,2	+ 54,9
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 193,2	+ 70,4	+ 42,6	+ 5,2	+ 199,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 40,9	+ 33,2	+ 29,6	- 0,6	+ 10,1	+ 42,0	+ 8,7	- 12,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 14,2	+ 34,0	+ 9,5	- 3,9	- 16,4
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 40,4	+ 53,6	+ 23,9	- 28,7	+ 13,9
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 17,6	- 31,5	- 2,3	- 18,2	- 65,8	- 24,4	+ 9,1	- 0,3
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 14,2	+ 7,0	- 16,3	+ 0,7	+ 9,2
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	- 7,5	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,0	- 2,4
8. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire ...	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	0,0
Total 1 à 8⁴ ...	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 0,7	+ 70,8	+ 8,3	- 1,1
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
9.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	0,0
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 0,6	- 1,4	- 2,2	- 5,1	+ 0,9
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
9.31 Ecus	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.32 Autres	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
9.41 Avoirs nets au comptant	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 4,7	+ 6,1	+ 75,8	+ 27,6	- 14,9
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,1	+ 2,4	- 14,4	+ 14,0
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
9.51 Avoirs au comptant	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 1,9	- 0,1	- 0,6	+ 1,9	- 1,1
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	- 0,3	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 8.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1985 6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
6 premiers mois	28,8	22,3	11,1	9,4	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
Recettes d'exportations										
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1985 6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5
6 premiers mois	35,5	18,1	15,4	8,4	4,2	3,1	1,0	85,7	10,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXII^e année, tome II, n° 3, septembre 1987 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1985 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ³
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36 ²	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
1987 Année	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	43,03
du 1-1 au 9-1	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12-1 au 31-12 .	37,28	20,78	25,87	6,21	61,16	2,88	28,15	18,44	5,89	25,07	30,28	5,46	295,40	5,55	8,50	26,46	0,35	55,48	43,03

¹ Pour les périodes composant les années 1979 à 1986, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu
1985 4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1987 1 ^{er} trimestre	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	42,85
2 ^e trimestre	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	43,04
3 ^e trimestre	38,16	20,76	25,98	6,22	61,72	2,87	28,87	18,44	5,93	25,03	30,63	5,43	295,15	5,67	8,57	26,47	0,32	55,55	43,06
4 ^e trimestre	35,64	20,89	26,30	6,19	62,42	2,85	27,21	18,56	5,82	25,42	31,20	5,42	296,82	5,50	8,54	25,88	0,29	55,67	43,17
1987 Janvier	38,59	20,77	24,95	6,23	58,13	2,93	28,33	18,41	5,84	24,76	29,80	5,48	295,12	5,38	8,32	27,11	0,50	55,52	42,86
du 1 ^{er} au 9 ...	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12 au 31 ..	37,99	20,74	24,82	6,21	57,70	2,92	28,00	18,40	5,80	24,74	29,52	5,47	294,84	5,36	8,28	26,92	0,47	55,19	42,74
Février	37,82	20,71	24,64	6,22	57,71	2,91	28,34	18,34	5,81	24,53	29,38	5,48	294,38	5,40	8,30	26,71	0,44	55,12	42,71
Mars	37,99	20,71	25,10	6,22	60,47	2,91	28,79	18,34	5,92	24,72	29,52	5,50	294,68	5,49	8,44	26,94	0,42	55,34	42,98
Avril	37,53	20,72	26,28	6,22	61,16	2,90	28,48	18,37	5,94	25,10	29,55	5,50	294,76	5,54	8,50	26,79	0,37	55,37	43,04
Mai	37,00	20,74	26,41	6,20	61,89	2,87	27,62	18,40	5,93	25,26	29,61	5,51	294,99	5,57	8,52	26,72	0,34	55,48	43,06
Juin	37,72	20,73	26,09	6,21	61,48	2,86	28,18	18,41	5,95	25,01	29,86	5,51	294,97	5,62	8,53	26,55	0,32	55,53	43,01
Juillet	38,30	20,74	25,50	6,23	61,64	2,86	28,89	18,42	5,95	24,94	30,18	5,47	294,95	5,67	8,55	26,53	0,31	55,57	43,05
Août	38,57	20,77	26,16	6,22	61,60	2,87	29,12	18,44	5,95	25,08	30,70	5,42	295,40	5,68	8,57	26,52	0,32	55,56	43,06
Septembre	37,65	20,77	26,29	6,22	61,90	2,87	28,61	18,45	5,90	25,07	31,02	5,39	295,13	5,67	8,58	26,36	0,32	55,53	43,08
Octobre	37,52	20,82	26,19	6,23	62,31	2,88	28,67	18,50	5,91	25,09	31,63	5,42	295,82	5,66	8,62	26,30	0,31	55,77	43,19
Novembre	35,16	20,93	26,02	6,16	62,48	2,84	26,74	18,60	5,79	25,47	31,09	5,42	297,37	5,48	8,52	25,74	0,29	55,63	43,16
Décembre	34,19	20,93	26,66	6,17	62,48	2,84	26,15	18,60	5,75	25,71	30,87	5,43	297,33	5,36	8,47	25,59	0,27	55,61	43,17
1988 Janvier	34,54	20,91	27,09	6,19	62,24	2,84	26,88	18,61	5,79	25,68	30,81	5,45	297,26	5,44	8,57	25,47	0,26	55,56	43,18

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1985 4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1986 1 ^{er} trimestre	54,05	48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
2 ^e trimestre	53,23	45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
3 ^e trimestre	51,85	43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
4 ^e trimestre	50,27	41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
1987 1 ^{er} trimestre	48,08	38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
3 ^e trimestre	48,73	38,16	38,36	38,35	- 0,65	- 0,66
4 ^e trimestre	47,79	35,64	35,79	35,91	- 1,11	- 1,11
1987 Janvier	48,26	38,59	39,19	39,28	+ 2,23	+ 1,50
Février	47,73	37,82	38,27	38,36	+ 1,49	+ 1,27
Mars	48,22	37,99	38,20	38,23	+ 0,96	+ 0,95
Avril	48,47	37,53	37,70	37,73	+ 0,31	+ 0,31
Mai	48,33	37,00	37,22	37,27	- 0,25	- 0,25
Juin	48,51	37,72	37,80	37,84	- 0,45	- 0,45
Juillet	48,62	38,30	38,45	38,44	- 0,45	- 0,45
Août	48,97	38,57	38,81	38,79	- 0,43	- 0,47
Septembre	48,61	37,65	37,83	37,86	- 1,05	- 1,05
Octobre	48,59	37,52	37,70	37,74	- 1,57	- 1,57
Novembre	47,46	35,16	35,33	35,39	- 0,54	- 0,54
Décembre	47,28	34,19	34,33	34,45	- 1,17	- 1,16
1988 Janvier	47,57	34,54	34,65	34,69	- 0,71	- 0,71

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05		336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175		27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760		74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750		0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0		11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	—
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1987	43,04	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19
1985 4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
3 ^e trimestre	43,07	+ 0,70	+ 0,33	+ 0,64	+ 0,23	+ 1,19	+ 0,54	+ 39	+ 5	+ 21	+ 11	+ 19	- 21	+ 12
4 ^e trimestre	43,19	+ 1,42	+ 0,31	+ 1,29	- 0,30	+ 0,63	+ 0,75	+ 48	- 22	+ 30	- 21	+ 31	+ 19	+ 10
1987 Janvier	42,87	+ 0,85	+ 0,69	+ 0,96	+ 1,82	+ 0,73	- 0,08	+ 38	- 3	- 4	- 12	- 22	+ 2	+ 38
Février	42,73	+ 0,20	+ 1,42	+ 0,39	+ 1,70	+ 1,08	- 0,24	+ 31	+ 21	- 36	+ 16	- 19	- 25	+ 39
Mars	42,99	+ 0,19	+ 1,77	+ 0,42	+ 1,75	+ 1,20	+ 0,14	+ 43	+ 34	- 40	+ 31	- 9	- 18	+ 33
Avril	43,05	+ 0,33	+ 1,66	+ 0,46	+ 1,49	+ 1,17	+ 0,21	+ 43	+ 27	- 35	+ 28	- 2	- 16	+ 30
Mai	43,06	+ 0,52	+ 1,95	+ 0,54	+ 0,33	+ 0,90	+ 0,40	+ 38	+ 12	- 53	+ 15	+ 17	- 8	+ 16
Juin	43,01	+ 0,54	+ 1,82	+ 0,52	+ 0,11	+ 0,95	+ 0,50	+ 37	+ 10	- 48	+ 16	+ 20	- 11	+ 11
Juillet	43,05	+ 0,60	+ 1,07	+ 0,54	+ 0,11	+ 1,27	+ 0,56	+ 39	+ 10	- 13	+ 18	+ 21	- 26	+ 11
Août	43,06	+ 0,71	+ 0,17	+ 0,69	+ 0,18	+ 1,16	+ 0,54	+ 40	+ 5	+ 29	+ 8	+ 20	- 19	+ 12
Septembre	43,09	+ 0,80	- 0,29	+ 0,69	+ 0,39	+ 1,14	+ 0,51	+ 39	0	+ 50	+ 7	+ 17	- 19	+ 13
Octobre	43,21	+ 1,09	+ 0,24	+ 0,95	+ 0,63	+ 1,33	+ 0,93	+ 51	- 3	+ 36	+ 5	+ 17	- 16	+ 5
Novembre	43,17	+ 1,58	+ 0,30	+ 1,46	- 0,77	+ 0,18	+ 0,67	+ 45	- 32	+ 29	- 36	+ 37	+ 41	+ 12
Décembre	43,18	+ 1,59	+ 0,39	+ 1,46	- 0,78	+ 0,37	+ 0,65	+ 47	- 31	+ 26	- 34	+ 38	+ 33	+ 14
1988 Janvier	43,19	+ 1,66	+ 0,70	+ 1,38	- 0,65	+ 0,73	+ 0,55	+ 51	- 31	+ 15	- 24	+ 37	+ 16	+ 22

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe 1).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimé en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	*112,1	*107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1985 4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	107,8	104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
3 ^e trimestre	110,3	107,8	99,3	102,6	146,0	218,3	71,8	72,7	47,0	134,4	67,8	171,8	91,1	80,7
4 ^e trimestre	*111,2	*108,6	100,4	97,0	149,5	229,1	72,5	74,9	47,4	137,7	68,0	178,3	93,1	79,9
1987 Janvier	110,9	106,8	99,6	105,6	147,1	209,8	72,1	68,8	48,5	134,8	67,5	171,0	92,8	77,3
Février	111,8	107,9	100,3	104,1	147,9	209,4	72,6	69,0	48,5	135,4	67,7	170,8	93,9	78,3
Mars	110,9	107,2	99,8	103,3	146,8	211,7	72,2	71,8	48,0	134,4	68,4	171,0	93,2	78,7
Avril	110,8	107,2	99,6	101,1	146,3	222,8	72,0	72,3	47,8	134,3	68,4	172,8	92,8	79,2
Mai	111,0	107,6	100,0	100,4	146,9	225,4	72,1	73,3	47,3	135,3	68,5	174,9	93,6	80,0
Juin	110,9	107,6	99,6	101,9	146,5	220,9	71,9	72,7	47,2	134,8	68,3	172,4	92,9	80,3
Juillet	110,5	107,4	99,4	103,4	146,2	213,8	71,9	72,8	47,0	134,4	68,1	171,6	91,9	80,8
Août	110,3	107,2	99,0	103,3	145,6	218,4	71,4	72,2	46,9	134,0	67,7	171,4	90,6	80,5
Septembre	110,6	107,5	99,4	101,0	146,3	222,6	71,8	73,0	47,1	134,8	67,6	172,4	90,7	80,8
Octobre	110,4	107,4	99,3	100,7	146,7	221,2	71,9	73,5	47,2	135,1	67,6	172,6	91,2	80,7
Novembre	*111,7	*108,5	100,9	96,6	150,6	228,7	72,6	75,4	47,4	138,6	68,2	179,6	93,7	80,2
Décembre	*112,2	*109,0	101,2	93,8	151,2	237,5	73,1	75,7	47,7	139,4	68,0	182,5	94,5	78,9
1988 Janvier	*112,0	*108,9												

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome 1, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³				Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses			Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes								
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
9 premiers mois	1.056,7	1.094,5	1.470,4	1.508,2	- 413,7	11,0	117,9	- 106,9	- 520,6
10 premiers mois	1.205,7	1.248,9	1.587,3	1.630,5	- 381,6	12,3	139,4	- 127,1	- 508,7
11 premiers mois	1.287,7	1.336,1	1.689,0	1.737,4	- 401,3	13,5	149,2	- 135,7	- 537,0
12 mois	1.440,6	1.494,3	1.809,9	1.863,6	- 369,3	14,9	195,7	- 180,8	- 550,1
1987 1 ^{er} mois	122,2	126,6	217,7	222,1	- 95,5	1,4	16,1	- 14,7	- 110,2
2 premiers mois	219,0	227,9	373,1	382,0	- 154,1	2,7	32,0	- 29,3	- 183,4
3 premiers mois	319,0	332,7	566,9	580,6	- 247,9	4,1	47,1	- 43,0	- 290,9
4 premiers mois	498,9	517,5	723,3	741,9	- 224,4	5,3	59,3	- 54,0	- 278,4
5 premiers mois	594,2	617,7	866,7	890,2	- 272,5	6,4	69,7	- 63,3	- 335,8
6 premiers mois	712,2	740,5	1.045,5	1.073,8	- 333,3	7,5	83,0	- 75,5	- 408,8
7 premiers mois	897,1	930,1	1.191,0	1.224,0	- 293,9	9,2	98,7	- 89,5	- 383,4
8 premiers mois	999,9	1.037,5	1.310,7	1.348,3	- 310,8	10,5	112,3	- 101,8	- 412,6
9 premiers mois	1.092,1	1.134,4	1.437,6	1.479,9	- 345,5	11,6	127,1	- 115,5	- 461,0
10 premiers mois	1.237,8	1.285,0	1.566,1	1.613,3	- 328,3	16,8	112,4	- 95,6	- 423,9

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers			En monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	Fonds des Rentes (8)	Autres ⁶ (9)	(10)	(11)	(12)			
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	-453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	-514,9	+328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+186,1
8 premiers mois	-473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	-547,0	+316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+230,8
9 premiers mois	-515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	-601,1	+427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+174,1
10 premiers mois	-525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	-613,6	+430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+183,2
11 premiers mois	-550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	-661,9	+445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+216,1
12 mois	-509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	-636,9	+492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+144,0
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	-100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+102,6
2 premiers mois	-184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	-196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+104,2
3 premiers mois	-284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	-293,1	+123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+113,7	.	+170,1
4 premiers mois	-297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	-297,4	+164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+100,9	.	+132,5
5 premiers mois	-383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	-396,2	+164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+231,6
6 premiers mois	-454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	-474,5	+163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+311,3
7 premiers mois	-457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	-496,9	+171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+325,7
8 premiers mois	-477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	-519,5	+150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé (colonnes (2) et (3) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

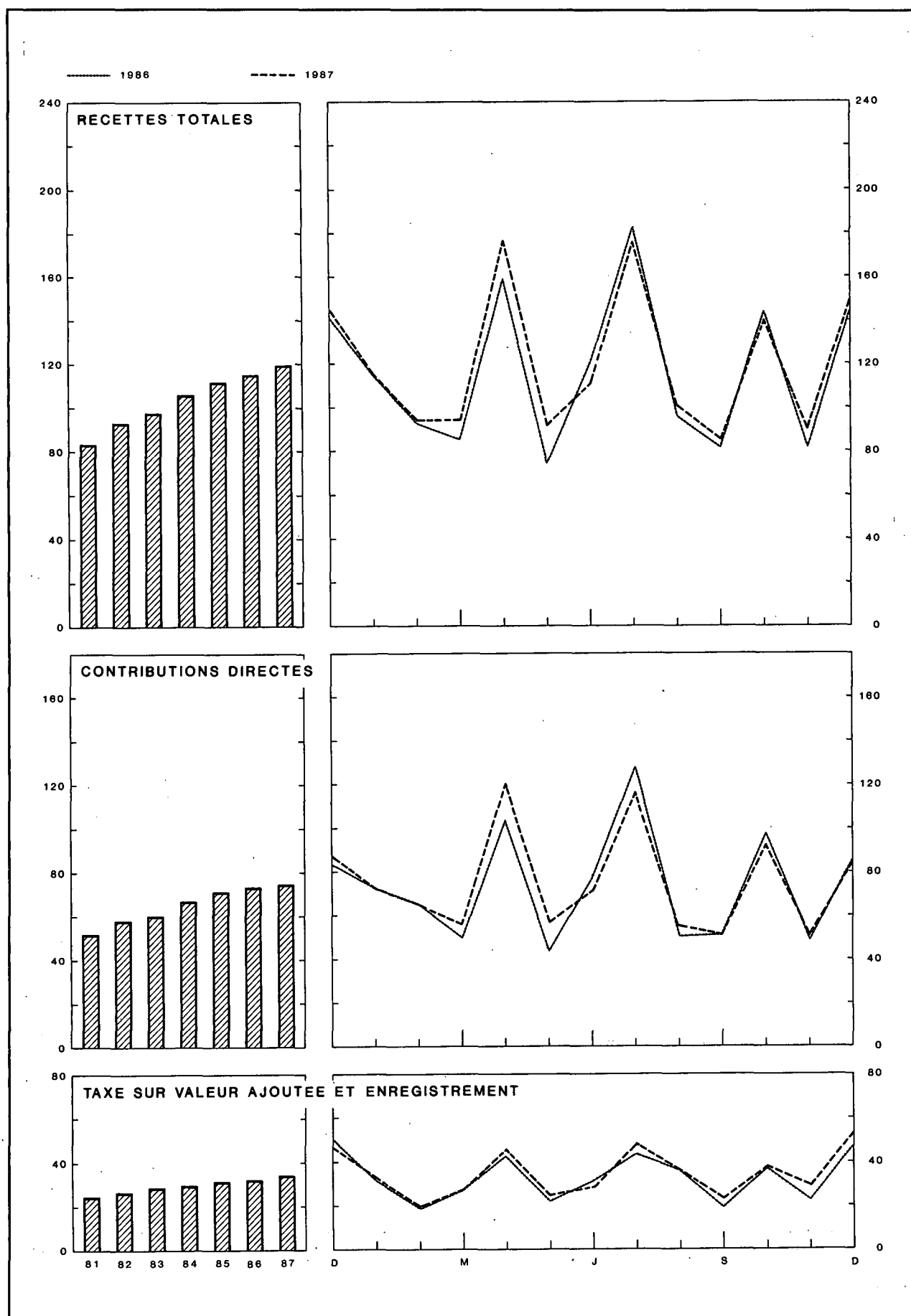
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1986	874,6	179,6	109,9	378,1	1.362,6	13,3	1.375,9	131,4	410,3	1.416,3	1.429,6
1987	895,0	185,2	113,7	408,8	1.417,5	14,6	1.432,1	136,9	442,4	1.474,3	1.488,9
1985 4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
4 ^e trimestre	231,1	77,8	27,3	107,3	365,7	3,8	369,5	32,6	117,9	381,6	385,4
1987 1 ^{er} trimestre	193,1	4,6	28,4	80,0	301,5	3,5	305,0	33,7	88,4	315,2	318,7
2 ^e trimestre	249,5	66,8	28,0	99,4	376,9	3,4	380,3	34,2	107,8	391,5	394,9
3 ^e trimestre	223,6	44,4	29,1	107,9	360,6	3,9	364,5	34,7	116,3	374,6	378,5
4 ^e trimestre	228,8	69,4	28,2	121,5	378,5	3,8	382,3	34,3	129,9	393,0	396,8
1986 Décembre	86,9	35,1	9,5	47,1	143,5	1,4	144,9	11,2	50,7	148,8	150,2
1987 Janvier	71,9	2,9	9,7	32,9	114,5	1,1	115,6	11,3	35,7	118,9	120,0
Février	65,2	0,1	8,8	19,7	93,7	1,2	94,9	10,4	22,5	98,1	99,3
Mars	56,0	1,6	9,9	27,4	93,3	1,2	94,5	12,0	30,2	98,2	99,4
Avril	120,9	65,2	9,2	45,6	175,7	1,3	177,0	11,3	48,4	180,6	181,9
Mai	57,1	0,1	8,9	25,0	91,0	1,0	92,0	11,0	27,8	95,9	96,9
Juin	71,5	1,5	9,9	28,8	110,2	1,1	111,3	11,9	31,6	115,0	116,1
Juillet	117,0	41,4	10,0	47,9	174,9	1,6	176,5	12,0	50,7	179,7	181,3
Août	55,0	0,6	9,0	36,7	100,7	1,3	102,0	10,7	39,5	105,2	106,5
Septembre	51,6	2,4	10,1	23,3	85,0	1,0	86,0	12,0	26,1	89,7	90,7
Octobre	93,1	39,2	9,3	38,6	141,0	1,4	142,4	11,4	41,4	145,9	147,3
Novembre	50,9	0,8	8,8	29,1	88,8	1,2	90,0	10,7	31,9	93,5	94,7
Décembre	84,8	29,4	10,1	53,8	148,7	1,2	149,9	12,2	56,6	153,6	154,8

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres

aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1987			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1986			1987		
				Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	895,0	.	.	97,2	47,0	86,9	93,1	50,9	84,8
précompte immobilier	1,9	.	.	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1
précompte mobilier	140,5	138,0	+ 2,5	9,7	6,6	7,7	8,5	9,1	6,7
versements anticipés	185,2	196,4	- 11,2	41,9	0,8	35,1	39,2	0,8	29,4
impôts de sociétés (rôles)	- 10,2	- 12,7	+ 2,5	0,7	- 3,1	0,4	0,7	- 1,2	0,0
impôts de personnes physiques (rôles)	11,5	18,7	- 7,2	5,3	2,2	0,6	4,1	2,8	1,4
précompte professionnel	539,6	538,0	+ 1,6	37,3	38,9	39,6	38,6	37,3	43,4
divers	26,5	.	.	2,0	1,4	3,3	1,7	1,9	3,8
II. Douanes et accises	113,7	.	.	9,0	8,8	9,5	9,3	8,8	10,1
III. T.V.A. et enregistrement	408,8	.	.	37,0	23,2	47,1	38,6	29,1	53,8
B. Recettes en capital³	14,6	.	.	1,3	1,1	1,4	1,4	1,2	1,2
Total ² ...	1.432,1	.	.	144,5	80,1	144,9	142,4	90,0	149,9
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.488,9	.	.	149,9	85,3	150,2	147,3	94,7	154,8

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 ; « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, I^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,5	—	0,0	0,0	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	858,2	—	15,9	22,7	0,0	0,0	916,3
Obligations	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	144,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	125,3	0,0	260,3	0,0	0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	403,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.282,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	67,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	179,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	14,6	7,0	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	498,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers	0,0	14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,5	—	0,0	12,9	0,0	0,0	86,4
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9	0,0	0,0	0,0	4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	4,1	954,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,0	0,0	—	0,0	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	2,7	127,8	—	16,8	30,0	0,0	2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	920,9	—	6,8	0,0	0,0	0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.505,4	—	—	—	—	—	3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	0,0	15,5	32,8	0,0	2,4	—	16,6	—	55,3	0,7	0,0	0,0	123,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	30,1	6,4	—	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	913,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,7	0,0	0,0	0,0	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	1,6	1,0	1,8	0,0	394,3
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,4	10,2	0,0	546,2	577,7
(Actions et parts)	(56,5)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(0,0)	(1,5)	(0,0)	(68,8)
Total	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	546,2	8.893,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	0,0	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	19,6	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	0,0	—	0,0	0,0	19,8	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	1,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,1	0,5	0,3	0,0	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	1,1	24,4	0,0	33,1	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,2)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(16,2)
Total	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	0,0	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	48,0	11,3	0,0	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	107,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	17,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	19,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	0,0	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	140,8	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	302,4
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	150,8	348,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	164,6	2.071,4
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	—	686,6
Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	944,0	29.202,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,2	213,1	—	48,1	15,6	0,1	4,7	281,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	923,3	—	24,2	21,4	0,0	0,0	987,8
Obligations	20,3	0,0	0,0	0,0	0,8	10,4	12,8	—	31,8	0,6	64,0	0,0	140,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,5	0,0	0,0	—	592,4	700,7	192,5	0,0	1.489,4
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	279,7	0,0	0,0	—	3,4	0,9	5,3	0,0	317,3
(Actions et parts)	(1.313,5)	(11,5)	(58,2)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(8,5)	(0,3)	(45,4)	(0,0)	(1.442,7)
Total ...	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	4,7	3.217,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	6,0	—	0,0	8,3	0,0	0,0	15,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	0,3
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	0,4	0,0	0,1	0,6	0,0	18,8	1,5	18,0	9,3	9,0	0,0	92,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	64,3	37,3	0,0	20,5	23,8	7,5	14,5	168,1
Autres emprunts à plus d'un an	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	16,8	7,0	—	0,9	90,8	1,2	0,2	122,6
Divers	33,7	0,4	20,9	2,5	2,0	6,9	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,6	88,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(45,6)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,8)	(1,1)	(2,5)	(0,7)	(80,9)
Total ...	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	36,3	486,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	21,4	0,0	—	1,3	0,0	1,5	83,6	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1	161,9
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,7	0,8	431,1	594,1	199,0	192,7	148,2	0,0	0,0	1.566,7
Obligations accessibles à tout placeur	664,1	13,6	—	13,9	19,8	27,5	642,5	21,2	410,2	243,1	200,1	0,0	2.256,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	431,5	302,6	0,0	117,9	148,8	6,9	0,0	1.007,7
Divers	0,0	17,2	—	0,0	40,3	0,3	3,5	0,0	18,0	8,8	2,8	0,0	90,9
Total ...	685,5	30,9	—	15,9	60,9	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	54,1	5.083,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5
Obligations accessibles à tout placeur	36,9	0,1	0,0	0,4	0,8	0,0	24,0	1,3	24,8	31,6	11,6	0,0	131,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	59,5	0,0	58,7	19,0	5,2	7,4	170,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	64,0	484,6	0,0	0,0	560,5
Divers	14,5	2,0	34,1	0,0	0,0	0,0	7,5	—	0,0	23,4	0,0	0,0	81,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	7,4	1.023,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,0	0,0	—	0,0	4,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	12,9	0,0	22,5	6,7	6,8	0,0	52,4
Réserves de sécurité sociale	50,8	—	—	—	—	20,0	—	—	—	—	—	—	70,8
Divers	161,7	0,7	17,7	0,0	0,0	0,0	1,5	—	1,7	8,2	1,8	56,9	250,2
Total ...	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	56,9	377,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	4,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	4,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	1,8	120,7	—	15,1	23,0	0,0	1,1	162,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	815,9	—	13,7	0,0	0,0	0,0	829,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.653,9	—	—	—	—	—	3.653,9
Obligations	53,9	0,0	0,0	0,1	0,1	—	335,3	0,0	54,3	8,7	12,7	0,0	465,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	123,5	—	—	—	22,8	—	—	—	—	—	146,3
Divers	0,0	15,1	34,4	0,0	3,0	—	17,3	—	79,5	2,6	0,0	0,0	151,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(—)	(21,0)	(—)	(0,7)	(—)	(12,5)	(0,0)	(37,8)
Total ...	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	1,1	5.413,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	871,8	11,9	2,1	34,7	6,7	—	—	0,0	29,8	4,3	3,4	0,0	964,7
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	28,2	9,2	0,0	0,2	0,1	—	0,0	37,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.665,7	—	—	—	—	—	—	5.665,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	123,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	123,7
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	532,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	532,2
Autres dépôts à un an au plus	456,3	0,1	—	0,0	6,2	—	—	—	1,7	8,2	0,0	0,0	472,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	535,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	535,7
Dépôts à plus d'un an	35,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,4	0,0	0,0	0,0	37,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	440,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,3	1,1	1,6	0,0	445,2
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,9	7,3	0,0	549,2	582,3
(Actions et parts)	(64,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(3,0)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(78,0)
Total ...	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	549,2	9.396,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	182,2	—	0,0	0,0	—	—	182,2
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	11,5	16,8	—	14,1	0,1	—	—	42,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	1,3	229,1
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	79,8	0,0	0,0	0,2	11,3	0,2	0,0	—	0,1	1,5	10,2	0,0	103,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,8	0,0	—	0,0	0,0	29,5	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	30,3
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	751,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	751,8
Autres dépôts à un an au plus	79,2	0,9	0,4	0,3	18,3	10,5	0,0	—	1,7	1,1	35,9	0,0	148,3
Dépôts à plus d'un an	99,5	0,0	—	0,0	0,0	2,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	102,1
Bons de caisse à un an au plus	40,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	40,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	608,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	0,8	—	1,8	0,6	0,4	0,0	611,7
Réserves mathématiques	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2
Divers	69,2	0,0	1,1	25,3	0,0	53,0	84,7	0,0	2,0	2,3	0,0	73,2	310,8
(Actions et parts)	(13,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,1)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(19,5)
Total ...	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	73,2	2.103,3
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	20,7	0,0	—	1,8	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	23,3
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,0	0,0	2,4	0,9	—	0,0	3,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	—	0,0	12,4	0,0	0,0	13,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	221,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	221,3
Autres dépôts à un an au plus	51,3	10,1	0,0	43,6	9,2	2,5	0,1	—	0,8	0,0	2,3	0,0	119,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	62,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	—	1,6	1,5	0,0	0,0	66,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,6	23,6	—	0,8	0,0	0,0	0,0	31,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	842,2	0,5	0,0	3,6	3,9	0,2	74,2	2,0	65,3	47,9	38,1	0,0	1.077,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	126,4	51,8	—	72,5	9,9	17,7	8,1	286,8
Divers	2,6	0,1	131,7	2,1	8,2	32,3	48,3	—	0,9	22,3	0,0	154,6	403,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	162,7	2.246,8
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	86,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,9
Réserves mathématiques	659,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	659,5
Divers	8,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,7	0,0	0,0	3,0	12,1
(Actions et parts)	(5,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(5,7)
Total ...	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	3,0	758,5
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	—	751,8
Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	949,9	31.088,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,5	—	0,0	0,0	0,0	- 0,4	—	+ 3,6	+ 2,7	- 1,5	+ 4,5	+ 8,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 98,3	—	+ 8,3	- 1,3	0,0	0,0	+ 104,7
Obligations	- 11,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,8	+ 2,1	- 1,3	—	+ 0,6	+ 0,4	+ 5,5	0,0	- 3,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	—	+ 15,7	+ 44,1	+ 6,7	0,0	+ 66,9
Divers	0,0	+ 3,7	+ 0,4	0,0	+ 19,4	+ 64,5	0,0	—	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,4	0,0	+ 89,3
(Actions et parts)	(+ 80,7)	(+ 0,3)	(+ 2,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 10,4)	(+ 0,5)	(—)	(+ 1,3)	(0,0)	(+ 11,8)	(0,0)	(+ 107,1)
Total ...	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 4,5	+ 266,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,7	+ 3,7	—	0,0	+ 1,5	0,0	0,0	+ 1,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,3
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	- 0,7	0,0	- 0,1	+ 0,2	0,0	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 2,9	- 2,4	0,0	- 6,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 2,8	- 4,6	0,0	- 0,5	- 2,6	- 0,4	- 0,4	- 11,2
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,2	0,0	—	- 1,3	- 3,1	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4
Divers	+ 0,9	- 0,2	+ 4,7	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 6,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,2)	(+ 0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,6)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,5)
Total ...	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 0,5	- 11,4
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 2,4	0,0	—	+ 0,9	0,0	- 0,4	+ 13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 14,1	+ 1,8
Certificats à un an au plus	—	- 6,6	—	- 5,3	- 0,1	+ 60,2	+ 75,6	- 20,3	+ 15,2	- 32,0	0,0	0,0	+ 86,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 45,9	+ 0,3	—	+ 1,6	+ 3,1	+ 24,1	+ 117,6	+ 1,2	+ 78,9	+ 103,4	+ 27,8	0,0	+ 403,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 6,5	+ 11,4	0,0	+ 29,0	+ 19,9	+ 1,8	0,0	+ 68,6
Divers	0,0	+ 2,3	—	0,0	+ 17,3	- 0,1	- 0,6	0,0	+ 0,5	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 19,8
Total ...	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	- 14,1	+ 580,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,0	—	0,0	- 12,9	0,0	0,0	- 6,9
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,2	- 0,2	+ 7,5	+ 13,0	+ 1,7	0,0	+ 33,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,5	+ 2,7	0,0	+ 25,5	+ 4,4	+ 0,9	+ 3,3	+ 30,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,1	+ 5,7	0,0	0,0	+ 7,8
Divers	+ 1,6	- 0,4	- 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 3,5	—	0,0	+ 3,1	0,0	0,0	+ 7,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(+ 0,5)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(+ 0,5)
Total ...	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 3,3	+ 72,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,8	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	- 0,2	- 2,0	0,0	- 0,1	+ 0,7	- 0,1	0,0	- 1,4
Réserves de sécurité sociale	+ 22,8	—	—	—	—	+ 0,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 23,4
Divers	- 0,8	+ 0,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 5,7	- 3,4	+ 2,6	+ 9,0
Total ...	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 2,6	+ 31,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 2,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	- 0,9	- 7,1	—	- 1,7	- 7,0	0,0	- 1,5	- 18,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 108,8	—	+ 6,9	0,0	0,0	0,0	- 101,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 165,6	—	—	—	—	—	+ 165,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 1,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,1
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 29,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 29,8
Obligations	+ 114,7 ⁴	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	—	+ 90,2	0,0	+ 21,1	+ 2,0	+ 2,2 ⁴	0,0	+ 230,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	- 10,7	—	—	—	- 2,2	—	—	—	—	+ 8,7	- 4,2
Divers	+ 34,4	- 0,4	+ 1,6	0,0	+ 0,6	—	—	—	+ 24,2	+ 1,9	—	+ 85,6	+ 148,6
(Actions et parts)	(+ 1,8) ⁴	(0,0)	(- 0,6)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 14,2)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 3,4) ⁴	(0,0)	(- 9,5)
Total ...	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 92,8	+ 452,0

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	+ 50,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,3	+ 6,5	- 1,0	0,0	- 1,0	- 0,6	- 2,4	0,0	+ 51,4	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	—	0,0	+ 0,2	+ 0,1	—	0,0	+ 5,8	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 272,8	—	—	—	—	—	—	+ 272,8	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 2,4	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	- 11,8	- 14,2	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 69,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 69,5	
Autres dépôts à un an au plus	+ 17,0	0,0	—	0,0	- 0,2	—	—	—	- 0,8	+ 2,0	0,0	0,0	+ 18,0	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 80,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 80,1	
Dépôts à plus d'un an	+ 4,9	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	- 0,3	0,0	0,0	0,0	+ 4,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 51,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 0,1	—	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 50,9	
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5	- 2,9	0,0	+ 3,8	+ 5,4	
(Actions et parts)	(+ 8,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 0,5)	(0,0)	(+ 9,2)	
Total ...	+190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	- 8,0	+544,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	- 3,6	- 1,2	—	- 0,3	0,0	—	0,0	- 5,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 18,4	—	0,0	0,0	—	—	- 18,4	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	+ 6,5	- 2,8	—	- 2,8	+ 0,1	—	—	+ 1,0	
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	+ 0,3	+ 0,3	
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	+ 2,9	- 22,4	—	- 3,1	+ 0,1	—	+ 0,3	- 22,2	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 2,8	0,0	0,0	0,0	+ 4,1	0,0	- 0,1	—	0,0	+ 0,7	- 2,2	0,0	+ 5,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	- 2,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	0,0	—	0,0	0,0	+ 9,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 55,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 55,5	
Autres dépôts à un an au plus	- 1,0	- 0,8	0,0	0,0	+ 5,7	- 0,5	0,0	—	+ 1,7	+ 0,9	+ 11,8	0,0	+ 17,8	
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	0,0	—	0,0	0,0	+ 1,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,3	0,0	0,0	+ 5,7	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 62,7	0,0	—	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,1	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	0,0	+ 63,6	
Réserves mathématiques	- 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,3	
Divers	+ 8,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	+ 19,9	+ 26,8	—	- 0,6	0,0	0,0	+ 11,0	+ 66,0	
(Actions et parts)	(+ 3,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 3,3)	
Total ...	+134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 11,0	+223,4	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 4,8	0,0	—	+ 0,8	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,6	
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	—	—	0,0	—	0,0	- 0,7	0,0	- 0,5	- 0,1	—	0,0	- 1,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	—	0,0	- 4,4	0,0	0,0	- 4,6	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 34,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 34,8	
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,3	- 1,2	0,0	+ 8,9	+ 2,0	- 0,8	- 0,1	—	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 12,2	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	—	+ 1,6	+ 1,2	0,0	0,0	+ 13,5	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	+ 6,6	—	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 11,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 58,9	- 0,1	0,0	+ 2,9	0,0	- 1,1	+ 7,5	- 1,2	- 7,9	+ 7,0	- 2,0	0,0	+ 64,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 14,4	+ 2,4	—	- 3,7	+ 6,0	- 0,2	- 5,7	- 15,6	
Divers	+ 0,2	- 0,1	+ 34,9	+ 1,2	+ 5,8	+ 6,2	+ 2,3	—	- 2,6	+ 3,2	0,0	+ 3,8	+ 54,9	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	
Total ...	+111,6	- 1,4	+34,9	+13,8	+ 7,8	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	- 1,9	+175,4	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	+ 9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,7	
Réserves mathématiques	+ 49,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 49,8	
Divers	+ 0,4	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	- 1,4	
(Actions et parts)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,1)	
Total ...	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	+ 58,1	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	—	+ 52,3	
Total des créances	+741,1	- 2,9	+33,5	+17,4	+64,4	+ 461,5	+ 566,4	- 22,2	+ 230,2	+ 194,6	+ 49,0	+ 89,2	+2.422,2	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	450,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.282,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	498,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	836,1	4,1	954,1
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	997,9	61,8	185,1	21,0	307,5	1.573,3	986,9	2.759,9	242,7	1.464,8	1.838,6	476,6	6.782,6	163,6	9.506,4
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement monétaires	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	2.339,0	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	553,5	546,2	8.893,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	1.249,3	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	483,5	164,6	2.071,4
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.660,0	25,6	103,7	92,3	46,8	5.928,4	5.703,2	934,3	3,2	236,7	108,1	105,1	1.387,4	777,8	13.796,8
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	654,0	—	686,6
15. Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	7.738,8	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	13.826,8	944,0	29.202,4
Solde des créances et des dettes...	3.403,8	-373,9	-3.978,4	-840,7	21,6	-1.767,6	1.480,2	79,1	0,1	18,5	7,6	-75,3	30,0	257,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	351,5	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	2.850,2	4,7	3.217,0
2. Organismes publics d'exploitation	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	101,3	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	260,5	36,3	486,9
3. Etat (Trésor)	685,5	30,9	—	15,9	60,9	793,2	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	3.344,0	54,1	5.083,2
4. Secteur public non compris ailleurs	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	100,7	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	894,8	7,4	1.023,1
5. Sécurité sociale	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	234,4	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	66,6	56,9	377,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.065,0	59,9	87,6	19,0	349,6	1.581,1	1.031,5	3.034,4	223,0	1.649,8	1.994,1	514,8	7.416,1	159,4	10.188,1
7. Etranger	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	230,5	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	5.180,4	1,1	5.413,8
8. Organismes principalement monétaires	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	2.522,8	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	630,9	549,2	9.396,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	213,5	1,3	229,1
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	1.786,5	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	148,0	73,2	2.103,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	1.416,0	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	499,5	162,7	2.246,8
12. Autres institutions ¹	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	754,8	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,7	3,0	758,5
13. Total des intermédiaires financiers	6.144,4	23,6	138,6	111,7	64,6	6.482,9	5.969,6	1.034,4	2,0	224,3	121,8	110,1	1.492,6	789,4	14.734,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	37,6	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	714,2	—	751,8
15. Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	8.332,1	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	14.803,3	949,9	31.088,2
Solde des créances et des dettes	4.046,3	-365,4	-4.699,1	-892,3	54,5	-1.856,0	1.589,1	101,0	0,1	25,3	26,8	-84,4	68,8	198,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 12,2	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 182,7	+ 4,5	+ 266,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	+ 5,7	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 12,6	- 0,5	- 11,4
3. Etat (Trésor)	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 61,8	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	+ 442,8	- 14,1	+ 580,8
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	+ 7,9	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 67,3	+ 3,3	+ 72,0
5. Sécurité sociale	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 25,4	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 3,1	+ 2,6	+ 31,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 67,1	- 1,9	+ 7,7	- 2,0	+ 42,1	+ 113,0	+ 146,8	+ 324,3	- 19,7	+ 185,0	+ 155,5	+ 38,2	+ 683,3	- 4,2	+ 938,9
7. Etranger	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	+ 169,2	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 190,9	+ 92,8	+ 452,0
8. Organismes principalement monétaires	+ 190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 195,6	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	+ 77,4	- 8,0	+ 544,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9	- 22,4	—	- 3,1	+ 0,1	—	- 25,4	+ 0,3	- 22,2
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 144,2	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 38,1	+ 11,0	+ 223,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 111,6	- 1,4	+ 34,9	+ 13,8	+ 7,8	+ 166,7	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	+ 16,0	- 1,9	+ 175,4
12. Autres institutions ¹	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 59,8	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,9	- 0,8	+ 58,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 496,2	- 2,0	+ 34,9	+ 19,4	+ 17,8	+ 566,3	+ 306,9	+ 100,1	- 1,2	- 12,4	+ 13,7	+ 5,0	+ 105,2	+ 0,6	+ 979,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 5,0	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	+ 38,6	—	+ 52,3
15. Total des créances	+ 741,1	- 2,9	+ 33,5	+ 17,4	+ 64,4	+ 853,5	+ 461,5	+ 566,4	- 22,2	+ 230,2	+ 194,6	+ 49,0	+ 1.018,0	+ 89,2	+ 2.422,2
Solde des créances et des dettes ..	+ 475,1	+ 8,5	- 547,3	- 54,6	+ 32,9	- 85,4	+ 9,5	+ 22,1	0,0	+ 6,8	+ 19,2	- 9,1	+ 39,0	+ 36,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980 — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985, LXI^e année, tome II, décembre 1986. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)	
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres intermédiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
		(1)	(2)	(3)			(4)	(7)			(8)				(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	- 184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	- 237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	- 170,8
1986 Mars	976,0	1.050,4	495,3	138,9	2.660,6	- 727,2	1.710,2	189,8	1.200,0	1.210,0	50,1	168,5	11,2	228,7	- 170,7
Juin	1.057,0	1.038,2	493,5	120,1	2.708,8	- 806,1	1.765,0	184,5	1.240,3	1.249,3	48,2	175,6	20,3	280,4	- 199,4
Septembre	1.001,7	1.089,3	489,0	128,4	2.708,4	- 843,7	1.767,4	188,1	1.226,4	1.233,7	49,9	191,4	15,9	276,4	- 163,4
Décembre	1.040,5	1.167,3	489,6	113,3	2.810,7	- 814,3	1.756,6	195,7	1.292,4	1.298,5	49,4	209,4	18,8	286,6	- 183,9
1987 Mars	* 1.042,9	1.219,1	492,0	119,5	* 2.873,5	- 863,5	* 1.901,1	* 199,5	1.323,9	1.333,4	* 45,6	184,4	27,6	* 304,8	* - 249,9
Juin	* 1.134,7	1.217,6	* 498,0	127,3	* 2.977,6	- 890,7	* 1.930,0	* 209,9	1.418,1	1.424,6	* 44,6	136,3	29,1	* 321,0	* - 220,7
Septembre	* 1.085,7	1.251,5	* 505,2	124,4	* 2.966,8	- 832,3	* 1.911,8	* 227,0	1.390,0	1.395,1	* 42,7	102,0	27,1	* 359,8	* - 261,3

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6	57,3	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4	19,4	19,1	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5	9,5	24,0	
— Autres	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4	4,4	4,4	
3. Ecus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1	145,7	152,9	
4. Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4	2,8	2,3	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,9	31,1	31,6	29,6	10,7	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6	2,0	0,5	7,6	0,5	0,4	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7	34,7	45,5	108,4	136,0	111,0	
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total des créances sur l'étranger	339,4	286,3	262,9	321,3	323,8	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8	278,1	283,8	353,5	375,9	371,4	
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,3	1,6	1,5	
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	3,7	
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	17,4	17,4	17,4	17,4	
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	5,7	13,2	10,5	7,3	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) effets commerciaux	34,4	41,2	42,3	46,2	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
c) avances	0,5	0,1	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3	102,0	127,6	
b) autres	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	83,5	63,1	76,5	63,0	80,1	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1	41,7	43,4	56,7	72,3	60,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6	648,9	657,6	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.
² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	31-12-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 1,3
b) en francs belges ¹	7,0	9,3	6,5	6,6	6,2	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	5,8	6,2	6,4	5,0	3,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,1	12,2	24,8	55,1	6,5	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	6,1	6,5	6,7	5,3	5,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	11,9	12,1	12,7	12,6	16,3	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	14,6	12,7	14,1	12,7	* 14,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	* 0,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	364,2	370,1	369,5	383,3	381,9	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	400,5	388,4	414,4	401,6	* 411,6
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	253,2	246,0	254,6	278,8	292,1	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	202,8	202,1	208,6	228,2	* 225,4
TOTAL DU PASSIF ...	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6	648,9	657,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87	30-9-87	31-10-87	30-11-87	31-12-87
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,7	57,7	57,5	57,7	57,6	57,6	57,5	57,3
2. F.M.I. : — Participation	22,4	22,4	21,1	20,9	21,1	20,0	20,4	20,4	19,7	19,4	19,1	19,1	19,1
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	13,6	12,6	12,6	13,7	13,6	12,6	12,5	10,6	9,6	9,5	10,8	22,9	24,0
— Autres	5,9	5,9	5,9	5,9	5,7	5,7	5,4	5,4	5,4	4,4	4,4	4,4	4,4
3. Ecus	138,9	136,5	136,5	136,5	139,1	139,1	139,1	143,8	143,8	145,7	152,9	152,9	152,9
4. Accords internationaux	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	2,8	2,4	2,9	2,9	2,8	2,8	2,7	2,3
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	2,0	2,8	3,1	0,5	0,5	0,6	7,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	34,7	37,7	38,4	45,5	66,8	72,0	108,4	118,2	120,5	136,0	121,0	110,1	111,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	278,1	278,5	278,5	283,8	307,2	310,5	353,5	359,5	360,1	375,9	369,1	370,0	371,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,0	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	1,6	1,4	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	4,7	4,6	4,3	4,1	4,0	3,9	3,9	3,8	3,8	4,0	3,8	3,7
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	14,3	16,8	17,3	17,4	17,3	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	209,4	186,1	185,2	184,4	164,7	184,4	136,3	121,8	122,7	102,0	115,7	119,4	127,6
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,8	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,7	41,9	40,6	43,4	47,7	54,8	56,7	51,3	52,6	72,3	62,2	55,1	60,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7	648,9	652,3	642,5	657,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87	30-9-87	31-10-87	30-11-87	31-12-87
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 1,3	* 1,3
b) en francs belges ¹	5,8	7,2	5,4	6,2	5,5	5,3	6,4	4,9	5,6	5,0	6,1	3,8	3,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,1	7,5	5,7	6,5	5,8	5,6	6,7	5,2	5,9	5,3	6,4	* 5,4	5,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,6	11,8	12,3	12,7	12,9	14,4	14,1	13,2	13,8	12,7	* 14,1	* 14,0	* 14,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	400,5	386,4	389,8	388,4	396,9	413,9	414,4	406,4	403,8	401,6	*405,4	*403,1	*411,6
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,7	1,6	0,5	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	202,8	199,2	197,4	202,1	201,7	213,2	208,6	208,4	209,4	228,2	*224,4	*219,2	*225,4
TOTAL DU PASSIF ...	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7	648,9	652,3	642,5	657,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	1,4	2,1	0,0	0,1	2,4	0,8	0,0	0,8	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0	0,8	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	1,6	2,2	0,0	0,1	3,1	1,2	0,0	1,6	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	1,5	2,0	2,1	2,0	1,8	2,2	2,1	2,3	1,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	0,4	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0	1,5
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	4,8	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7	3,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	82,3	83,6	96,8	99,8	87,8	94,6	99,2	106,6	92,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,0	14,0	15,0	15,0	* 14,0	* 15,2	* 14,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	62,0	42,4	47,1	46,5	45,9	51,3	45,7	49,9	55,3	68,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	0,8	2,7	0,0	0,1	1,1	0,3	0,0	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0	0,3	2,7	4,9	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	1,0	0,2	0,5	3,9	1,9	0,0	0,0	* 0,9	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	14,6	11,3	15,2	14,5	16,1	15,3	* 16,0	* 13,7	* 18,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3	200,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,2	1,6
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	4,1	4,5	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	2,3	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2	1,0	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	11,6	6,7	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7	3,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	14,3	14,4	14,3	14,7	14,9	15,1	14,5	14,3	14,4
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	86,8	95,6	102,2	107,0	120,5	106,3	112,8	118,2	128,0	110,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	53,8	37,8	37,4	46,9	36,7	45,8	39,8	43,3	45,9	65,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,2	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4	202,3	200,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	23,2	19,2	23,5	21,7	19,8	21,3	19,5	18,0	16,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4	4.255,8	4.395,1
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	204,0	220,2	227,1	231,6	233,9	251,6	240,4	252,3	231,6
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3	4.570,5	4.765,4	4.664,4	4.982,3	5.111,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	12,5	12,8	10,7	13,1	11,0	12,4	10,6	11,7	10,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	11,5	6,8	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5	7,7	3,6
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	529,2	519,8	526,5	499,8	489,4	470,6	422,2	482,6	514,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	561,7	553,3	634,2	730,5	745,0	745,1	842,2	814,1	820,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	609,4	615,1	642,1	638,0	656,0	642,2	689,9	738,3	728,9
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	265,6	266,7	234,4	194,0	174,9	170,8	164,0	164,0	163,7
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	35,5	39,4	49,3	45,4	45,8	51,4	49,1	52,4	52,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	19,3	18,6	18,0	17,7	17,7	16,8	16,9	18,5	18,2
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	79,6	77,1	81,3	80,7	78,5	87,0	83,5	83,6	89,0
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	16,0	15,5	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7	12,8	12,8
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	190,3	191,2	203,3	209,0	202,9	220,3	169,0	181,1	173,3
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	1.143,1	1.224,2	1.202,1
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	19,5	18,6	18,8	20,7	19,4	19,3	18,2	17,6	17,0
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	30,1	30,8	27,4	29,9	29,5	26,8	26,4	25,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	11,6	16,8	9,9	14,4	14,2	16,1	22,7	29,1	27,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	138,2	132,1	113,3	166,4	170,8	174,3	193,5	217,4	204,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	55,1	65,9	69,0	61,8	61,6	63,5	64,6	65,4	66,0
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,5	61,6	60,7	61,6	62,5	67,2	69,1	70,2	120,2
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	533,6	583,3	581,3	536,6	576,0	611,5	581,9	567,8	536,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	505,3	531,0	507,8	569,7	583,0	555,9	590,0	642,2	644,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9	5.684,8	5.852,9	5.805,2	6.221,3	6.314,4
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	2,9	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1	5,7	3,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	* 0,7	* 0,7	* 0,7
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	528,3	519,1	525,8	498,9	488,6	469,8	* 421,5	* 481,9	* 513,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	393,3	413,3	427,9	430,9	481,0	444,5	469,5	* 475,9	* 529,6	* 491,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,7	2,0	1,9	1,5	1,5	2,0	2,4	* 2,0	* 1,5	* 2,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	471,6	484,6	509,1	484,6	518,8	560,1	587,7	574,1	597,7
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3	44,7
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	431,7	444,5	457,3	456,4	450,6	451,1	453,0	* 456,8	* 460,5
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	6,1	6,1	6,0	6,1	6,1	4,3	0,7
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	14,8	17,2	17,6	13,6	20,6	18,6	22,8	33,1	30,7
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	589,0	579,3	605,0	583,1	601,5	649,6	689,0	* 650,4	* 659,8
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6	9.767,8	9.897,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,6	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4	19,4	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5	9,5	
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4	4,4	
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1	145,7	
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4	2,8	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1	456,2	468,6	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	33,9	36,8	31,7	30,3	24,8	24,1	20,0	26,4	16,7	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.405,5	4.119,6	4.188,3	3.899,1	3.932,0	4.091,0	4.004,9	4.364,2	4.531,1	
b) en francs belges	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	204,2	220,3	227,1	231,6	234,6	252,0	240,4	253,1	231,6	
Total des créances sur l'étranger	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	5.249,9	4.970,8	5.074,9	4.802,9	4.846,4	5.044,7	4.948,2	5.337,4	5.487,4	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	14,1	15,3	14,3	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	
b) sur les organismes publics	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	16,0	12,7	13,8	15,6	15,5	20,0	13,0	12,6	8,9	
c) sur les banques de dépôts	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	534,0	521,6	531,9	505,9	493,1	477,4	* 425,3	* 488,3	* 517,6	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat¹ :																
a) à un an au plus	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	681,0	673,9	768,0	867,3	869,8	876,7	978,4	* 957,7	* 949,6	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	636,8	642,5	670,4	666,3	685,3	671,5	* 721,3	* 770,9	* 761,1	(7)
— autres	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	303,1	304,2	271,9	231,5	212,4	208,3	* 201,5	* 201,4	* 201,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics² :																
a) à un an au plus	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	87,6	77,9	86,5	95,8	91,3	97,1	97,1	* 99,0	* 107,7	* 121,1	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	20,0	19,3	18,8	18,5	18,5	17,6	* 17,7	* 19,3	* 19,0	(8)
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	79,6	77,1	81,3	80,7	78,5	87,0	* 83,5	* 83,6	* 89,0	(8)
3. Sur les entreprises³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	16,3	17,6	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7	12,8	12,8	(9)
b) effets commerciaux	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	191,1	201,7	203,5	209,1	204,0	220,6	169,0	* 181,1	* 173,3	(9)
c) avances	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	1.143,1	* 1.224,2	* 1.202,5	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,6	0,6	* 0,6	* 0,6	* 0,6	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	19,7	18,8	19,0	20,7	19,5	19,3	* 18,2	* 17,6	* 17,0	(11)
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	30,1	30,8	27,4	29,9	29,5	* 26,8	* 26,4	* 25,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3	102,0	(12)
b) autres	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	13,9	17,2	11,2	20,3	15,8	18,8	27,6	29,1	27,1	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	139,2	132,3	113,8	170,3	172,6	174,3	* 193,5	* 218,3	* 204,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	55,4	66,2	69,3	62,1	61,9	63,8	* 64,9	* 65,7	* 66,3	(14)
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,5	61,6	60,7	61,6	62,5	67,2	* 69,1	* 70,2	* 120,2	(14)
D. Autres	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	626,6	659,2	682,4	622,1	646,2	668,5	* 641,3	* 638,2	* 626,7	(15)
TOTAL DE L'ACTIF	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.746,7	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87	30-9-87	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	5.579,1	5.670,4	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	511,2	537,7	513,2	574,5	587,9	561,7	596,2	648,7	649,0	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	5.690,0	5.859,0	5.811,7	6.228,1	6.319,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	14,1	15,3	14,3	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	4,1	5,2	5,9	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9	3,8	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	5,2	2,6	6,8	8,2	5,3	11,7	4,3	6,7	4,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	539,9	526,2	532,4	509,0	498,8	480,7	429,1	489,6	517,2	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	390,1	394,3	389,4	416,8	402,7	415,6	402,9	428,7	416,0	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	480,5	509,1	530,3	538,2	601,8	551,1	582,5	594,5	657,9	601,9	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	56,2	40,5	40,1	48,4	38,4	48,0	42,3	45,4	47,9	67,8	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	639,8	653,8	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	471,6	484,6	509,1	484,6	518,8	560,1	587,7	574,1	597,7	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	41,3	44,7	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	431,7	444,3	457,3	456,4	450,6	451,1	453,0	456,8	460,5	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	127,3	124,4	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	6,1	6,1	6,0	6,1	6,1	4,3	0,7	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	14,8	17,2	17,9	13,6	20,6	18,6	22,8	33,3	30,7	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	864,2	830,1	853,1	821,6	809,6	852,4	891,1	859,0	888,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	10.614,7	10.746,7	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

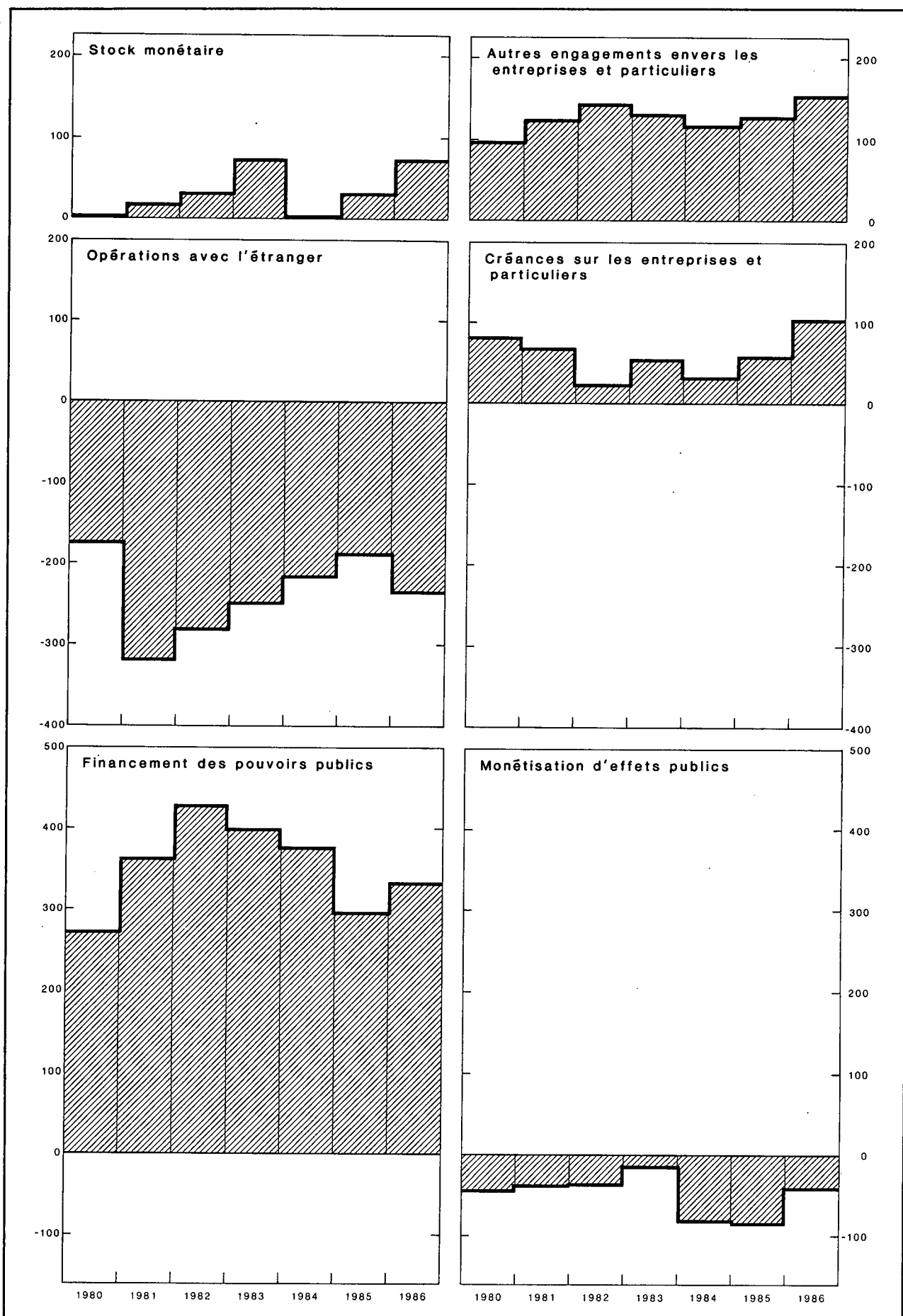
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note *).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+ 158,9	- 188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,8	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,8	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 50,6	+ 11,7
1985 3 ^e trimestre .	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre .	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	+ 0,7	- 4,1	- 0,8	+ 127,5	+ 12,2	- 18,3	- 2,1	- 11,4	+ 13,5
2 ^e trimestre .	+ 81,0	- 12,2	- 1,8	- 18,8	+ 48,2	- 114,7	+ 39,3	- 0,9	+ 5,7	+ 1,0	+ 84,5	- 6,2	- 11,0	+ 19,1	+ 52,4	- 21,0
3 ^e trimestre .	- 55,3	+ 51,1	- 4,5	+ 8,3	- 0,4	- 39,2	- 15,6	+ 1,7	+ 2,1	+ 1,7	+ 27,9	+ 3,5	- 10,9	- 6,0	- 5,6	+ 40,0
4 ^e trimestre .	+ 38,7	+ 78,1	+ 0,5	- 15,1	+ 102,2	- 29,1	+ 64,8	- 0,6	- 0,6	+ 1,2	+ 96,0	- 0,2	- 19,7	- 4,0	+ 15,2	- 20,8
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 2,3	+ 46,5	+ 2,5	+ 6,2	+ 57,5	* - 44,6	+ 35,0	* - 2,7	+ 1,7	- 3,4	* + 121,9	* - 2,5	- 7,5	- 12,8	* + 18,3	* - 45,9
2 ^e trimestre .	+ 91,8	- 1,5	+ 6,0	+ 7,8	+ 104,1	- 16,5	+ 91,1	* - 0,4	+ 0,1	+ 3,1	* + 41,4	* + 7,6	* - 4,3	+ 15,3	* + 15,1	* - 48,4
3 ^e trimestre .	- 49,0	+ 33,9	+ 7,2	- 2,9	- 10,8	* - 39,0	- 29,5	* - 1,4	- 3,6	+ 1,3	* + 4,3	* + 17,8	* - 7,5	- 2,0	* + 37,7	* + 11,1

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	427,4	529,8	924,1	40,6	964,7
1986 Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	106,9	431,0	538,2	927,6	48,4	976,0
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	481,1	601,8	1.018,6	38,4	1.057,0
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	106,4	444,4	551,0	953,7	48,0	1.001,7
Octobre	14,9	403,4	406,0	0,3	117,2	440,5	558,0	964,0	52,3	1.016,3
Novembre	14,9	404,2	407,1	0,2	113,7	445,5	559,4	966,5	53,3	1.019,8
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	*111,2	469,5	*580,9	*996,5	*44,0	1.040,5
1987 Janvier	14,9	398,3	401,4	0,3	*138,4	*466,5	*605,2	*1.006,6	*43,0	1.049,6
Février	14,5	402,1	404,3	0,5	*112,8	*447,5	*560,8	*965,1	*41,6	1.006,7
Mars	14,5	401,1	402,9	0,3	*116,3	*475,9	*592,5	*995,4	*47,5	1.042,9
Avril	14,6	409,8	411,5	0,3	*130,7	*473,2	*604,2	*1.015,7	*51,9	1.067,6
Mai	14,7	428,2	428,5	0,2	*119,2	*489,0	*608,4	*1.036,9	*46,9	1.083,8
Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	*126,2	*529,3	*655,8	*1.084,5	*50,2	1.134,7
Juillet	14,2	419,6	420,6	0,3	*128,1	*496,2	*624,6	*1.045,2	*44,4	1.089,6
Août	14,1	417,7	418,0	0,4	*122,4	*493,1	*615,9	*1.033,9	*49,9	1.083,8
Septembre	14,3	414,4	416,0	0,4	*110,4	*491,1	*601,9	*1.017,9	*67,8	1.085,7
Octobre	14,2	419,5	420,8	0,4	*109,6	*499,6	*609,6	*1.030,4	*56,5	1.086,9

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,3	107,9	616,2	999,7	40,6	15,4	56,0	1.055,7
1986 Mars	379,2	514,9	103,9	618,8	998,0	48,4	12,8	61,2	1.059,2
Juin	405,8	579,6	122,2	701,8	1.107,6	38,4	18,9	57,3	1.164,9
Septembre	394,1	532,5	121,4	653,9	1.048,0	48,1	20,8	68,9	1.116,9
Décembre	403,6	562,4	120,9	683,3	1.086,9	42,3	14,8	57,1	1.144,0
1987 Mars	392,8	570,4	124,0	694,4	1.087,2	45,5	9,1	54,6	1.141,8
Juin	417,6	635,0	137,5	772,5	1.190,1	47,9	19,6	67,5	1.257,6

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3	+ 118,3	+ 2,4
1985 3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	- 656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	- 1,5	- 38,8
4 ^e trimestre .	296,7	- 1.019,8	- 723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 52,6	+ 15,6
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	- 1.009,3	- 727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 35,6	+ 18,0
2 ^e trimestre .	309,3	- 1.115,4	- 806,1	+ 28,2	- 114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	- 114,7	+ 32,4	- 54,1
3 ^e trimestre .	267,6	- 1.111,3	- 843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre .	272,0	- 1.086,3	- 814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	- 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre .	277,4	- 1.140,9	- 863,5	+ 2,1	- 71,4	- 69,3	* - 26,4	+ 1,7	* - 44,6	+ 16,0	- 53,3
2 ^e trimestre .	346,8	- 1.237,5	- 890,7	+ 75,7	- 25,4	+ 50,3	* + 66,7	+ 0,1	- 16,5	- 12,4	+ 52,4
3 ^e trimestre .	370,7	- 1.203,0	- 832,3	+ 15,7	- 9,0	+ 6,7	* + 49,3	- 3,6	* - 39,0	.	+ 52,2

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 7.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	-125,4	180,8	+44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	-123,9	95,4	-93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	-130,9	52,0	-37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	-8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,4
1985 4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	+5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	-127,2	123,1	+2,4
2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	-152,4	124,9	+0,8
3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	-116,5	125,0	+2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	-121,3	132,0	+0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	-119,1	196,5	+70,8
3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	+8,3
4 ^e trimestre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,4
1986 Décembre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+0,1
1987 Janvier	58,2	41,0	136,5	37,6	2,4	275,7	7,5	0,0	23,6	31,1	-120,4	124,2	-3,7
Février	58,2	39,5	136,5	38,4	2,7	275,3	5,7	0,0	23,6	29,3	-118,3	127,7	+5,3
Mars	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	-121,3	132,0	-0,9
Avril	57,7	40,4	139,0	66,8	2,7	306,6	5,8	0,0	23,6	29,4	-119,8	157,4	+27,3
Mai	57,7	38,3	139,1	72,0	2,8	309,9	5,6	0,0	23,6	29,2	-119,4	161,3	+12,5
Juin	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	-119,1	196,5	+31,0
Juillet	57,7	36,4	143,8	118,2	2,9	359,0	5,2	0,0	23,6	28,8	-121,1	209,1	+8,4
Août	57,7	34,7	143,8	120,5	2,9	359,6	5,8	0,0	23,6	29,4	-120,3	209,9	+1,2
Septembre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	-1,3
Octobre	57,6	34,3	152,9	121,0	2,8	368,6	6,4	0,0	23,6	30,0	-127,4	211,2	-1,1
Novembre	57,5	46,3	152,9	110,1	2,7	369,5	5,4	0,0	23,6	29,0	-128,0	212,5	+1,6
Décembre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,4

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 8 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	144,0	806,9	13,2	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	139,3	794,2	13,4	946,9	2.196,2
Septembre ..	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	133,0	771,5	11,5	916,0	2.149,7
Décembre ...	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	122,7	747,4	16,2	886,3	2.219,8
Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	.	794,4	.	932,0	2.356,6
Septembre *	240,3	225,1	160,9	17,4	751,4	1.395,1	.	796,9	.	929,9	2.325,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1)+(3) (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8)+(10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre ..	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre ...	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,8	10,4	15,3	203,1	981,2	1.199,6	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
Décembre ...	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre ..	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre ...	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	9,7	43,8	53,5	23,8	82,0	804,8	910,6	0,9
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
Décembre ...	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,9	38,9	44,8	19,1	67,5	800,6	887,2	0,9
Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,5	40,6	15,7	66,8	806,8	889,3	0,7
C. Total												
1979	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre ..	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre ...	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	14,3	49,6	63,9	39,1	285,1	1.786,0	2.110,2	1,1
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4
Décembre ...	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,7	40,6	51,3	31,9	248,6	2.024,8	2.305,3	1,0
Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	36,4	46,1	28,5	240,1	2.010,3	2.278,9	0,7

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9) = (3) + (6)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
C. Total											
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre ..	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre ...	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,6	10,2	15,3	203,3	981,2	1.199,8	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre ..	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
Décembre ...	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1979	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre ..	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre ...	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	8,0	37,5	45,5	25,5	88,3	804,8	918,6	1,2
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre ..	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
Décembre ...	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,2	31,3	36,5	19,8	75,1	800,6	895,5	1,0
Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,0	40,1	15,7	67,3	806,8	889,8	0,7
C. Total												
1979	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre ..	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre ...	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	12,6	43,1	55,7	40,8	291,6	1.786,0	2.118,4	1,4
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre ..	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4
Décembre ...	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,0	33,0	43,0	32,6	256,2	2.024,8	2.313,6	1,1
Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	35,9	45,6	28,5	240,6	2.010,3	2.279,4	0,7

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Encaisse en or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5
Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6
Écus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9
Monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4
Autres	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4
Avances au F.M.I.	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—	—
Banques	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3
Fonds publics	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8
Total de l'actif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Billets en circulation	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7
Valeurs à payer	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4
Autres accords	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9
Réserve monétaire :									
Belgique	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
Réserve extraordinaire	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Total du passif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1986 6 octobre	1987 5 octobre	1986 7 novembre	1987 9 novembre	1986 8 décembre	1987 7 décembre	1987 5 janvier	1988 4 janvier
Encaisse en or	58,2	57,6	58,2	57,6	58,2	57,5	58,2	57,3
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,1	19,4	22,4	19,1	22,2	19,1	22,4	19,1
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	10,7	9,5	12,2	11,5	13,6	23,8	13,6	23,1
Ecus	134,8	145,7	138,9	152,9	138,9	152,9	138,9	152,9
Monnaies étrangères	35,3	135,9	35,1	120,8	34,1	110,7	33,7	112,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	18,4	26,5	18,4	24,9	18,4	24,9	18,4	24,9
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	2,7	2,9	2,7	2,8	2,7	2,7	2,4	2,3
Avances au F.M.I.	5,9	4,4	5,9	4,4	5,9	4,4	5,9	4,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,1	15,1	0,2	1,0	0,2	1,2	0,0	0,0
Effets de commerce	5,3	0,5	6,7	0,4	2,2	3,1	1,5	0,4
Avances sur nantissement	6,2	0,0	0,0	1,6	0,1	1,2	0,0	0,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	190,2	109,3	188,2	124,4	197,8	120,3	206,1	126,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,2	1,6	1,2	1,5	1,1	1,3	1,0	1,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,7	3,8	3,6	3,9	4,1	3,8	4,9	3,7
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4
Fonds publics	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2
Immeubles, matériel et mobilier	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4
Divers	24,5	23,4	21,0	24,2	26,9	24,2	32,6	26,7
	614,4	654,6	609,7	650,0	621,4	650,1	634,7	654,4
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	16,3	12,1	15,5	11,4	15,1	10,9	13,8	10,3
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	180,0	210,0	180,0	210,0	180,0	210,0	180,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1986 6 octobre	1987 5 octobre	1986 7 novembre	1987 9 novembre	1986 8 décembre	1987 7 décembre	1987 5 janvier	1988 4 janvier
Billets en circulation	405,3	420,4	402,5	418,0	405,9	419,3	413,9	424,1
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	1,8	2,3	1,9	1,6	1,9	3,9	2,5	1,6
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	15,8	7,1	10,6	13,7	18,2	8,6	20,9	8,0
Accords d'aide financière	3,7	3,8	3,6	4,0	4,1	3,8	4,9	3,8
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	134,8	145,7	138,9	152,9	138,9	152,9	138,9	152,9
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,1	16,1	0,2	0,5	0,3	1,2	0,0	0,0
Divers	13,1	15,4	12,2	16,5	12,3	17,6	13,8	21,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	15,8	18,8	15,8	18,8	15,8	18,8	15,8	18,8
	614,4	654,6	609,7	650,0	621,4	650,1	634,7	654,4
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale¹	16,3	12,1	15,5	11,4	15,1	10,9	13,8	10,3

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³		(moyennes mensuelles ou mois)					
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	98,0	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1985 4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
2 ^e trimestre	1.206	308,3	102,1	544,4	1.037,6	541,1	1.037,6	3.160,7	97
3 ^e trimestre	1.204	284,7	96,1	474,6	908,2	488,7	908,2	2.779,7	97
4 ^e trimestre	1.203	281,7	94,0	494,7	908,8	471,1	908,8	2.783,4	97
1986 Décembre	1.232	282,5	92,7	510,3	856,9	460,3	856,9	2.684,4	97
1987 Janvier	1.214	337,0	98,9	529,4	1.128,1	548,6	1.128,1	3.334,2	98
Février	1.211	287,1	104,0	532,8	1.100,2	557,6	1.100,2	3.290,8	97
Mars	1.209	293,2	96,5	507,0	1.064,6	511,2	1.064,6	3.147,4	97
Avril	1.208	311,5	98,1	550,4	1.013,1	537,7	1.013,1	3.114,3	98
Mai	1.207	281,0	104,8	544,3	1.032,3	541,6	1.032,3	3.150,5	97
Juin	1.206	332,6	103,2	538,5	1.067,3	544,1	1.067,3	3.217,2	97
Juillet	1.206	312,4	96,4	532,0	944,8	531,7	944,8	2.953,3	97
Août	1.205	274,8	95,0	443,7	860,9	463,1	860,9	2.628,6	97
Septembre	1.204	266,3	97,0	448,0	918,9	471,3	918,9	2.757,1	97
Octobre	1.204	277,2	92,1	506,1	918,4	483,4	918,4	2.826,3	98
Novembre	1.203	270,0	96,9	470,2	882,7	470,1	882,7	2.705,7	97
Décembre	1.203	297,8	93,1	507,9	925,1	460,0	925,1	2.818,1	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 oct.	1987 31 oct.	1986 30 nov.	1987 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,2	18,5	16,2	15,9	12,8	13,7	12,6	14,8
Prêts au jour le jour	90,4	146,6	175,0	206,9	205,7	278,2	265,8	359,0
Banquiers	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.366,2	2.281,6	2.617,5	2.243,3	2.543,1
Maison-mère, succursales et filiales	949,9	1.133,1	1.338,9	1.509,1	1.471,3	1.695,7	1.540,0	1.708,4
Autres valeurs à recevoir à court terme	49,4	64,2	68,4	70,7	79,2	84,2	72,3	74,1
Portefeuille-effets	823,5	885,9	938,1	1.185,0	1.185,8	1.224,3	1.196,4	1.200,4
a) Effets publics	562,9	569,7	644,5	843,6	861,4	952,6	869,6	937,9
b) Effets commerciaux ^a	260,6	316,2	293,6	341,4	324,4	271,7	326,8	262,5
Reports et avances sur titres	2,1	2,8	4,3	6,8	6,2	7,7	5,9	6,0
Débiteurs par acceptations	69,5	60,8	54,8	46,0	47,6	40,1	47,1	38,0
Débiteurs divers	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.930,7	1.903,5	2.139,7	1.902,2	2.136,9
Valeurs mobilières	914,7	1.122,7	1.423,1	1.567,6	1.545,3	1.617,6	1.545,9	1.614,9
a) Fonds publics belges	735,6	828,8	985,5	1.027,0	1.005,0	1.074,7	999,5	1.070,9
b) Autres titres d'emprunt	177,2	289,7	419,0	523,2	522,9	511,9	529,3	509,8
c) Actions et parts de sociétés	1,6	2,5	2,2	2,4	2,2	13,5	2,1	17,4
d) Autres valeurs mobilières	0,3	1,7	16,4	15,0	15,2	17,5	15,0	16,8
Valeurs de la réserve légale	3,3	3,7	3,8	4,7	4,6	5,2	4,6	5,2
Participations	43,3	47,2	33,4	36,9	37,3	48,8	37,0	50,7
a) Filiales	28,8	31,9	17,3	21,4	20,7	31,7	21,1	32,9
b) Autres participations	14,5	15,3	16,1	15,5	16,6	17,1	15,9	17,8
Frais de constitution et de premier établissement	1,6	1,9	2,2	2,4	2,6	2,9	2,6	2,9
Immeubles	24,4	24,6	25,7	26,9	27,4	28,1	27,4	28,3
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,8	1,8	2,1	2,1	1,8	2,1
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	6,9	8,4	10,0	10,7	11,6	11,8	11,9	11,9
Divers	193,2	264,6	266,8	258,2	217,7	245,0	229,0	261,3
Total de l'actif	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.042,4	10.062,7	9.145,9	10.058,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	123,9	83,7	82,3	57,3	59,8	54,9	58,0	51,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,5	1,4	0,5	0,3	0,0	0,3	3,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

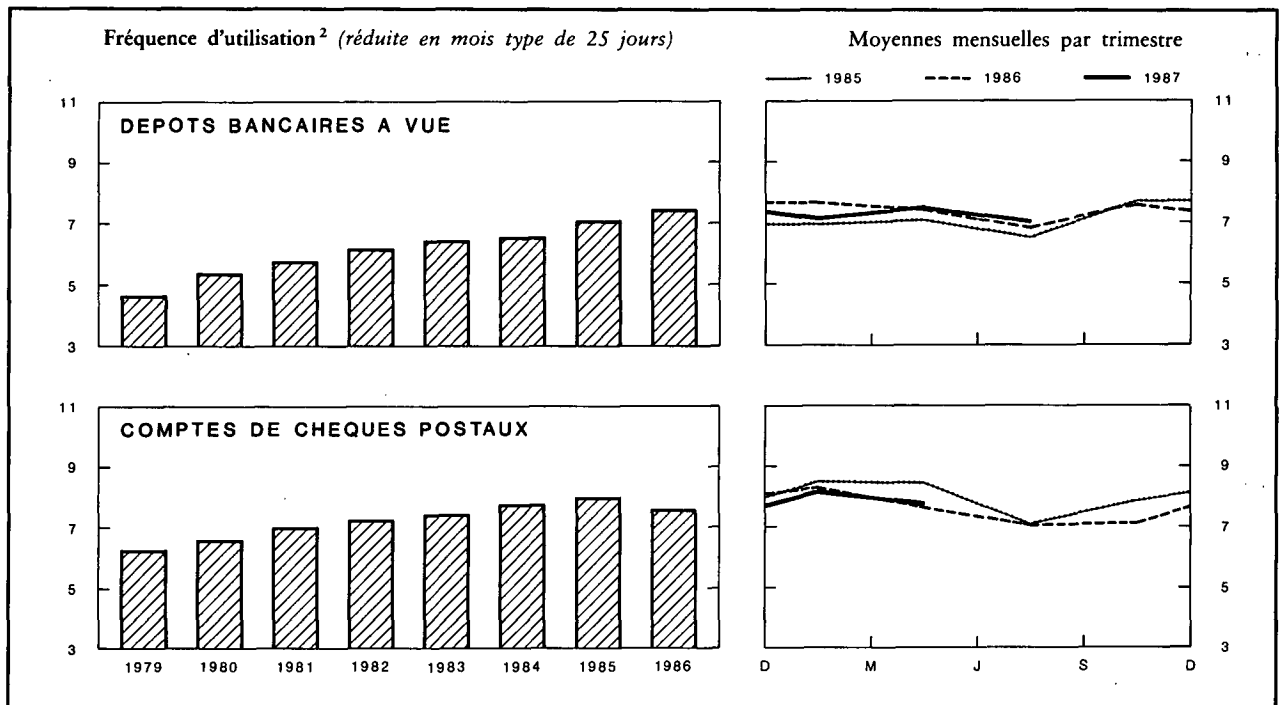
Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 oct.	1987 31 oct.	1986 30 nov.	1987 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	10,9	8,9	29,1	5,6	6,4	5,4	6,0
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	7,3	8,4	8,2	8,2	5,6	6,2	5,2	5,8
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,2	2,5	0,7	20,9	0,0	0,2	0,2	0,2
Emprunts au jour le jour	168,1	257,7	330,6	422,3	346,1	385,4	443,6	411,3
a) Couverts par des sûretés réelles	8,1	5,5	8,5	6,7	4,9	4,6	2,2	2,6
b) Non couverts par des sûretés réelles	160,0	252,2	322,1	415,6	341,2	380,8	441,4	408,7
Banquiers	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.433,3	4.485,7	4.806,6	4.419,2	4.695,9
Maison-mère, succursales et filiales	701,7	921,4	931,8	853,9	776,0	1.014,3	827,8	1.113,3
Acceptations	69,5	61,1	54,8	46,0	47,6	40,1	47,1	38,0
Autres valeurs à payer à court terme	39,3	51,5	61,9	81,7	81,8	91,5	69,7	78,3
Créditeurs pour effets à l'encaissement	6,2	8,1	7,4	5,6	4,9	5,1	5,5	4,7
Dépôts et comptes courants	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.399,2	2.322,5	2.680,9	2.345,1	2.666,5
a) A vue	489,6	504,5	557,8	618,5	581,3	668,4	585,6	673,6
b) A un mois au plus	403,1	485,1	495,0	580,2	564,7	676,5	565,7	665,8
c) A plus d'un mois	469,5	505,0	507,6	512,3	522,7	583,7	537,3	569,0
d) A plus d'un an	10,6	10,7	15,2	13,8	13,3	25,5	13,4	26,4
e) A plus de deux ans	44,4	42,7	49,8	58,0	58,8	58,3	56,9	58,6
f) Carnets de dépôts	426,8	466,4	536,9	613,2	578,8	664,5	583,2	669,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,5	2,0	3,2	2,9	4,0	3,0	3,9
Obligations et bons de caisse	352,3	390,8	444,0	450,3	449,2	458,6	448,4	459,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,7	1,4	1,3	1,5	1,4	1,5	1,4
Divers	201,1	259,1	304,1	289,9	285,1	315,5	299,4	330,0
<i>Total de l'exigible</i>	6.988,1	8.120,9	8.663,9	9.012,6	8.806,0	9.805,8	8.912,7	9.804,4
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	40,7	58,2	49,3	58,9	61,8	69,5	59,5	66,0
<i>Non exigible :</i>								
Capital	65,8	68,4	77,6	85,9	85,9	90,2	85,1	90,2
Fonds indisponible par prime d'émission	5,1	5,5	5,3	12,4	12,4	12,7	12,4	12,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,3	3,7	3,8	4,6	4,6	5,2	4,6	5,2
Réserve disponible	29,5	31,5	35,0	39,9	40,0	43,7	40,0	43,7
Autres réserves	11,3	11,7	11,5	20,4	19,8	22,3	19,7	22,3
Provisions	8,0	8,8	10,5	11,9	11,9	13,3	11,9	13,6
<i>Total du non exigible</i>	123,0	129,6	143,7	175,1	174,6	187,4	173,7	187,7
Total du passif	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.042,4	10.062,7	9.145,9	10.058,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1985 3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
1985 4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
1986 2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
1986 3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
1986 4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
1987 2 ^e trimestre	2.943,8	909,8	3.853,6	7,43	7,52	7,78
1987 3 ^e trimestre	2.791,8			7,28	7,08	
1986 Octobre	2.567,7	686,1	3.253,8	8,07	7,47	6,83
1986 Novembre	2.532,3	844,7	3.377,0	6,61	7,18	7,93
1986 Décembre	3.005,3	706,7	3.712,0	8,19	7,87	6,66
1987 Janvier	2.563,8	887,2	3.451,0	7,20	6,92	7,91
1987 Février	2.695,8	1.034,6	3.730,4	7,03	7,32	8,72
1987 Mars	2.563,8	878,1	3.441,9	7,33	7,05	7,97
1987 Avril	2.920,4	825,8	3.746,2	7,80	7,80	7,30
1987 Mai	2.696,8	995,8	3.692,6	6,72	7,00	8,29
1987 Juin	3.214,2	907,8	4.122,0	7,77	7,77	7,71
1987 Juillet	3.019,0			7,74	7,44	
1987 Août	2.637,6			6,75	6,75	
1987 Septembre	2.718,9			7,32	7,04	
1987 Octobre	2.855,5			7,86	7,28	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

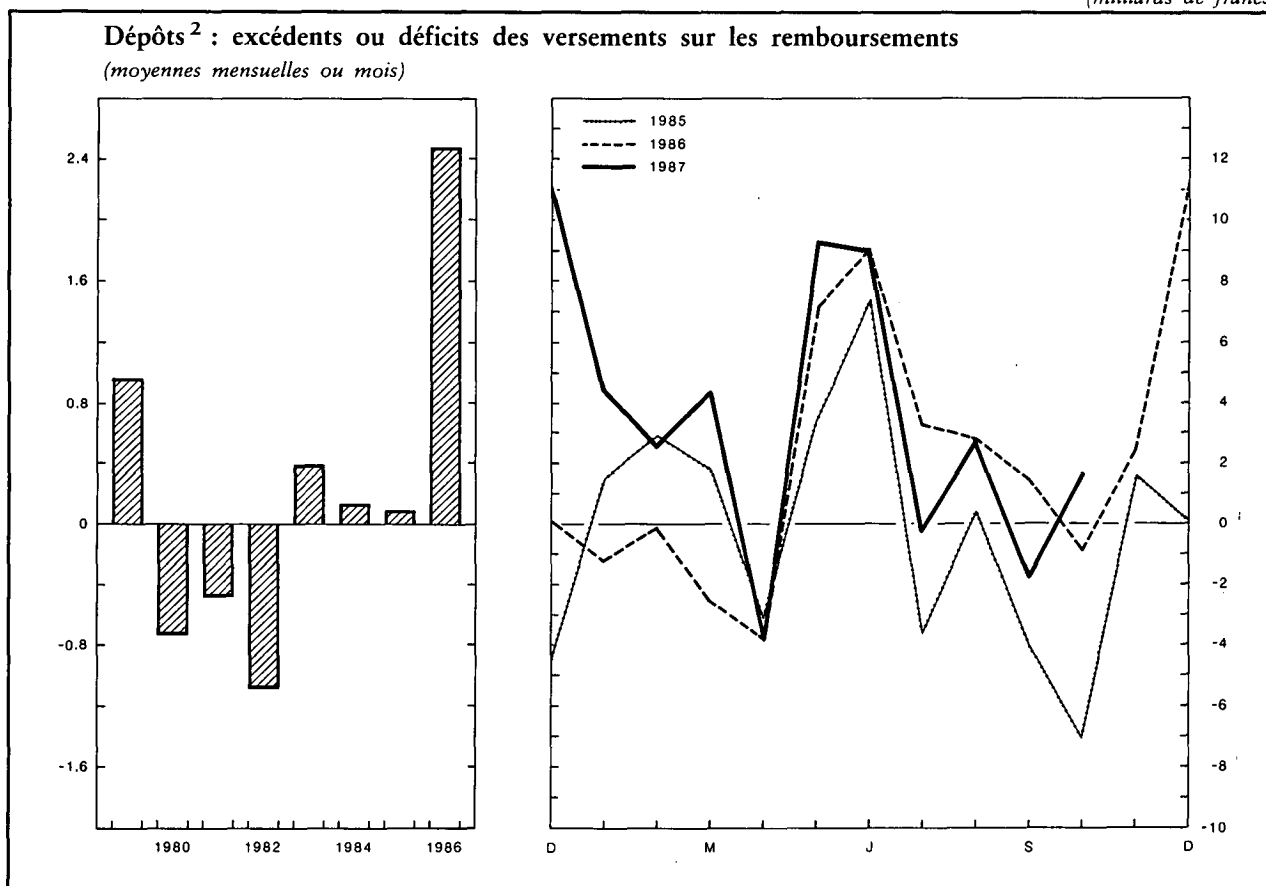
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Janvier	26,6	176,1	0,0	0,0	40,0	0,0	0,0	160,6
Février	27,6	186,7	0,0	0,0	42,6	0,0	0,0	168,8
Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Avril	27,5	196,1	0,0	0,0	48,4	0,0	0,0	166,1
Mai	41,1	148,4	0,0	0,0	43,6	1,9	0,0	138,2
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Juillet	38,1	174,9	0,0	0,0	36,2	0,7	1,1	174,9
Août	35,6	197,3	0,0	0,0	36,3	3,1	0,0	191,0
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Octobre	42,4	191,7	0,0	0,0	39,1	0,0	0,1	191,7
Novembre	43,7	197,5	0,0	0,0	41,6	0,3	0,0	194,1
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période) (4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1985 3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	265,9	842,7
2 ^e trimestre	533,8	519,2	14,6	591,4	267,8	859,2
3 ^e trimestre	509,3	508,4	0,9	592,3	269,4	861,7
1986 Octobre	159,6	160,4	- 0,8	530,3	265,2	795,5
Novembre	138,9	136,5	2,4	532,7	265,2	797,9
Décembre	167,5	156,3	11,2	565,3	263,6	828,9
1987 Janvier	171,5	167,0	4,5	569,8	264,5	834,3
Février	166,4	163,8	2,6	572,4	265,4	837,8
Mars	167,7	163,3	4,4	576,8	265,9	842,7
Avril	169,0	172,7	- 3,7	573,1	266,5	839,6
Mai	170,4	161,1	9,3	582,4	267,0	849,4
Juin	194,4	185,4	9,0	591,4	267,8	859,2
Juillet	179,5	179,7	- 0,2	591,2	268,4	859,6
Août	156,1	153,4	2,7	593,9	269,1	863,0
Septembre	173,7	175,3	- 1,6	592,3	269,4	861,7
Octobre	184,3	182,6	1,7	594,0	269,7	863,7

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues ; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1986 les intérêts capitalisés s'élèvent à 21,3 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,4	5,0	6,3
Prêts au jour le jour	1,2	6,1	2,7
Banquiers	57,2	71,9	119,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,8	2,3	2,2
Portefeuille-effets	139,4	148,0	179,0
a) effets publics	(124,0)	(135,8)	(168,9)
b) effets commerciaux	(15,4)	(12,2)	(10,1)
Reports et avances sur titres	0,6	0,6	0,7
Débiteurs par acceptation	0,1	0,0	0,2
Débiteurs divers	370,4	386,2	396,8
Valeurs mobilières	293,4	352,6	381,2
a) fonds publics belges	(281,2)	(333,1)	(354,1)
b) autres titres d'emprunts	(12,2)	(19,5)	(27,1)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(0,0)
Participations	1,6	1,6	1,7
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,9)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,8)
Immeubles	9,4	11,4	12,1
Matériel et mobilier	0,8	1,0	1,5
Divers	42,8	46,1	45,8
Compte de résultats :			
perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	925,1	1.032,8	1.149,5
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	1,3	3,3
Banquiers	69,8	99,7	133,6
Acceptations	0,1	0,0	0,2
Autres valeurs à payer à court terme	1,6	1,7	1,8
Dépôts et comptes courants	552,1	598,5	657,5
a) à vue et à un mois au plus	(469,0)	(505,8)	(561,0)
b) à plus d'un mois	(83,1)	(92,7)	(96,5)
Obligations et bons de caisse	230,8	255,0	265,3
Divers	50,4	55,7	65,7
Total de l'exigible ...	905,9	1.013,0	1.128,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	18,2	19,2	19,8
Comptes de résultats :			
bénéfice de l'exercice	1,0	0,6	1,2
Total du passif ...	925,1	1.032,8	1.149,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	—	—
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,2	0,4	0,6
— Titres à revenu fixe	33,7	33,7	59,2
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	22,7	24,8	28,2
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,4	1,2	1,1
— autres	1,0	1,6	3,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	1,3	0,8
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,3	2,5	4,6
Total de l'actif ...	64,6	67,6	99,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	—	0,0	0,2
Réserves disponibles	12,7	13,8	14,3
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,7	0,8	0,8
Bénéfice reporté	0,1	—	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	34,6	37,6	69,4
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,2	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,2	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,2	12,9	12,5
Autres provisions techniques	—	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,3	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,4	0,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	0,1	0,1	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	—	0,0
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,8	0,9	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	64,6	67,6	99,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0
2. garantis par banques et organismes financiers ...	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1
Crédits commerciaux	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3
2. autres ²	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4
Débiteurs divers	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8
Divers	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1
Total de l'actif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4
EXIGIBLE :									
Obligations	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6
Bons de caisse	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0
Dépôts et emprunts divers	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0
Effets réescomptés	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3
Créditeurs divers	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4
Provisions pour charge et risques divers	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4
2. Autres ³	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3
Total du passif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 oct.	1987 31 oct.	1986 30 nov.	1987 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,5	3,0	3,1	3,0	2,8	2,9	2,6	3,2
Prêts au jour le jour	2,3	5,7	2,5	3,7	1,7	5,8	1,5	2,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	36,3	42,5	41,8	64,8	56,1	97,0	56,3	93,0
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	4,6	8,2	7,4	7,3	4,0	4,0	3,8	4,0
Effets de commerce et factures	7,7	6,5	5,0	4,5	5,0	4,5	5,0	4,4
Débiteurs par acceptations	1,4	1,6	0,2	0,6	0,4	0,1	0,6	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	87,1	99,9	120,0	147,8	144,0	172,9	145,1	174,6
Portefeuille-titres et participations	442,8	518,3	608,4	683,6	669,3	740,2	675,3	740,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(71,6)	(66,6)	(80,5)	(67,5)	(74,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(321,7)	(325,2)	(370,9)	(324,5)	(372,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(192,5)	(186,6)	(195,3)	(191,1)	(197,0)
c) Obligations de sociétés belges	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(22,5)	(22,6)	(20,1)	(22,7)	(19,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(14,2)	(14,1)	(14,9)	(14,2)	(15,0)
e) Autres valeurs	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(61,1)	(54,2)	(58,5)	(55,3)	(62,6)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	262,3	258,9	265,7	290,1	285,4	301,3	286,8	303,5
Actionnaires ou sociétaires	3,1	2,9	2,7	2,6	2,7	2,5	2,6	2,5
Débiteurs divers	5,2	7,4	6,9	6,3	5,6	8,8	5,5	8,7
Divers	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	855,7	955,3	1.064,0	1.214,6	1.177,3	1.340,3	1.185,4	1.337,8
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,9	8,5	9,2	9,0	9,6	9,6	9,7	9,7
Leasing immobilier	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	1,0	0,5	1,0
Matériel et mobilier	1,2	1,6	1,9	2,4	2,1	2,8	2,1	2,9
Leasing mobilier	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,1	10,7	11,8	12,2	12,4	13,6	12,5	13,8
Comptes transitoires ¹	33,0	38,9	49,5	53,7	53,0	62,2	57,8	65,7
Total de l'actif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.242,7	1.416,1	1.255,7	1.417,3
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	825,7	927,9	1.040,4	1.189,2	1.152,6	1.308,9	1.162,8	1.306,5
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	812,1	913,9	1.023,8	1.167,7	1.130,3	1.290,1	1.142,1	1.287,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 oct.	1987 31 oct.	1986 30 nov.	1987 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	475,3	544,9	506,2	605,0	570,6	688,0	576,3	687,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	112,6	127,7	142,1	149,1	149,9	166,8	149,6	168,4
c) de cinq ans ou plus	216,8	228,8	250,4	251,2	253,8	234,2	252,9	232,3
Réserves techniques	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,4	6,7	8,4	8,2	6,5	8,5	6,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,9	2,4	2,8	2,9	2,5	1,9	2,5	2,0
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,3	2,0	107,2	130,7	117,0	149,0	118,8	147,3
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	5,0	0,0	0,6	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
Mobilisation d'actifs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,9	0,1	0,9
Autres engagements à un mois maximum	2,9	3,3	3,4	3,2	1,6	2,2	1,6	2,3
Créditeurs divers	1,7	2,0	2,3	2,9	3,0	3,3	2,4	3,1
Provisions pour charges	5,3	6,0	4,9	4,8	4,2	6,0	4,4	6,2
Divers	0,4	0,3	2,4	10,5	6,5	11,9	10,6	11,6
Total de l'exigible	831,3	924,2	1.029,4	1.169,0	1.117,8	1.271,0	1.128,2	1.268,1
Fonds propres :								
a) capital	14,1	16,7	20,9	22,8	22,4	24,4	22,6	25,2
b) réserve légale	1,0	1,2	1,3	1,5	1,5	1,6	1,4	1,6
c) autres réserves	13,9	15,6	18,8	24,7	19,9	26,7	19,9	26,1
Comptes de redressements d'actifs	6,6	8,0	9,9	12,2	9,9	12,4	9,9	12,4
Comptes transitoires ¹	32,9	39,2	45,0	50,3	71,2	80,0	73,7	83,9
Total du passif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.242,7	1.416,1	1.255,7	1.417,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces	Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont :						Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat	à fin de période							
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1985 4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
3 ^e trimestre ...	9,3	1,6	3,7	15,1	25,2	557,5	17,2	23,1	53,3	261,6
1986 Novembre	2,6	0,3	1,4	3,7	21,1	558,2	15,4	24,1	48,4	66,9
Décembre	3,6	0,5	1,8	3,2	21,6	560,5	15,4	23,6	47,3	92,4
1987 Janvier	3,3	0,5	2,0	5,8	21,5	550,3	14,5	28,0	54,7	100,8
Février	2,7	0,8	1,3	4,4	22,2	553,0	16,4	18,9	54,1	52,4
Mars	4,1	0,6	0,8	5,3	22,7	557,4	15,7	21,3	48,6	57,8
Avril	3,1	0,4	0,5	2,5	24,5	551,5	18,0	20,0	48,0	56,2
Mai	2,3	0,6	0,9	3,7	24,8	553,1	20,6	21,8	46,0	59,6
Juin	3,6	0,4	1,1	4,4	25,6	556,7	17,8	22,9	48,0	46,5
Juillet	3,9	0,4	1,0	5,3	25,5	552,3	22,1	24,1	54,5	78,4
Août	2,5	0,4	1,2	4,0	25,4	556,7	18,2	20,0	51,9	56,3
Septembre	2,9	0,8	1,5	5,8	25,2	557,5	17,2	25,3	53,6	126,9
Octobre	6,9	0,6	0,9	4,7	26,6	553,1	16,7	23,5	44,1	100,7
Novembre	3,1	0,6	0,8	4,8	26,6	556,1	18,7	23,4	47,2	54,4

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Actions sociétés belges	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4
Immeubles	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5
Numéraire	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6
Avances sur polices	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4
Primes restant à encaisser	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6
Créances sur intermédiaires	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9
Total A	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
Total B	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
TOTAL GENERAL (A + B)	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2
Encaissement affaires directes	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2
Provisions techniques affaires directes	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Total	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Actifs à plus d'un an ⁵			
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 490,9	+ 506,1
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 485,7	+ 477,3
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 589,0	+ 582,4
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 584,8	+ 590,9
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 688,5	+ 694,6
1984	+ 9,7	+ 18,9	+ 5,2	+ 24,1	+ 3,3	+ 37,1	+ 545,6	+ 582,7
1985	- 8,1	+ 16,5	- 4,9	+ 11,6	+ 8,8	+ 12,3	+ 717,2	+ 729,5
1986	+ 1,1	+ 10,9	- 0,3	+ 10,6	+ 2,8	+ 14,5	+ 951,5	+ 966,0
1985 2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,5	+ 32,6	+ 276,3	+ 308,9
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 1,1	- 31,3	+ 82,1	+ 50,8
4 ^e trimestre ...	+ 1,8	- 1,9	- 7,0	- 8,9	+ 6,2	- 0,9	+ 110,7	+ 109,8
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 5,2	+ 23,2	+ 3,0	+ 26,2	- 0,2	+ 31,2	+ 305,0	+ 336,2
2 ^e trimestre ...	- 3,9	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,6	+ 348,7	+ 338,1
3 ^e trimestre ...	+ 11,6	- 5,8	+ 0,2	- 5,6	+ 1,6	+ 7,6	+ 81,5	+ 89,1
4 ^e trimestre ...	- 11,8	- 2,4	- 0,8	- 3,2	+ 1,3	- 13,7	+ 216,3	+ 202,6
1987 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 25,9	+ 0,4	+ 26,3	+ 1,0	+ 24,8	+ 268,0	+ 292,8
2 ^e trimestre ...	+ 12,9	- 7,5	+ 0,9	- 6,6	- 0,2	+ 6,1	+ 390,2	+ 396,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁸ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 211,3	+ 389,4	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 490,9
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 259,1	+ 375,1	+ 46,4	+ 23,6	+ 70,0	+ 40,6	+ 485,7
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 201,5	+ 342,5	+ 115,3	+ 39,7	+ 155,0	+ 91,5	+ 589,0
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 295,8	+ 469,2	+ 30,7	+ 50,1	+ 80,8	+ 34,8	+ 584,8
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 339,0	+ 561,2	- 13,8	+ 84,0	+ 70,2	+ 57,1	+ 688,5
1984	- 15,1	+ 232,5	+ 197,5	+ 414,9	- 9,4	+ 105,6	+ 96,2	+ 34,5	+ 545,6
1985	+ 50,9	+ 223,0	+ 282,9	+ 556,8	- 1,8	+ 90,7	+ 88,9	+ 71,5	+ 717,2
1986	+ 87,2	+ 403,4	+ 84,2	+ 574,8	+ 32,1	+ 113,3	+ 145,4	+ 231,3 ¹⁰	+ 951,5
1985 2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,7	+ 97,8	+ 179,4	- 12,6	+ 28,1	+ 15,5	+ 81,4	+ 276,3
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 49,5	+ 45,0	+ 8,8	+ 25,0	+ 33,8	+ 3,3	+ 82,1
4 ^e trimestre	+ 9,8	+ 77,3	+ 60,3	+ 147,4	- 4,6	+ 21,2	+ 16,6	- 53,3	+ 110,7
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 87,9	+ 70,8	+ 157,0	+ 25,6	+ 26,6	+ 52,2	+ 95,8	+ 305,0
2 ^e trimestre	+ 109,6	+ 31,7	+ 37,4	+ 178,7	- 4,3	+ 41,3	+ 37,0	+ 133,0	+ 348,7
3 ^e trimestre	- 59,6	+ 119,3	+ 8,3	+ 68,0	+ 7,5	+ 32,6	+ 40,1	- 26,6	+ 81,5
4 ^e trimestre	+ 38,9	+ 164,5	- 32,3	+ 171,1	+ 3,3	+ 12,8	+ 16,1	+ 29,1 ¹¹	+ 216,3
1987 1 ^{er} trimestre	+ 0,3	+ 152,1	+ 16,4	+ 168,8	+ 24,2	+ 22,9	+ 47,1	+ 52,1 ¹¹	+ 268,0
2 ^e trimestre	+ 102,9	+ 37,4	+ 146,6	+ 286,9	+ 6,9	+ 3,8	+ 10,7	+ 92,6 ¹¹	+ 390,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les trois derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 57,8	+ 5,7	+ 0,9	+ 179,7	+ 68,8	+ 52,8	+ 232,5	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 223,1
1985	+ 162,9	+ 20,7	+ 13,8	+ 2,2	+ 199,6	+ 89,1	+ 23,4	+ 223,0	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 221,2
1986	+ 209,7	+ 83,1	+ 52,4	+ 7,1	+ 352,3	+ 132,3	+ 51,1	+ 403,4	- 0,5	+ 32,6	+ 32,1	+ 435,5
1985 2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,5	+ 1,0	+ 3,1	- 26,3	- 24,0	+ 12,6	- 13,7	- 10,0	- 2,6	- 12,6	- 26,3
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,3	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 5,7	+ 8,8	+ 58,3
4 ^e trimestre .	+ 89,0	- 2,4	+ 5,4	- 4,9	+ 87,1	+ 40,2	- 9,8	+ 77,3	- 1,8	- 2,8	- 4,6	+ 72,7
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,4	+ 45,2	+ 9,5	+ 4,9	+ 77,0	+ 35,9	+ 10,9	+ 87,9	+ 17,4	+ 8,2	+ 25,6	+ 113,5
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 37,1	+ 12,1	+ 4,0	+ 13,2	- 14,7	+ 18,5	+ 31,7	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 27,4
3 ^e trimestre .	+ 38,0	+ 47,1	+ 14,6	- 0,7	+ 99,0	+ 57,3	+ 20,3	+ 119,3	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 126,8
4 ^e trimestre .	+ 120,1	+ 27,9	+ 16,2	- 1,1	+ 163,1	+ 53,8	+ 1,4	+ 164,5	- 13,6	+ 16,9	+ 3,3	+ 167,8
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 40,2	+ 74,9	+ 10,2	+ 0,7	+ 126,0	+ 65,1	+ 26,1	+ 152,1	+ 9,7	+ 14,5	+ 24,2	+ 176,3
2 ^e trimestre .	+ 37,4	- 23,5	+ 3,3	+ 4,7	+ 21,9	+ 5,7	+ 15,5	+ 37,4	+ 7,9	- 1,0	+ 6,9	+ 44,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984	1.362,0	606,0	87,5	11,8	2.067,3	908,7	139,2	2.206,5
1985 Mars	1.386,2	667,1	89,4	15,8	2.158,5	953,3	145,6	2.304,1
Juin	1.414,3	608,6	90,4	18,9	2.132,2	929,3	135,9	2.268,1
Septembre	1.435,9	629,1	95,9	18,9	2.179,8	957,6	131,8	2.311,6
Décembre	1.524,9	626,7	101,3	14,0	2.266,9	997,8	126,1	2.393,0
1986 Mars	1.542,3	671,9	110,8	18,9	2.343,9	1.033,7	141,6	2.485,5
Juin	1.576,5	634,8	122,9	22,9	2.357,1	1.019,0	122,8	2.479,9
Septembre	1.614,5	681,9	137,5	22,2	2.456,1	1.076,3	131,9	2.588,0
Décembre	1.734,6	709,8	153,7	21,1	2.619,2	1.130,1	116,0	2.735,2
1987 Mars	1.774,8	784,7	163,9	21,8	2.745,2	1.195,2	122,8	2.868,0
Juin	1.812,2	761,2	167,2	26,5	2.767,1	1.200,9	131,7	2.898,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1979	+ 206,6	+ 3,8	+ 0,9	+ 211,3	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 222,3
1980	+ 256,3	+ 1,8	+ 1,0	+ 259,1	+ 30,5	- 6,9	+ 23,6	+ 282,7
1981	+ 197,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 201,5	+ 44,2	- 4,5	+ 39,7	+ 241,2
1982	+ 278,8	+ 18,2	- 1,2	+ 295,8	+ 58,5	- 8,4	+ 50,1	+ 345,9
1983	+ 278,7	+ 47,4	+ 12,9	+ 339,0	+ 84,8	- 0,8	+ 84,0	+ 423,0
1984	+ 177,3	+ 21,3	- 1,1	+ 197,5	+ 112,8	- 7,2	+ 105,6	+ 303,1
1985	+ 273,2	+ 13,1	- 3,4	+ 282,9	+ 89,1	+ 1,6	+ 90,7	+ 373,6
1986	+ 78,2	+ 16,9	- 10,9	+ 84,2	+ 93,0	+ 20,3	+ 113,3	+ 197,5
1985 2 ^e trimestre ...	+ 90,8	+ 8,6	- 1,6	+ 97,8	+ 26,4	+ 1,7	+ 28,1	+ 125,9
3 ^e trimestre ...	+ 47,5	+ 0,4	+ 1,6	+ 49,5	+ 21,5	+ 3,5	+ 25,0	+ 74,5
4 ^e trimestre ...	+ 60,0	+ 2,1	- 1,8	+ 60,3	+ 17,9	+ 3,3	+ 21,2	+ 81,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 76,6	- 7,1	+ 1,3	+ 70,8	+ 16,1	+ 10,5	+ 26,6	+ 97,4
2 ^e trimestre ...	+ 20,3	+ 23,3	- 6,2	+ 37,4	+ 32,1	+ 9,2	+ 41,3	+ 78,7
3 ^e trimestre ...	+ 9,8	0,0	- 1,5	+ 8,3	+ 31,8	+ 0,8	+ 32,6	+ 40,9
4 ^e trimestre ...	- 28,5	+ 0,7	- 4,5	- 32,3	+ 13,0	- 0,2	+ 12,8	- 19,5
1987 1 ^{er} trimestre ...	+ 21,5	- 3,3	- 1,8	+ 16,4	+ 22,6	+ 0,3	+ 22,9	+ 39,3
2 ^e trimestre ...	+ 129,1	+ 17,0	+ 0,5	+ 146,6	+ 9,1	- 5,3	+ 3,8	+ 150,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 63,5	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+ 169,2	+ 137,0	+ 306,2
1985	- 0,7	+ 13,9	+ 120,6	+ 56,0	+ 80,0	+ 73,0	+ 35,4	+ 35,3	+ 0,4	+ 249,2	+ 164,7	+ 413,9
1986	+ 19,5	+ 11,0	+ 175,5	+ 6,2	+ 135,7	+ 13,4	+ 97,3	+ 8,5	- 4,6	+ 439,0	+ 23,5	+ 462,5
1985 2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,2	+ 5,2	+ 30,5	+ 11,2	+ 11,2	- 0,7	+ 59,0	+ 63,2	+ 122,2
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,5	+ 12,5	+ 5,0	+ 0,9	+ 5,7	- 0,2	- 3,3	+ 15,0	+ 11,7
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,7	+ 13,7	+ 19,4	+ 28,3	+ 17,0	+ 9,6	+ 0,1	+ 95,1	+ 51,7	+ 146,8
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,6	+ 13,7	+ 27,5	+ 40,7	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 92,7	+ 68,8	+ 161,5
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 12,3	+ 21,6	- 1,6	+ 19,6	- 5,4	+ 26,6	- 0,4	- 0,4	+ 106,2	- 7,8	+ 98,4
3 ^e trimestre	- 11,9	- 11,6	+ 33,4	- 5,6	+ 29,9	- 11,5	+ 11,9	- 4,4	+ 0,2	+ 51,7	- 21,3	+ 30,4
4 ^e trimestre	+ 9,4	+ 6,3	+ 64,9	- 0,3	+ 58,7	- 10,4	+ 49,1	- 5,0	- 0,5	+ 188,4	- 16,2	+ 172,2
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,2	+ 4,4	+ 77,0	+ 2,7	+ 38,6	+ 11,7	+ 26,2	- 3,7	- 0,7	+ 136,0	+ 10,0	+ 146,0
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 9,5	+ 67,4	+ 6,0	+ 5,4	+ 7,7	+ 25,4	+ 1,8	+ 0,1	+ 132,7	+ 15,6	+ 148,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984	370,0	99,9	1.421,3	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.155,3	1.918,9	5.074,2
1985 Mars	361,3	112,8	1.465,3	437,3	861,0	1.116,3	452,3	379,6	20,5	3.252,7	1.953,7	5.206,4
Juin	385,5	121,3	1.475,5	459,5	866,2	1.146,8	463,5	390,8	19,8	3.312,0	2.016,9	5.328,9
Septembre	368,2	107,9	1.482,3	464,0	878,7	1.151,8	464,4	396,5	19,6	3.301,5	2.031,9	5.333,4
Décembre	369,3	113,8	1.530,1	477,7	898,1	1.180,1	481,4	406,1	19,7	3.392,7	2.083,6	5.476,3
1986 Mars	365,2	117,8	1.583,8	491,4	925,6	1.220,8	491,1	424,4	15,8	3.483,5	2.152,4	5.635,9
Juin	391,3	130,1	1.603,2	489,8	945,2	1.215,4	517,7	424,0	15,4	3.587,5	2.144,6	5.732,1
Septembre	379,4	118,5	1.633,4	484,2	975,1	1.203,9	529,6	419,6	15,6	3.636,0	2.123,3	5.759,3
Décembre	388,8	124,8	1.696,0	483,9	1.033,8	1.193,5	578,7	414,6	15,1	3.822,1	2.107,1	5.929,2
1987 Mars	378,6	129,2	1.770,1	486,6	1.072,4	1.205,2	604,9	410,9	14,4	3.955,2	2.117,1	6.072,3
Juin	403,6	138,7	1.838,5	492,6	1.077,8	1.212,9	630,3	412,7	14,5	4.088,9	2.132,7	6.221,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	18,6	63,1	- 44,5	138,0	289,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	42,7	6,2	36,5	86,1	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	41,3	9,2	32,1	126,9	- 1,4
* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	26,6	16,0	10,6	59,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	* 1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
* 1986	0,0	12,7	- 12,7	12,8	0,1	30,7	13,1	17,6	17,7	12,2	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	* 1985	30,0	4,7	25,3	54,0	79,3	10,0	0,2	9,8	89,1	6,6
* 1986	0,0	10,8	- 10,8	42,8	32,0	20,0	0,2	19,8	51,8	- 10,2	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	* 1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
* 1986	30,0	19,5	10,5	—	10,5	3,1	10,0	- 6,9	3,6	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	130,6	23,5	107,1	465,2	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	* 1985	665,5	252,8	412,7	102,8	515,5	150,8	49,8	101,0	616,5	—
* 1986	404,7	186,4	218,3	55,6	273,9	99,0	102,4	- 3,4	270,5	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères				Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0	
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985 Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0	
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986 Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1	
Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0	
Septembre ..	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0	
Décembre ..	2.228,0	98,8	1.430,0	94,0	3.850,8	502,4	515,8	1.018,2	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987 Janvier	2.344,8	76,4	1.356,6	123,0	3.900,8	487,8	565,3	1.053,1	4.953,9	545,5	2,2	547,7	5.501,6	
Février	2.298,8	76,4	1.449,4	92,9	3.917,5	489,9	548,6	1.038,5	4.956,0	632,9	2,2	635,1	5.591,1	
Mars	2.276,2	86,4	1.595,4	97,7	4.055,7	490,2	503,0	993,2	5.048,9	629,8	2,2	632,0	5.680,9	
Avril	2.436,9	86,4	1.478,7	115,1	4.117,1	496,0	497,3	993,3	5.110,4	606,8	2,2	609,0	5.719,4	
Mai	2.406,3	65,1	1.576,2	100,9	4.148,5	495,2	494,6	989,8	5.138,3	605,4	2,2	607,6	5.745,9	
Juin	2.548,1	80,1	1.515,5	101,1	4.244,8	495,9	493,0	988,9	5.233,7	604,1	2,1	606,2	5.839,9	
Juillet	2.542,4	80,1	1.495,9	107,6	4.226,0	496,4	492,8	989,2	5.215,2	602,5	2,1	604,6	5.819,8	
Août	2.544,5	80,1	1.494,5	99,8	4.218,9	498,9	515,9	1.014,8	5.233,7	599,6	2,1	601,7	5.835,4	
Septembre ..	2.549,9	80,1	1.541,6	89,4	4.261,0	512,3	513,1	1.025,4	5.286,4	597,4	2,1	599,5	5.885,9	
Octobre	2.541,1	80,1	1.552,9	98,4	4.272,5	495,7	515,6	1.011,3	5.283,8	593,8	2,1	595,9	5.879,7	
Novembre ..	2.535,6	80,1	1.550,9	91,6	4.258,2	492,3	540,5	1.032,8	5.291,0	591,8	2,1	593,9	5.884,9	
Décembre ..	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).
A partir de septembre 1987 y compris les dettes de REFRIBEL reprises par l'Etat (arrêté royal n° 429 du 5 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,2	—	131,5	1.313,5	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur						
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,5	80,8	55,8	84,7	146,6	495,4
1984	230,5	88,9	53,6	122,6	151,6	647,2
1985	433,2	82,3	52,3	139,9	147,4	855,1
Total						
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,4	189,7	55,8	140,6	1.298,3	3.529,8
1984	2.082,4	187,7	53,6	220,9	1.380,3	3.924,9
1985	2.689,2	174,5	52,3	271,4	1.460,9	4.648,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secreur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.684,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,4	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur										
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	40,6	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,4
1984	41,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,2
1985	54,1	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	855,1
Total										
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.529,8
1984	1.730,9	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.924,9
1985	1.926,5	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.648,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

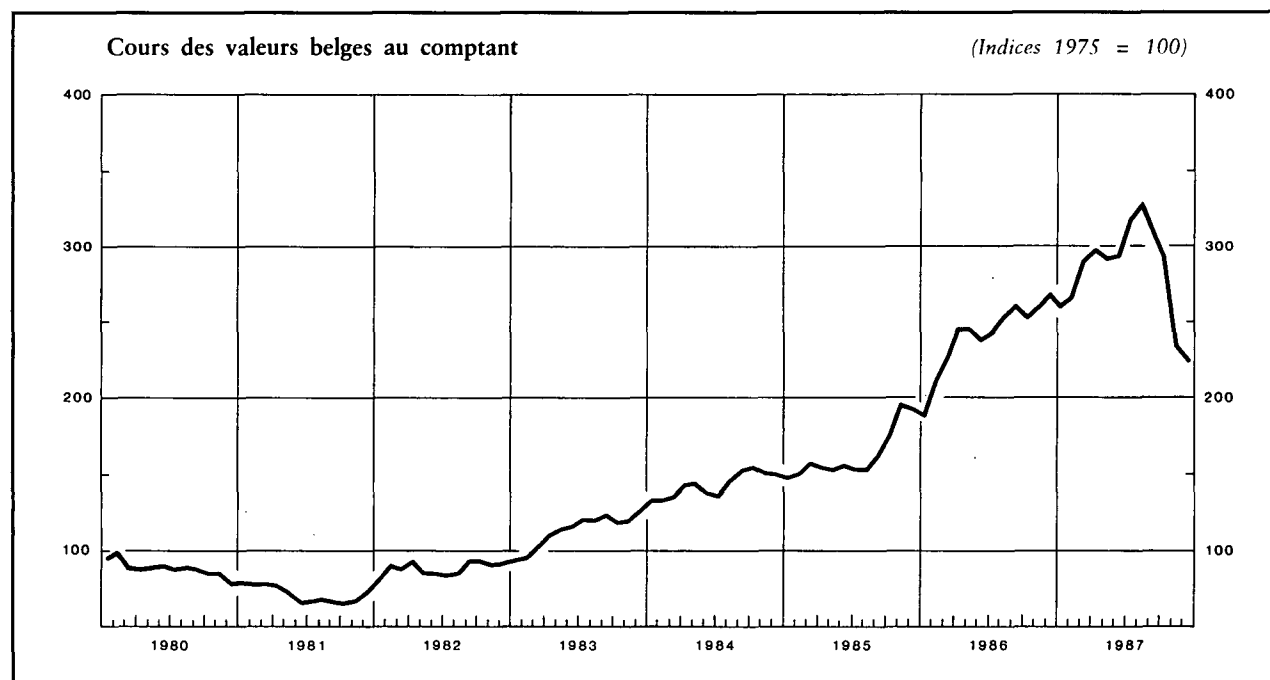
³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1985 4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
3 ^e trimestre	1.373	319	306	2,8	2,4	628	540
4 ^e trimestre	1.066	248	243	4,0	3,5	453	425
1986 Décembre	902	268	254	3,3	3,1	287	425
1987 Janvier	601	261	247	3,4	3,2	343	426
Février	902	266	252	3,2	3,2	411	433
Mars	1.042	291	273	3,1	3,0	547	460
Avril	908	298	279	2,9	2,9	590	486
Mai	1.013	292	270	3,2	3,0	610	558
Juin	1.118	294	279	3,0	2,9	467	496
Juillet	1.701	319	305	2,7	2,4	666	529
Août	1.285	328	315	2,7	2,3	756	550
Septembre	1.134	312	298	2,9	2,4	463	542
Octobre	1.740	286	274	3,8	3,2	747	492
Novembre	906	233	230	4,0	3,5	356	388
Décembre	552	225	224	3,3	3,7	255	395

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations		Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortissements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	138,3	6,1	144,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	31,7	0,1	31,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	8,8	0,0	8,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Banques d'épargne (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3
1985 Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	354,9	362,9	383,9	1,5	1.533,3	2.741,2	113,3
Septembre	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	360,3	363,3	387,1	1,7	1.551,7	2.724,7	111,9
Décembre	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	442,5	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,4	2.821,4	108,4
1986 Mars	0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	440,7	370,6	371,8	399,9	1,3	1.584,3	2.844,8	107,6
Juin	0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	445,5	375,7	378,5	412,7	2,8	1.615,2	2.913,5	112,2
Septembre .....	.	0,2	1.283,9	1.284,1	447,5	382,1	375,8	418,3	2,8	1.626,5	2.910,6	110,2
Décembre .....	.	0,2	1.347,2	1.347,4	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.012,9	109,9
1987 Mars .....	.	0,2	1.378,5	1.378,7	464,4	407,5	384,9	433,7	2,7	1.693,2	3.071,9	108,3
Juin .....	.	0,2	1.467,0	1.467,2	477,0	418,1	396,1	459,4	2,6	1.753,2	3.220,4	107,6
Septembre .....	.	.	1.436,6	1.436,6	482,8	429,4	387,8	455,0	2,7	1.757,7	3.194,3	105,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1985 3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0
2 ^e trimestre	27,7
3 ^e trimestre	26,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat	Construction ou transformation		Total	Achat	Construction ou transformation		Total		
1979	60,9	44,5		105,4	90,1	70,0		160,1		
1980	44,7	30,7		75,4	61,8	46,6		108,4		
1981	42,4	26,8		69,2	53,6	39,7		93,3		
1982	37,8	20,1		57,9	44,1	27,5		71,6		
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1985 3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	17,4	2,7	2,8	6,9	29,8	27,4	4,7	2,4	15,5	50,0
2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,5	28,3	27,8	4,7	2,4	12,2	47,1
3 ^e trimestre ...	15,5	2,5	2,6	5,0	25,6	25,7	4,3	2,4	11,7	44,1
1986 Novembre	5,7	0,9	0,8	1,5	8,9	8,9	1,5	0,7	3,0	14,1
Décembre	5,9	0,9	0,8	1,8	9,4	9,1	1,7	0,8	4,2	15,8
1987 Janvier	6,3	0,9	1,0	3,3	11,5	10,0	1,8	0,8	7,2	19,8
Février	5,2	0,8	0,8	1,8	8,6	8,0	1,3	0,7	3,9	13,9
Mars	5,9	1,0	1,0	1,8	9,7	9,4	1,6	0,9	4,4	16,3
Avril	5,8	1,0	0,9	1,9	9,6	9,4	1,6	0,8	4,2	16,0
Mai	5,3	0,8	0,8	1,7	8,6	8,4	1,4	0,7	3,6	14,1
Juin	6,3	1,0	0,9	1,9	10,1	10,0	1,7	0,9	4,4	17,0
Juillet	5,4	0,9	0,9	1,7	8,9	9,2	1,5	0,8	4,3	15,8
Août	4,4	0,7	0,8	1,4	7,3	7,1	1,2	0,7	3,2	12,2
Septembre	5,7	0,9	0,9	1,9	9,4	9,4	1,6	0,9	4,2	16,1
Octobre	6,5	1,0	0,9	2,2	10,6	10,7	1,7	0,8	5,4	18,6
Novembre	5,5	0,8	0,8	1,8	8,9	8,8	1,4	0,7	4,1	15,0

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1983	1984	1985*	1986	1983	1984	1985*	1986
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	35,6	41,3	80,7	82,5	29,2	33,3	50,5	53,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	13,2	13,6	39,4	40,3	7,8	7,7	15,7	15,4
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	200,7	216,7	202,5	211,8	97,3	100,3	92,0	88,4
Textile, habillement et cuir	89,8	100,5	102,9	111,4	47,9	54,0	54,4	55,0
Industrie chimique ⁴	252,6	264,5	261,7	288,2	85,8	89,4	81,4	83,8
Métallurgie de base	158,6	134,2	123,4	133,5	101,1	69,5	54,7	51,0
Fabrications métalliques	362,4	392,6	413,0	446,6	173,4	169,7	177,6	185,9
Produits minéraux non métalliques et bois	102,7	103,3	107,4	118,7	60,4	60,1	57,2	39,0
Papier, carton et imprimerie	42,6	49,3	57,3	71,4	25,7	28,7	30,3	33,0
Pétrole	81,2	87,6	141,3	128,5	17,8	19,3	21,6	17,5
Diamant et orfèvrerie	70,1	69,2	55,3	47,9	49,9	46,8	33,5	29,8
Autres	1,9	3,3	2,7	3,1	1,2	1,5	1,2	1,9
Construction et affaires immobilières de génie civil	108,2	105,8	109,3	119,2	69,3	65,4	66,8	70,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	115,1	125,5	126,5	141,2	45,0	43,2	43,3	58,7
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	72,1	88,5	102,0	115,7	45,2	52,5	60,8	67,9
Commerce de détail	81,8	87,7	120,2	137,8	52,3	54,6	79,4	90,6
Transports, entrepôts et communications	158,0	167,1	196,2	213,0	105,4	114,7	131,4	134,3
Services financiers ⁵	149,3	181,4	209,7	227,6	55,6	60,7	79,3	107,4
Autres services aux entreprises ⁶	48,3	67,6	66,3	75,2	29,6	35,7	33,5	40,5
Autres services aux particuliers ⁷	174,5	171,0	147,7	177,8	148,9	143,7	128,2	149,5
Total	2.318,7	2.470,7	2.665,5	2.891,4	1.248,8	1.250,8	1.292,8	1.372,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1983	1984	1985	1986	1983	1984	1985	1986
Communauté Economique Européenne ...	511,8	601,6	679,5	813,9	263,4	274,1	290,1	326,1
Royaume-Uni	127,7	210,3	286,7	317,5	29,3	74,3	104,8	100,1
République Fédérale d'Allemagne	137,8	132,9	119,2	117,2	78,1	46,0	41,7	28,6
France	90,5	95,7	91,1	93,0	60,6	65,7	52,3	42,3
Pays-Bas	48,4	52,8	77,2	75,1	18,7	20,3	29,2	29,3
Italie	55,3	65,9	61,1	60,7	41,9	45,1	33,8	27,3
Luxembourg	19,5	19,7	27,4	38,2	8,5	7,2	17,6	14,5
Danemark	18,7	12,3	6,1	13,4	14,4	6,7	2,9	6,2
Irlande	8,0	6,5	6,0	1,9	6,9	4,0	4,2	1,0
Grèce	5,9	5,5	4,7	4,4	5,0	4,8	3,6	3,2
Espagne	—	—	—	66,2	—	—	—	54,1
Portugal	—	—	—	26,3	—	—	—	19,5
Autre pays d'Europe	187,7	216,2	178,8	82,5	137,9	149,2	108,4	32,4
dont : Espagne	81,7	95,3	64,9	—	73,7	83,4	55,3	—
Suisse	40,4	50,6	48,4	46,6	11,1	13,3	11,9	16,3
Norvège	6,1	6,3	4,3	6,0	3,0	3,6	1,5	2,2
Suède	21,3	15,7	13,3	8,6	15,7	7,5	4,6	1,4
Etats-Unis et Canada	133,7	240,8	335,6	328,1	34,1	71,7	93,7	96,2
Pays exportateurs de pétrole	84,0	85,6	80,4	64,0	71,2	74,3	65,0	52,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	273,2	301,8	275,6	202,7	231,4	237,8	192,0	124,5
dont : Brésil	59,6	64,1	71,0	62,7	54,7	61,5	51,3	36,0
Mexique	78,4	79,5	58,7	38,9	72,7	76,9	54,3	33,9
Autres pays d'Afrique	58,9	65,4	54,5	51,3	41,8	50,0	39,0	36,4
dont : Afrique du Sud	6,1	6,3	4,1	3,6	4,3	4,8	3,6	2,6
République du Zaïre	8,5	13,2	15,9	18,4	6,3	11,2	11,5	11,8
Australie et Nouvelle Zélande	54,0	87,0	86,4	117,2	34,7	60,9	50,3	70,8
Autres pays d'Asie	78,9	137,2	154,6	179,7	43,5	59,2	49,9	60,8
dont : Japon	29,9	68,9	79,2	97,8	10,4	15,5	11,4	17,2
Total	1.382,2	1.735,6	1.845,4	1.839,4	858,0	977,2	888,4	799,9

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ³	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1985 4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,2	2,8	4,9	1,0	2,0	1,2	9,1
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
3 ^e trimestre	5,6	0,0	2,8	3,8	1,2	2,1	1,3	8,4
4 ^e trimestre	5,6	0,0	3,0	3,6	1,8	1,8	1,4	8,6
1987 Janvier	5,4	0,3	2,8	5,2	1,0	1,4	0,9	8,5
Février	6,2	0,1	2,6	4,9	0,7	1,8	1,5	8,9
Mars	6,8	0,0	3,0	4,4	1,3	2,7	1,4	9,8
Avril	5,8	0,0	3,2	4,2	0,9	2,5	1,4	9,0
Mai	6,6	0,0	3,2	4,0	2,0	2,4	1,4	9,8
Juin	7,1	0,0	2,8	4,6	0,6	3,5	1,2	9,9
Juillet	5,2	0,0	3,1	4,1	0,2	2,8	1,2	8,3
Août	6,0	0,0	2,5	3,6	2,2	1,7	1,0	8,5
Septembre	5,6	0,0	2,7	3,7	1,1	2,0	1,5	8,3
Octobre	6,9	0,0	3,3	3,5	3,2	2,2	1,3	10,2
Novembre	4,9	0,0	2,9	3,8	0,9	1,7	1,4	7,8
Décembre	5,0	0,0	3,0	3,4	1,3	1,5	1,8	8,0
1988 Janvier	5,1	0,0	3,4	4,4	1,1	1,7	1,3	8,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1985 3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1
4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0
2 ^e trimestre	264,5	4,5	34,8	1,7	305,5
3 ^e trimestre	255,2	4,3	32,9	1,7	294,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paratratiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Janvier	134,7	5,2	129,5	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Février	134,7	5,8	128,9	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Avril	137,8	5,5	132,3	23,1	0,1	23,0	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Mai	137,8	6,7	131,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,1	12,0	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Juillet	141,0	6,2	134,8	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Août	141,0	5,7	135,3	23,7	0,0	23,7	12,6	0,0	12,6	244,3	74,5	25,9
Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8
Octobre	144,9	8,7	136,2	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	250,6	77,9	26,8
Novembre ..	144,6	7,8	136,8	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	249,9	77,9	26,8
Décembre ...	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil.

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE²

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1980	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet ...	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier ..	6,75	7,00

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre...	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre ...	7,25
1988 28 janvier	7,00

Fin de période	Taux
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1987	6,91
1985 3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,00
2 ^e trimestre ...	7,35
3 ^e trimestre ...	6,93
4 ^e trimestre ...	6,91
1987 Janvier	7,91
Février	8,23
Mars	7,00
Avril	6,93
Mai	6,93
Juin	7,35
Juillet	6,93
Août	6,93
Septembre	6,93
Octobre	6,93
Novembre	6,91
Décembre	6,91
1988 Janvier	6,91

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

² Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984	10,15	—	—
				1985 Septembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1987 Février	7,37	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	Mars	6,94	—	—
1984	9,90	10,90	10,50	Avril	—	—	—
1985 Septembre	8,40	9,40	8,75	Mai	—	—	—
Décembre	8,65	9,65	9,25	Juin	—	—	—
1986 Mars	8,65	9,65	9,25	Juillet	—	—	—
Juin	6,90	7,90	7,25	Août	—	—	—
Septembre	6,90	7,90	7,25	Septembre	—	—	—
Décembre	6,90	7,90	7,25	Octobre	—	—	—
1987 Février	7,40	8,40	7,75	Novembre	—	—	—
Mars	6,90	7,90	7,25	Décembre	—	—	—
Avril	6,90	7,90	7,25	1988 Janvier	—	—	—
Mai	6,65	7,65	7,00				
Juin	6,40	7,40	6,75				
Juillet	6,15	7,15	6,55				
Août	6,15	7,15	6,55				
Septembre	6,15	7,15	6,55				
Octobre	6,15	7,15	7,00				
Novembre	6,15	7,15	6,55				
Décembre	5,90	6,90	6,45				
1988 Janvier	5,65	6,65	6,20				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1980	11,11	1985 4 ^e trimestre	7,51	1987 Janvier	6,82
1981	11,41	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Février	6,90
1982	11,41	2 ^e trimestre	6,66	Mars	5,82
1983	8,07	3 ^e trimestre	6,15	Avril	6,09
1984	9,45	4 ^e trimestre	5,64	Mai	5,41
1985	8,25	1987 1 ^{er} trimestre	6,47	Juin	5,42
1986	6,61	2 ^e trimestre	5,63	Juillet	5,62
1987	5,59	3 ^e trimestre	5,21	Août	4,82
		4 ^e trimestre	5,00	Septembre	5,24
				Octobre	4,61
				Novembre	5,44
				Décembre	5,09
				1988 Janvier	5,02

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1980 9 décembre ...	6	6	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18				
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19				
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68				
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17				
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1985 3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	1985 11 juin	9,10	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	10 septembre ..	9,50	9,60	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	10 décembre ...	8,65	6	6
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84				
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	1986 11 mars	9,00	8,90	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	10 juin	7,40	7,40	6
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	9 septembre ..	7,15	7,15	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	13 novembre ...	7,40	6	6
3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	9 décembre ...	7,60	7,60	6
4 ^e trimestre ...	6,75	6,75	6,75	6,85	7,15				
1987 Janvier	8,00	8,00	7,75	7,75	7,75	1987 13 janvier	7,60	7,60	6
Février	7,75	7,75	7,75	7,70	7,74	10 février	7,60	7,60	6
Mars	7,40	7,40	7,40	7,40	7,55	10 mars	7,60	7,60	7,60
Avril	7,15	7,20	7,25	7,30	7,30	14 avril	7,40	7,45	6
Mai	6,95	7,00	7,05	7,20	7,24	12 mai	7,40	7,45	7,50
Juin	6,65	6,70	6,75	6,90	7,00	9 juin	7,20	7,25	7,30
Juillet	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	14 juillet	6,85	7,00	7,15
Août	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	11 août	6,85	7,00	6
Septembre	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	8 septembre ..	6,85	6	6
Octobre	6,75	6,80	7,15	7,25	7,23	13 octobre	7,00	7,15	6
Novembre	6,75	6,80	6,85	7,05	7,18	10 novembre ...	7,00	6	6
Décembre	6,75	6,75	6,75	6,85	6,87	8 décembre ...	6,90	6,95	6,95
1988 Janvier	6,35	6,35	6,35	6,45	6,56	1988 12 janvier	6,75	6,85	6

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1985 Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Février	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Mars	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Mai	7,06	7,21	7,66	7,64	7,31
Juin	7,06	7,17	7,76	7,74	7,35
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Août	7,03	7,06	7,64	7,65	7,30
Septembre	6,98	6,95	7,76	7,70	7,33
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
Novembre	7,81	7,73	8,32	8,33	8,04
Decembre	7,34	7,41	7,98	7,99	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Février	6,89	6,97	7,58	7,58	7,23

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1984 ...		8,00		4,50		10,75		19,50		5,50		4,00		5,00
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00					21	3,50
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...													1	3,00
Décembre ...					16	7,25							1	3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février														
Mars					10	7,75	13	11,50						
Juillet					3	7,50								
Août							28	12,00						
Septembre ...	4	6,00												
Novembre ...					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Décembre ...			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				

Fin de période	Royaume-Uni	Canada ³	Fin de mois	Royaume-Uni	Canada ³
	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte
1984	9,38	10,09	1987 Janvier	10,81	7,49
1985	11,31	9,49	Février	10,81	7,53
1986	10,81	8,49	Mars	9,81	7,05
1987	8,38	8,66	Avril	9,31	8,33
1985 3 ^e trimestre	11,31	9,00	Mai	8,87	8,44
4 ^e trimestre	11,31	9,49	Juin	8,87	8,54
1986 1 ^{er} trimestre	11,31	10,44	Juillet	8,87	9,22
2 ^e trimestre	9,81	8,84	Août	9,87	9,24
3 ^e trimestre	9,81	8,60	Septembre	9,87	9,57
4 ^e trimestre	10,81	8,49	Octobre	9,38	8,09
1987 1 ^{er} trimestre	9,81	7,05	Novembre	8,88	8,56
2 ^e trimestre	8,87	8,54	Décembre	8,38	8,66
3 ^e trimestre	9,87	9,57	1988 Janvier	8,38	8,62
4 ^e trimestre	8,38	8,66			

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 3, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 4 déc.	1987 10 déc.	1987 8 janv.	1988 7 janv.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	381,6	410,3	383,2	422,4	417,9	406,9	405,6	397,5
Or	259,0	256,9	210,2	218,3	200,0	221,3	218,3	223,3
Disponibilités à vue à l'étranger	27,4	62,3	87,0	108,3	122,5	102,8	93,7	94,9
Ecus	80,1	73,2	68,8	75,3	75,1	63,8	73,2	61,0
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	15,1	17,9	17,2	20,5	20,3	19,0	20,4	18,3
Créances sur le Trésor	11,9	18,4	30,5	33,0	33,5	45,7	34,0	47,5
Monnaies divisionnaires	0,8	0,8	0,7	0,9	1,2	1,2	1,3	1,0
Comptes courants postaux	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	2,1
Concours au Trésor Public ²	5,8	11,5	23,6	25,3	25,3	36,5	25,3	36,5
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	5,0	5,6	6,1	6,7	6,8	7,7	7,2	7,9
Créances provenant d'opérations de refinancement	253,7	259,5	242,7	182,4	129,3	240,9	178,9	286,8
Effets escomptés ⁴	86,1	87,8	83,6	72,5	71,0	61,7	71,1	60,2
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	119,3	117,9	115,0	72,3	33,5	129,0	79,8	150,5
Avances sur titres	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,5	0,2	0,7
Effets en cours de recouvrement	48,0	53,5	43,9	37,4	24,6	49,7	27,8	75,4
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM .	77,6	74,4	63,2	73,5	70,9	75,5	72,2	75,9
Divers	7,5	8,8	9,7	11,9	10,4	11,2	10,4	14,1
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	662,0	780,2	701,1	821,8
PASSIF								
Billets en circulation	195,8	204,9	212,3	218,4	210,4	223,7	214,7	222,7
Comptes créditeurs extérieurs	12,6	14,7	11,6	12,7	12,7	20,9	12,0	21,8
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	4,5	2,7	4,2	3,8	12,5	3,5	13,6
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	9,5	10,2	8,9	8,5	8,9	8,4	8,5	8,2
Compte courant du Trésor public	46,8	64,8	78,9	60,7	40,3	75,7	44,6	91,8
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	77,3	95,4	103,6	88,9	85,1	110,0	88,8	135,6
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21,0	27,4	42,3	45,8	37,8	46,6	48,2	83,5
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	27,6	36,7	42,1	37,7	36,2	33,5	36,8	32,8
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	28,7	31,3	19,2	5,4	11,1	29,9	3,8	19,3
Ecus à livrer au FECOM	79,5	73,2	65,5	70,8	70,7	76,7	68,8	74,1
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	303,9	301,3	242,9	253,1	230,2	256,8	253,1	259,4
Capital et fonds de réserve	2,6	2,8	3,0	3,1	3,1	3,2	3,1	3,2
Divers	13,8	14,3	11,5	15,5	9,5	13,2	16,0	13,2
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	662,0	780,2	701,1	821,8
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	11,4	12,3	10,4	11,2	11,6	n.d.	11,3	10,3
Acquisition de droits de tirage spéciaux	3,7	5,6	6,8	8,3	8,7	n.d.	8,3	8,0
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	n.d.	0,8	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	5,8	11,5	23,6	25,3	25,3	n.d.	25,3	36,5
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	56,7	62,9	25,0	32,5	18,7	n.d.	35,4	74,2
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.d.	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.d.	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,4	88,7	85,1	74,4	72,8	n.d.	73,1	61,6
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.d.	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,1	87,8	83,7	72,5	71,0	n.d.	71,1	60,2
— Autres crédits	1,3	0,9	1,4	1,9	1,8	n.d.	2,0	1,4
Crédits à court terme	61,3	54,1	88,5	37,9	13,0	n.d.	42,4	74,9
— Crédits à l'exportation	6,4	13,9	30,2	—	4,5	n.d.	—	—
— Autres crédits	54,9	40,2	58,3	—	8,5	n.d.	—	—

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1986 Dec. 10	1987 Dec. 9	1987 January 7	1988 January 6
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.5	12.0	12.3	12.9	13.3	13.3	12.9	13.7
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	13.3	13.3	12.9	13.7
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	2.0	1.3	1.9	9.5	2.3	5.8
Other Securities	9.5	10.0	10.3	11.6	11.4	4.4	10.6	7.9
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	13.3	13.9	12.9	13.7
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	4.2	3.9	1.9	0.1	0.1	2.7	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.8	0.7	0.9	1.0	0.9	1.1	0.9	1.2
Reserves and Other Accounts	1.5	1.7	1.7	1.7	1.6	1.9	1.5	2.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.6	3.1	5.1	3.3
Government Securities	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7	0.9
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	0.7	1.2	0.9	0.8	0.8	0.8
Premises, Equipment and Other Securities	1.6	5.1	5.3	2.9	1.1	1.7	3.6	1.6
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.6	3.1	5.1	3.3

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1986 December 31	1986 December 10	1987 December 9	1987 January 7	1988 January 6
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Coin	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4
Loans and securities	162.2	173.2	194.3	223.0	206.1	227.6	211.2	230.2
<i>Loans</i>	0.9	3.6	3.1	1.6	0.4	0.8	0.3	0.8
<i>Acceptances</i>	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.9	8.8	9.9	10.1	7.8	7.6	8.4	8.4
<i>U.S. Government securities</i>	152.0	160.8	181.3	211.3	197.9	219.2	202.5	221.0
Cash items in process of collection	11.6	6.8	11.7	10.3	8.4	6.9	8.7	10.6
Other assets	8.7	12.4	15.3	17.5	16.1	15.9	16.8	15.9
Total assets ...	198.6	208.5	237.6	267.4	247.2	266.9	253.3	273.2
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	157.1	168.3	181.4	195.4	191.6	209.1	193.6	211.7
Deposits	26.1	28.3	39.5	56.9	43.3	45.1	46.2	46.3
<i>Depository institutions</i>	21.4	21.8	28.6	48.1	38.7	40.0	41.6	41.7
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.7	5.3	9.4	7.6	3.9	4.6	4.1	4.1
<i>Foreign-official accounts</i>	0.2	0.3	0.5	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.8	0.9	1.0	0.9	0.5	0.3	0.3	0.3
Deferred availability cash items ³	10.0	6.0	10.7	9.0	6.0	5.6	7.2	7.8
Other liabilities and accrued dividends ...	2.5	2.7	2.4	2.3	2.2	2.7	2.2	3.0
Capital accounts	2.9	3.2	3.6	3.8	4.1	4.4	4.1	4.4
Total liabilities and capital accounts.....	198.6	208.5	237.6	267.4	247.2	266.9	253.3	273.2

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1986 7. Dez.	1987 7. Dez.	1987 7. Jan.	1988 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	81,5	81,6	83,6	91,6	93,0	127,1	93,3	121,4
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	14,6	16,1	13,2	11,4	13,0	10,2	11,4	9,3
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	15,4	14,3	17,2	16,3	15,4	30,4	18,7	31,2
Devisen und Sorten	37,8	37,5	39,5	50,2	50,9	72,8	49,5	67,2
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	85,5	96,3	105,3	96,4	88,4	78,6	88,8	72,1
Inlandswechsel	46,6	47,8	44,1	40,5	40,5	33,7	40,2	17,8
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	16,2	25,7	41,6	33,2	25,5	24,2	27,9	33,9
Auslandswechsel	9,4	14,8	17,3	20,3	21,8	20,7	20,6	20,4
Lombardforderungen	13,3	8,0	2,3	2,4	0,6	0,0	0,1	0,0
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,6	11,1	8,9	11,6	12,6	15,9	12,9	12,8
Kassenkredite (Buchkredite)	0,9	2,4	0,2	2,9	3,9	7,2	4,2	4,1
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	7,8	4,3	4,1	5,2	5,3	4,5	5,2	4,5
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,7
Postgiro Guthaben	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Sonstige Aktiva	9,0	11,3	11,3	12,5	5,5	6,3	7,9	9,3
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	208,4	235,9	211,8	223,6
PASSIVA								
Banknotenumlauf	96,1	100,6	105,4	114,0	116,2	127,5	113,4	125,8
Einlagen von Kreditinstituten	52,7	54,3	55,8	55,9	41,8	59,1	47,4	58,8
auf Girokonten	52,7	54,3	55,8	55,9	41,8	59,1	47,4	58,8
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,1	1,0	2,3	1,1	0,7	0,6	1,0	0,8
Bund	1,5	0,4	1,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,6	0,5	1,1	0,7	0,6	0,5	0,9	0,6
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,2	2,8	1,6	3,3	3,3	3,8	3,0	2,9
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postsgiro- und Postspar- kassenämter	2,6	2,1	0,7	2,4	2,7	3,2	2,2	2,2
Sonstige Einleger	0,6	0,7	0,9	0,9	0,6	0,6	0,8	0,7
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten' ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,3	6,5	8,8	4,8	5,8	5,4	5,4	5,6
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	9,8	11,4	14,6	19,9	19,5	18,6	19,7	15,5
Einlagen ausländischer Einleger	9,8	11,4	14,6	19,9	19,5	18,6	19,7	15,5
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,5	3,7	3,3	2,9	3,3	2,9	2,9	2,7
Sonstige Passiva	23,4	27,9	25,1	19,0	17,8	18,0	19,0	11,5
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	208,4	235,9	211,8	223,6

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 10 nov.	1987 10 nov.	1986 10 décembre	1987 10 décembre
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	32,7	38,9	38,1	36,3	36,7	35,5	38,8	37,9
Droits de tirage spéciaux du F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,4	2,7	3,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
autres	1,5	1,7	1,7	2,0	1,9	2,1	1,9	2,1
Correspondants en Suisse	0,3	0,5	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres postes de l'actif	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	0,4	0,5	0,4
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	51,3	50,2	53,4	52,5
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,7	26,5	25,8	27,0	23,9	24,9	25,1	26,1
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,2	14,1	14,9	7,8	7,9	8,3	9,5
autres engagements à vue	1,0	1,2	2,6	1,1	2,0	2,2	2,3	1,6
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	11,9	16,7	15,9	13,9	17,5	15,1	17,6	15,2
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	51,3	50,2	53,4	52,5

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1986 31 octobre	1987 31 octobre	1986 30 novembre	1987 30 novembre
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,9	1,5	0,6	0,6	0,8	1,3
Dépôts à terme et avances	16,8	27,6	17,6	24,9	16,7	25,7
Or :						
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	15,0	24,6	15,9	21,8	14,8	22,3
à plus de 3 mois	1,7	2,9	1,6	3,0	1,8	3,3
Titres du secteur public et autres titres à terme	2,6	4,0	2,7	3,7	2,6	3,8
à 3 mois au maximum	1,5	2,5	1,6	2,2	1,4	2,3
à plus de 3 mois	1,1	1,5	1,1	1,5	1,2	1,5
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	25,4	38,2	26,0	34,3	25,2	35,9
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	18,7	31,2	19,4	27,4	18,6	28,9
Banques centrales :						
à vue	1,3	1,2	1,9	1,6	1,6	1,5
à 3 mois au maximum	15,9	27,6	15,9	22,6	15,4	24,1
à plus de 3 mois	0,6	1,2	0,6	1,9	0,6	1,9
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,9	1,2	1,0	1,3	1,0	1,4
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	0,1	—	0,1	—	0,1
Divers	1,0	1,1	0,9	1,0	0,9	1,1
<i>Total du passif</i>	25,4	38,2	26,0	34,3	25,2	35,9
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1987

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités;
2. Réglementation économique et financière;
3. Réglementation fiscale;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
5. Réglementation sociale;
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
6. Relations économiques et financières extérieures;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Prélèvement supplémentaire.

Arrêté royal du 20 novembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1987 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire visé à l'article 5^{quater} du Règlement (CEE) n° 804/68 pendant la période du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1988, *Moniteur*, 1 décembre 1987, p. 17809.

Arrêté ministériel du 26 novembre 1987 modifiant l'arrêté ministériel du 22 avril 1987 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire visé à l'article 5^{quater} du Règlement (CEE) n° 804/68 pendant la période du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1988, *Moniteur*, 1 décembre 1987, p. 17810.

HOPITAUX.

Comptabilité.

Arrêté royal du 14 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable normalisé des hôpitaux, *Moniteur*, 25 décembre 1987, p. 19469.

Arrêté royal du 14 décembre 1987 relatif aux comptes annuels des hôpitaux, *Moniteur*, 25 décembre 1987, p. 19476.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises est applicable aux hôpitaux, à l'exception :

1° des articles 1^{er}, 7, 22^{bis}, 25, alinéa 2, 28, § 2, 1^{er} alinéa, 37, 41 à 45, 46^{bis} et 48 ;

2° des chapitres I^{er} et II de l'annexe à cet arrêté royal, et pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les articles 2 et 5 du présent arrêté.

LOGEMENT.

Prime. Communauté flamande.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 7 décembre 1987 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 mai 1987 instaurant une prime au logement, *Moniteur*, 31 décembre 1987, p. 19798.

Prime à la réhabilitation. Région wallonne.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 octobre 1987 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 février 1987 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, *Moniteur*, 12 décembre 1987, p. 18657.

MARCHES PUBLICS. C.E.

Mise en concurrence.

Arrêté ministériel du 29 décembre 1987 fixant les montants prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de travaux, à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures et à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures, *Moniteur*, 31 décembre 1987, p. 19772.

PAIEMENT ELECTRONIQUE.

Code européen de bonne conduite.

Recommandation de la Commission, du 8 décembre 1987, portant sur un code européen de bonne conduite en matière de paiement électronique (Relations entre institutions financières, commerçants-prestataires de services et consommateurs), *Journal officiel* n° L 365 du 24 décembre 1987, p. 72.

Extrait.

I. OBJECTIF DU CODE

1. Le code résume les conditions qui devraient être remplies pour permettre le développement des nouveaux moyens de paiement électronique au profit de l'ensemble des partenaires économiques et apporter :

- pour les consommateurs sécurité et commodité,
- pour les prestataires de services et émetteurs un gain de productivité et une sécurité accrue,
- pour l'industrie européenne un marché opérateur.

2. Les principes de loyauté devraient être respectés par tous ceux qui mettent en œuvre les systèmes de carte de paiement ou qui les utilisent.

3. L'évolution technologique devrait répondre à une conception européenne des moyens de paiement électronique avec une interopérabilité aussi générale que possible pour éviter tout cloisonnement des systèmes et donc du marché.

SECTEURS ECONOMIQUES NATIONAUX.

Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux.

Arrêté ministériel du 19 novembre 1987 approuvant les modifications des statuts de la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18088.

Fonds de la Restructuration des Secteurs nationaux en Région flamande.

Arrêté royal du 11 novembre 1987 portant approbation des modifications des statuts du Fonds de la Restructuration des Secteurs nationaux en Région flamande, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18198.

Fonds de la Restructuration des Secteurs nationaux en Région wallonne.

Arrêté royal du 11 novembre 1987 portant approbation des modifications des statuts du Fonds de la Restructuration des Secteurs nationaux en Région wallonne, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18199.

SOCIETES ET ENTREPRISES.

Révisorat. Stage.

Arrêté royal du 13 octobre 1987 relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises, *Moniteur*, 23 décembre 1987, p. 19285.

TRANSPORT. ROUTE.

Commissions consultatives.

Arrêté royal du 21 octobre 1987 modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1967 portant création de commissions consultatives de la circulation routière, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18208.

VALEURS MOBILIERES. TITRES AU PORTEUR.

Annulation.

Arrêté royal du 19 novembre 1987 modifiant l'arrêté du Régent du 7 avril 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés, *Moniteur*, 5 décembre 1987, p. 17997.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

ACCISES.

Boissons fermentées mousseuses.

Arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1987 concernant les accises, *Moniteur*, 11 décembre 1987, p. 18548.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Barème d'impôt.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 16 décembre 1987, p. 18812.

Extrait.

Article 1^{er}. — Dans le chapitre 1^{er} de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, la section VIII, comprenant l'article 48, remplacé en dernier lieu par l'arrêté royal du 5 janvier 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Section VIII. — Barème d'impôt pour le calcul de l'impôt des personnes physiques lorsque le revenu imposable n'excède pas 775.000 F (Code des impôts sur les revenus, article 77).

Art. 48. Lorsque le revenu imposable à l'impôt des personnes physiques n'excède pas 775.000 F, l'impôt est fixé conformément aux indications du barème repris à l'annexe I. »

Art. 2. — Le barème visé à l'article 48 du même arrêté royal et repris à l'annexe I audit arrêté, remplacée en dernier lieu par l'annexe à l'arrêté royal du 5 janvier 1987, est remplacé par l'annexe au présent arrêté.

Précompte professionnel.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 17 décembre 1987, p. 18847.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

BUDGETS MINISTERIELS.

Ministère des Affaires économiques. Budgets 1985, 1986 et 1987.

Loi du 16 novembre 1987 ajustant le budget du Ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 18 décembre 1987, p. 18974.

Loi du 16 novembre 1987 contenant le budget du Ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 23 décembre 1987, p. 19254.

Loi du 16 novembre 1987 contenant le budget du Ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 23 décembre 1987, p. 19381.

Ministère de la Défense nationale. Budgets 1986 et 1987.

Loi du 6 novembre 1987 contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 12 décembre 1987, p. 18630.

Loi du 6 novembre 1987 contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 15 décembre 1987, p. 18711.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique. Ajustement budget 1985. Budget 1986.

Loi du 23 novembre 1987 ajustant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18182.

Loi du 23 novembre 1987 contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 10 décembre 1987, p. 18437.

Ministère de la Santé publique et de l'Environnement. Budgets 1986 et 1987.

Loi du 23 septembre 1987 contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 29 décembre 1987, p. 19555.

Loi du 23 septembre 1987 contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement de l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 30 décembre 1987, p. 19682.

DETTES DE L'ETAT.

Dettes publiques. Inscriptions nominatives.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique, *Moniteur*, 31 décembre 1987, p. 19774.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique, inséré par l'arrêté royal du 3 juin 1987, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, l'intitulé des inscriptions nominatives peut faire mention de clauses portant droit de gage en faveur de l'Etat Belge, Ministère des Finances. Cet intitulé peut également faire mention de clauses portant droit de gage, quel que soit le bénéficiaire de ce droit, contenues dans une convention à laquelle est partie la Banque Nationale de Belgique ou l'Institut de réescompte et de garantie ou dans l'exécution de laquelle intervient l'un ou l'autre de ces organismes. »

Emprunt public de l'Etat.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1988-1996, *Moniteur*, 16 décembre 1987, p. 18828.

Extrait.

Art. 3. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis, est affectée, selon un étalement annuel normal, adapté si nécessaire à l'état du marché, au rachat du capital à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances détermine éventuellement sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut être poursuivi.

Les fonds destinés aux amortissements annuels sont mis à la disposition de la Caisse d'amortissement, à partir du 8 janvier de chacune des années 1989 à 1995 au fur et à mesure des besoins qu'elle aura notifiés au Service de la Dette publique.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Le capital non amorti le 8 janvier 1996 est remboursable à cette date au pair de la valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt et remboursables au pair à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

Arrêté ministériel du 18 décembre 1987 relatif à l'émission de l'emprunt 8 p.c. 1988-1996, *Moniteur*, 19 décembre 1987, p. 19061.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le prix d'émission de l'emprunt 8 p.c. 1988-1996, est fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale.

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunt de la Société nationale du logement.

Arrêté royal du 19 novembre 1987 autorisant la Société nationale du logement à contracter sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'un montant effectif total de 20.000.000.000 F, *Moniteur*, 17 décembre 1987, p. 18846.

4.4. POUVOIRS LOCAUX.

C.P.A.S.

Bruxelles-Capitale.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 réglant pour l'année 1987 la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale entre les centres publics d'aide sociale de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 29 décembre 1987, p. 19610.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

RELATIONS COLLECTIVES.

Institutions publiques de crédit. Conventions collectives de travail.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail-cadre du 23 avril 1987, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit, coordonnant certaines dispositions relatives aux conditions de rémunération de travail et d'emploi, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18090.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 avril 1987, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit concernant le travail à temps partiel en exécution de l'article 2, § 1^{er}, de la convention collective de travail du 20 mars 1986, ratifiant la convention collective de travail du 29 mars 1985 relative à la promotion de l'emploi, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18099.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 avril 1987, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit relative à l'interruption de carrière en exécution de l'article 4 de la convention collective de travail, conclue le 20 mars 1986 au sein de la commission paritaire précitée, ratifiant la convention collective de travail du 29 mars 1985 relative à la promotion de l'emploi, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18102.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 avril 1987, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit concernant le congé-éducation payé en exécution de l'article 5 de la convention collective de travail du 20 mars 1986, ratifiant la convention collective de travail du 29 mars 1985 relative à la promotion de l'emploi, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18104.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail du 1^{er} juillet 1987, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit concernant l'application de l'accord interprofessionnel du 12 septembre 1986 et de l'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986 contenant des dispositions en faveur de l'emploi, *Moniteur*, 8 décembre 1987, p. 18106.

REMUNERATION.

Chèques-repas.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, *Moniteur*, 30 décembre 1987, p. 19739.

Extrait.

Art. 2. — Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 19bis. § 1^{er}. L'avantage accordé sous forme de chèques-repas est considéré comme rémunération.

Si un chèque-repas a été ou est octroyé en remplacement d'une adaptation salariale non payée en espèces ou si un chèque-repas est imputé totalement ou partiellement à la rémunération due, le § 2 n'est pas applicable.

§ 2. Le chèque-repas n'est pas considéré comme rémunération, si simultanément il est satisfait à toutes les conditions suivantes :

1° l'octroi du chèque-repas doit être prévu par une convention collective de travail sectorielle ou conclue au niveau de l'entreprise; si une telle convention ne peut être conclue à défaut de délégation syndicale ou lorsqu'il s'agit d'une catégorie de personnel qui habituellement n'est pas visée par une telle convention, l'octroi peut être régi par une convention individuelle : dans ce cas, le montant du chèque-repas ne peut être supérieur à celui octroyé par convention collective dans la même entreprise;

2° le nombre de chèques-repas octroyés doit être égal au nombre de journées de travail effectivement fournies par le travailleur;

3° le chèque-repas est délivré au nom du travailleur; cette condition est censée être réalisée, si son octroi et les données y relatives (nombre de chèques-repas, montant brut des chèques-repas diminué de la part personnelle du travailleur) figurent au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux;

4° le chèque-repas mentionne clairement qu'il ne peut être utilisé qu'en paiement d'un repas ou pour l'achat d'aliments prêts à la consommation;

5° l'intervention de l'employeur dans le coût du chèque-repas ne peut excéder 180 francs par chèque-repas. »

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ACCIDENTS DE TRAVAIL.

Banque de données.

Arrêté royal du 16 décembre 1987 portant organisation et fonctionnement d'une banque centrale de données au Fonds des accidents du travail, *Moniteur*, 25 décembre 1987, p. 19522.

Extrait.

Art. 2. — La banque de données visée à l'article 1^{er} a pour mission :

1° de collecter, d'enregistrer, de traiter et de tenir à jour les données :

a) relatives aux accidents du travail déclarés, notamment celles prévues au modèle de déclaration établi par l'arrêté royal du 28 décembre 1971, et à leur règlement ;

b) que les assureurs agréés doivent détenir pour la gestion distincte et la comptabilité distincte de l'assurance contre les accidents du travail ;

c) relatives aux victimes et à leurs ayants droit ;

d) relatives aux employeurs et à leurs contrats d'assurance ;

e) nécessaires pour l'organisation d'une politique de prévention, telle que prévue à l'article 58, § 1^{er}, 11° de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ;

2° de communiquer et d'échanger les données mentionnées sub 1° avec d'autres institutions et organismes agréés à cette fin en vertu de dispositions légales ou réglementaires ;

3° d'organiser l'accès au Registre national et de fournir les informations qui en proviennent, dans les conditions et les limites prévues par la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et par ses arrêtés d'exécution.

Modification à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987 modifiant la législation sur les accidents du travail, *Moniteur*, 21 décembre 1987, p. 19729.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Indépendants.

Arrêté royal du 9 décembre 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant, *Moniteur*, 25 décembre 1987, p. 19518.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités pour l'octroi de l'allocation retenue conformément à l'arrêté royal n° 291 du 31 mars 1984 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants, *Moniteur*, 25 décembre 1987, p. 19519.

ASSURANCE MALADIE INVALIDITE.

Généralités.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19132.

Affiliation erronée.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1979 fixant les règles applicables en cas d'affiliation ou d'inscription erronée, tel qu'il est stipulé à l'article 97 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19132.

Indépendants.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19138.

Soins de santé. Assurance.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19128.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1969 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux étudiants de l'enseignement supérieur *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19130.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1969 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux personnes non encore protégées *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19130.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1970 étendant le champ d'application de l'assurance-soins de santé obligatoire aux handicapés *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19131.

Règlement du 24 février 1986 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19135.

CHOMAGE.

Dispense du contrôle communal.

Arrêté ministériel du 7 décembre 1987 modifiant l'article 77 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur*, 17 décembre 1987, p. 18938.

INCAPACITE DE TRAVAIL.

Indépendants.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19137.

PENSIONS DE RETRAITE.

Harmonisation.

Arrêté royal du 11 décembre 1987 fixant, pour l'année 1987, la fraction visée à l'article 127, § 2, 3^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, *Moniteur*, 18 décembre 1987, p. 18996.

Extrait.

Article 1^{er}. — La fraction visée à l'article 127, § 2, 3^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions est, pour l'année 1987, fixée à 8,2788/16,36.

Indépendants. Règlement général.

Arrêté ministériel du 30 novembre 1987 portant exécution, pour 1988, de l'article 107, § 1^{er}, E, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18208.

Travailleurs salariés. Règlement général.

Arrêté ministériel du 30 novembre 1987 portant exécution, pour 1988, de l'article 64, § 1^{er}, E, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, *Moniteur*, 9 décembre 1987, p. 18211.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le coefficient par lequel sont multipliés les montants indiqués à l'article 64, § 1^{er}, E, alinéa 2 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 29 avril 1981, 11 février 1982, 20 septembre 1984 et 22 décembre 1986, est fixé pour 1988 à 1,03923.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 10 décembre 1987 portant exécution de l'article 41quater de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, *Moniteur*, 22 décembre 1987, p. 19127.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le pourcentage que l'exécution des tâches visées à l'article 41quater, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est censé représenter dans le total des dépenses de fonctionnement de l'Office national des pensions, est fixé à 40,5 p.c.

Secteur public. Champ d'application.

Arrêté royal du 17 décembre 1987 rendant le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de :

- 1° la Société d'épuration des eaux du bassin côtier ;
- 2° le Conseil socio-économique de la Flandre ;
- 3° la Société de développement régional pour la Province d'Anvers ;
- 4° la Société de développement régional pour la Province de Limbourg ;
- 5° la Société de développement régional pour la Province de Flandre orientale ;
- 6° la Société de développement régional pour la Province de Flandre occidentale ;
- 7° la Société de développement régional pour les arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et Louvain, *Moniteur*, 23 décembre 1987, p. 19308.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

U.E.B.L.-Turquie.

Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la République de Turquie relatif à la coopération économique, industrielle et technologique, signé à Ankara le 2 juin 1987, *Moniteur*, 30 décembre 1987, p. 19721.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Attestation.

Arrêté royal du 9 décembre 1987, modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1962 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, *Moniteur*, 29 décembre 1987, p. 19592.

PREFERENCES TARIFAIRES GENERALISEES.

Produits textiles.

Règlement (CEE) n° 3782/87 du Conseil, du 3 décembre 1987, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1988 aux produits textiles originaires de pays en développement, *Journal officiel* n° L 367 du 28 décembre 1987, p. 1.

Règlement (CEE) n° 3783/87 du Conseil, du 3 décembre 1987, portant mode de gestion des préférences tarifaires généralisées ouvertes pour l'année 1988 aux produits textiles originaires des pays en développement, *Journal officiel* n° L 367 du 28 décembre 1987, p. 58.

7. — DIVERS

ETRANGERS.

Arrêté royal du 13 novembre 1987 fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 57/12 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y inséré par la loi du 14 juillet 1987, *Moniteur*, 15 décembre 1987, p. 18732.

MONNAIES.

Nouvelles pièces de 5 francs.

Arrêté royal du 16 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1986 relatif à l'émission de nouvelles pièces de 5 francs et à la démonétisation des pièces de 5 francs du type 1948, *Moniteur*, 30 décembre 1987, p. 19723.

Extrait.

Article 1^{er}. — Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 10 janvier 1986 relatif à l'émission de nouvelles pièces de 5 francs et à la démonétisation des pièces de 5 francs du type 1948, modifié par l'arrêté royal du 12 janvier 1987, les dates des « 30 octobre 1987 » et « 1^{er} novembre 1987 » sont remplacées respectivement par celles des « 30 avril 1988 » et « 1^{er} mai 1988 ».

REFORME DE L'ETAT.

Région bruxelloise. Compétences ministérielles.

Arrêté royal du 3 novembre 1987 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région bruxelloise, *Moniteur*, 24 décembre 1987, p. 19420.

REFUGIES.

Coopération internationale. Aide administrative.

Convention relative à la coopération internationale en matière d'aide administrative aux réfugiés, et Annexe, faites à Bâle le 3 septembre 1985, *Moniteur*, 18 décembre 1987, p. 18989.

SANTE PUBLIQUE.

Prescription médicale; médicaments.

Arrêté royal du 21 octobre 1987 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 1987 soumettant à prescription médicale la délivrance de certains médicaments à usage humain, *Moniteur*, 16 décembre 1987, p. 18829.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

333.101. - 333.480. - 333.51
333.130.1 - 307.32

334.150.8

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les banques au sein du secteur financier en 1986.
(Aspects et Documents, 66.)
Bruxelles, A.B.B., 1987, 39 p.

BERMEJO, R.

La Banque Européenne d'Investissement : une
banque de développement. (I)
(In : *REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ECONOMI-
QUE, 1050 Bruxelles, 3, 1987 07/09, p. 477-520.*)
BE 773

333.103. - 333.154. - 333.151.
382.242.0 - 384.0

380.23 - 382.51 - 338.750.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Télécommunications : un enjeu pour le secteur
financier.
(Dossier, 9.)
Bruxelles, A.B.B., 1987, 56 p.

BERNARD, P. & ROOSENS, R.

Performances comparées de la Belgique à l'expor-
tation des produits de l'industrie manufacturière
(1972-1985).
(Planning Papers, 707.)
Bruxelles, Bureau du Plan, 1987, III + 105 p.

382.11

333.450.

BAECK, L.

The imbalance of the Western economy.
(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGE-
MENT, Leuven, 2, 1987, p. 221-247.*)
BE 171

BLADES, D. & ROBERTS, D.

Note sur les nouvelles parités de pouvoir d'achat
de référence de l'OCDE pour 1985.
(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 9,
1987 07/12, p. 205-220.*)
OCDE 13A

333.139.2 - 330.543. - 384.1

334.151.25 - 334.151.27

BEAUFAYS, O. & VAN OMMESLAGHE, B.

L'impact économique d'une déréglementation des
télécommunications en Belgique. (II)
(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1987
01/02, p. 115-170.*)
BE 10A

BLOMMESTEIN, H.J. et al.

Europese monetaire stabiliteit en beleidssymme-
trie.
(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rot-
terdam, 3632, 1987 11 18, p. 1088-1091.*)
NL 10

BOELAERT, R. & DE MUNTER, H.

Made in Fabrimetal. L'évolution des exportations 1980-1987. Nos entreprises se tournent de plus en plus vers l'exportation.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 9, 1987 11, p. 13-19.*)

BE 69

BREDA, D.

Le temps partiel.

(In : *PROGRES, Bruxelles, 110, 1987 09/10, p. 5-8.*)

BE 126A

368.611.

BOES, W.

Ducroire.

(In : *CONTACT, Bruxelles, 1987 10/12, p. 1-15.*)

BE 58AF

331.04 - 331.14 - 333.831.

338.042. - 338.78 - 339.12

BULLETIN...

L'évolution structurelle de l'économie belge. (II)

(In : *BULLETIN DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, Bruxelles, 5/II, 1987 11, p. 3-46.*)

BE 16F

333.113. - 338.047. - 321.2

BOLCA, M.M.

Les filiales spécialisées de la Société Nationale d'Investissement.

Bruxelles, Bruylant, 1987, XX + 234 p.

334.151.25 - 333.130.1

BULLETIN...

Les opérations de banques en Ecus. (I)

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 280, 1987 10, p. 1-7.*)

BE 27CF

052.

BOURSE DE BRUXELLES/BEURS VAN BRUSSEL.

Sociétés cotées - 1960-1986 - Genoteerde vennootschappen.

Bruxelles/Brussel, Bourse de Bruxelles/Beurs van Brussel, 1987, 153 p.

382.241.

BULLETIN...

Les transactions courantes de la Belgique avec l'étranger : toute médaille a son revers.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 280, 1987 10, p. 16-24.*)

BE 27CF

331.30 - 331.061.

BULLETIN...

Pas encore de lundi noir pour la conjoncture.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 41, 1987 11 13, p. 1-10.)

BE 33

339.312.2 - 339.312.7 - 339.312.5

CATINAT, M. et al.

Les déterminants de l'investissement.

(In : ECONOMIE EUROPEENNE, Luxembourg, 31, 1987 03, p. 5-61.)

EEC 3F

338.78 - 338.047.

BULLETIN...

Le secteur non marchand dans l'économie.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 42, 1987 11 20, p. 1-6.)

BE 33

331.224. - 332.87 - 338.751.1
338.751.2 - 338.752.0

CENTRALE DES METALLURGISTES FGTB.

Histoires de la Centrale des Métallurgistes de Belgique.

(In : CMB-INFORM, Bruxelles, 112, 1987 09, p. 1-122.)

BE 37F

311.0 - 311.99 - 202.
349.1 - 361. - 332.832.

BULLETIN...

Soins aux personnes âgées.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 43, 1987 11 27, p. 1-6.)

BE 33

307.4 - 338.721.

COMMUNAUTES EUROPEENNES/EUROPEAN COMMUNITIES.

Structure des exploitations; enquête de 1985 : principaux résultats - Farm structure; 1985 survey : main results.

(Agriculture, Sylviculture et Pêche/Agriculture, Forestry and Fisheries, 5/C.)

Luxembourg, Office Statistique des C.E./Statistical Office of the E.C., 1987, 297 p.

347.728.1 - 657.34 - 658.45
306.14

BULLETIN...

Les bénéficiaires des entreprises en 1986.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 44, 1987 12 04, p. 1-5.)

BE 33

301. - 307.23

COMMUNAUTES EUROPEENNES/EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Coût de la main-d'œuvre - 1984 - Arbeidskosten. (Population et Conditions Sociales : Comptes, Enquêtes et Stat./ Bevolking en Sociale Voorwaarden : Rekeningen, Enquêtes en Stat., 3/C.)

Luxembourg/Luxemburg, Office des Publ. officielles des C.E./ Bureau voor officiële Publik. der E.G., 1987, 357/289 p.

332.600. - 332.811.

CREMER, H. & GATHON, H.-J.

Les déterminants de la mobilité résidentielle : une analyse probit.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 115, 1987 07/09, p. 53-75.*)

BE 44E

321.2 - 336.01 - 331.31
338.40 - 336.830. - 336.834.
380.3 - 368.40

DE GRAUWE, P.

La main visible ; l'Etat dans l'économie moderne.

Gembloux, Duculot Perspectives, 1987, 159 p.

338.78 - 380.22 - 654.

CROTT, R.

The diffusion of electronic information technologies in Belgium : a case study.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 121, 1987 10, p. 1-24.*)

BE 33Z

333.104. - 332.633. - 332.86
658.334. - 474.

DELIEGE, J.-P. & TRICOT, A.

L'offre de formation dans la Communauté française.

(In : *BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 166-7, 1987 07/10, p. 5-30.*)

BE 17

339.113. - 382.242.1

DEBROUX, P.

L'acquisition d'entreprises japonaises.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1987 01/02, p. 77-112.*)

BE 10A

332.620. - 332.630.

DEREYMAEKER, R.

Evolutie van beroepsbevolking, werkgelegenheid en werkloosheid.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 11, 1987 11, p. 863-878.*)

BE 71

330.548. - 333.112.

DE CANNIERE, L.

Les institutions publiques de crédit dans le débat sur la privatisation.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles, 4, 1987 07/08, p. 7-23.*)

BE 149B

330.55 - 338.317.0 - 658.40
339.312.3

DETREMMERIE, H.

Le financement des entreprises coopératives.

(In : *ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE, Liège, 3, 1987 09, p. 267-273.*)

BE 5A

382.250. - 338.340. - 382.240.
333.432.8 - 339.115. - 382.254.
336.311.2

de VRIES, M.G.

Balance of payments adjustment, 1945 to 1986;
the IMF experience.

Washington, *International Monetary Fund*, 1987,
XI + 336 p.

331.01 - 331.31 - 332.630. - 336.60
336.61 - 336.401. - 333.110. - 333.846.0
339.325.1 - 339.312.5 - 380.23 - 338.70
338.43

ECONOMIE...

L'économie belge dans la crise.
(Economie 2000.)

Bruxelles, *Edit. Labor*, 1987, 356 p.

338.046.2 - 658.40

DONCKELS, R. et al.

Financieel beleid en financiering van KMO's in
België.

Leuven, *CERA Spaarbank*, 1987, 247 p.

334.151.20 - 334.151.21

EIZENGA, W.

Een Europese centrale bank.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rot-
terdam, 3633, 1987 11 25, p. 1108-1112 + 1122.)

NL 10

330.548.

DRUMAUX, A.

Privatisation : une tendance uniforme et irréversi-
ble?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONO-
MIQUE*, Bruxelles, 5, 1987 11, p. 353-367.)

BE 131A

336.204. - 336.201.

ENGLERT, M. & MALDAGUE, R.

Les retombées macroéconomiques du projet de ré-
forme fiscale (août 1987).

(Planning Papers, 4039.)

Bruxelles, *Bureau du Plan*, 1987, 15 p.

382.50 - 380.22 - 380.23

DURAND, M. & GIORNO, C.

Les indicateurs de compétitivité internationale : as-
pects conceptuels et évaluation.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 9,
1987 07/12, p. 165-202.)

OCDE 13A

332.630. - 307.21

EUROPEAN COMMUNITIES.

Schemes with an impact on the labour market and
their statistical treatment in the member states of
the European Community.

(Population and Social Conditions : Studies and
Analyses, 3/D.)

Luxembourg, *Office for official Publications of the E.C.*,
1987, 300 p.

338.023.

051. - 338.33 - 330.513.

FAINGNAERT, L.

Mesure de la productivité par la méthode des comptes en prix standards ou en équivalences de temps de travail. (I)

(In : *LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 10, 1987 10, p. 27-32.*)

BE 183A

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE.

Les entreprises belges ; ce qu'elles font, leur organisation professionnelle.

Bruxelles, F.E.B., 1987, 63 p.

338.023.

336.02 - 336.03 - 336.00
336.201.

FAINGNAERT, L.

Mesure de la productivité par la méthode des comptes en prix standards ou en équivalences de temps de travail (II).

(In : *LA VIE AU BUREAU, Bruxelles, 11, 1987 11, p. 3-5.*)

BE 183A

FLOOR, D.-B.

Les réformes budgétaires en Belgique et le contrôle du Parlement.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles, 4, 1987 07/08, p. 57-91.*)

BE 149B

333.721. - 347.734.

334.154.32

FEB...

Crédit à la consommation : un nouveau projet de loi.

(In : *BULLETIN FEB, Bruxelles, 22, 1987 12 14, p. 1799-1805.*)

BE 32

FONTAINE, N.

Rapport fait au nom de la commission juridique et des droits des citoyens sur la proposition (...) concernant les fusions transfrontalières des sociétés anonymes.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 186, 1987 10 28, p. 3-43.*)

EEC 4F

338.755.3

331.31 - 334.151.1 - 334.151.7

FEDERATION BELGE DES ENTREPRISES DE LA TRANSFORMATION DU BOIS.

Situation générale de la transformation belge du bois.

Bruxelles, Febelbois, 1987, 30 p.

FOURCANS, A.

Rapport fait au nom de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle sur (...) adoptant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant des orientations de politique économique pour 1988.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 182, 1987 11 03, p. 3-22.*)

EEC 4F

FRANTZEN, P.

Privatisation ou socialisation des intermédiaires financiers ?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 5, 1987 11, p. 389-400.)

BE 131A

GOM...

Grensoverschrijdend actieprogramma centraal Benelux-middegebied.

(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 3, 1987 07/09, p. 23-30.)

BE 93

330.548.

331.14

GERARD, M.

Sur la privatisation, que dit l'économique ?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 5, 1987 11, p. 307-318.)

BE 131A

GOOSSENS, M.

Het looninkomen van arbeiders in privé-dienst tijdens het interbellum (1920-1939) : berekeningsmethode en resultaten.

*(Discussion Paper, 87/06.)**Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1987, 22 p.*

330.548. - 333.139.2

321.68 - 342.55 - 342.3
331.31 - 336.61 - 333.110.
338.43

GESTION...

Special : privatization and deregulation.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 2, 1987 03/04, p. 5-142.)

BE 10A

GROUPE COUDENBERG.

Quelle Belgique pour demain? Rapport Coudenberg.

*(Perspectives.)**Gembloux, Edit. Duculot, 1987, 195 p.*

654. - 338.043. - 650.

339.232. - 338.752. - 657.2
658.40 - 339.312.3

GESTION...

Numéro spécial : informatique et gestion d'entreprise.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 3, 1987 05/06, p. 7-180.)

BE 10A

GRYSPEERDT, E.

Les comptes annuels du secteur de Fabrimetal en 1986 (1^e partie). Rentabilité : brute en hausse, nette en baisse.*(In : FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 9, 1987 11, p. 74-76.)*

BE 69

333.662. - 333.644. - 333.662.
333.644.

08 - 332.87

GUIGNARD, J.

The Euro-clear system.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 8, 1987 10, p. 35-37.*)

BE 134

HOUTHUYS, J.

Un témoignage de Jef Houthuys : seuls les opti-
mistes survivront.

Gent, Edit. Reinaert, 1987, 157 p.

333.111.6

307.61

GUTIERREZ, E.

La financiación del Tesoro por los bancos centrales
en los principales países de la CEE.

(In : *BOLETIN ECONOMICO - BANCO DE ESPANA,
Madrid, 1987 09, p. 9-18.*)

ES 9

INFORMATIONS...

Le commerce extérieur de l'UEBL en 1986.

(In : *INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR,
Bruxelles, 18(SP), 1987 11, p. 3-48.*)

BE 25

336.033. - 347.09 - 330.543.
384.1

338.43

HAMELINCK, L.

De overheidsbedrijven. (II)

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel,
11, 1987 11, p. 879-917.*)

BE 71

INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMI-
QUES.

Wallonie-Europe, horizon 1992.

(Ouvertures Economiques.)

Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1987, 390 p.

333.53 - 333.100. - 333.130.1
333.602. - 333.109. - 333.137.
333.139.0 - 333.139.2 - 333.110.

336.302.

HARRINGTON, R.

La gestion par les banques de leurs actifs et de
leurs passifs.

(Tendances de la Structure et de la Réglementa-
tion des Systèmes Bancaires dans les Pays de
l'OCDE.)

Paris, O.C.D.E., 1987, 201 p.

INTERNATIONAL INSTITUTE OF PUBLIC
FINANCE.

Schokkaert, E. & Van Rompuy, V. : Intergenera-
tional distribution of the burden of debt : the case
of Belgium. (In : *Public finance and public debt.*)

Detroit, Wayne State University Press, 1986, 255-264 p.

307.34 - 382.241. - 382.240.
382.21 - 333.432.8

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

Final report of the Working Party on the Statistical Discrepancy in world current account balances.

Washington, I.M.F., 1987, XV + 182 p.

331.30 - 336.201. - 336.61
331.31

KEMP, J. & LEUSCHEL, R.

Die amerikanische Idee ; Wachstum- unsere Zukunft.

Muenchen, Wirtschaftsverlag Langen-Mueller/Herbig, 1987, 304 p.

331.30 - 331.061. - 338.340.

INTERNATIONAL MONETARY FUND.

World economic outlook - October 1987 ; revised projections.

(World Economic and Financial Surveys.)

Washington, I.M.F., 1987, VI + 118 p.

336.033. - 330.548.

KEULENEER, L. et al.

Synthèse du rapport de la commission d'études de la rationalisation et de la privatisation des entreprises publiques et mixtes.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 5, 1987 11, p. 369-388.)

BE 131A

333.432.8 - 382.250.

INTERNATIONAL...

The international monetary system and its reform. (Papers prepared for the Group of Twenty-Four by a United Nations project, 1979-1986.)

(Contributions to Economic Analysis, 162.)

Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1987, XVIII + 1030 p.

332.620. - 332.690. - 368.40

LAMBRECHT, M. et al.

Coût annuel moyen d'un chômeur ; évolution de 1976 à 1987.

(Planning Papers, 4022.)

Bruxelles, Bureau du Plan, 1987, 32 p.

334.150.7 - 334.151.0

JONGEN, F.

6 mois de présidence européenne janvier-juin 1987.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1175, 1987 01/06, p. 3-42.)

BE 28E

338.78 - 380.22 - 654.

LANVIN, B.

Information technology and competitiveness in the service industry.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 119, 1987 10, p. 1-23.)

BE 33Z

LEFEBRE, O.

Krach boursier et conjoncture

(In : SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, 1987 11, p. 1-12.)

BE 87

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Analyse du secteur des services en Belgique. (European Service Industries Forum, 1985-1987.)

Keerbergen, European Service Industries Forum, 1987, 76 p.

333.130.1 - 650. - 333.605.

333.841. - 333.831.0 - 336.451.

LOBEZ, F.

L'avenir des banques.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1987 01/02, p. 41-62.)

BE 10A

MORTENSEN, J.

Profitability, real interest rates and fiscal crowding out in the OECD area 1960-1985.

(In : ECONOMIC PAPERS, Brussels, 59, 1987 10, p. 1-75.)

EEC 2B

334.151.25 - 334.151.27

329. - 331.31 - 330.580.

MICHIELSEN, J.

Engagements actuels des autorités monétaires vis-à-vis de l'Ecu privé.

(In : AUJOURD'HUI L'ECU, Lyon, 20-21, 1987 09/10, p. 8-14.)

FR 2D

NAERT, F.

Proeve van een evaluatiefunctie voor België.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 115, 1987 07/09, p. 129-149.)

BE 44E

347.736. - 347.747. - 333.771.3

338.43 - 333.113.

MIHAIL, P.

Le paiement d'un chèque par le banquier après la faillite du tireur.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 5, 1987 06, p. 39-42.)

BE 134

NEESEN, V.

De economische toestand van Limburg en de werking van de G.O.M.-Limburg.

(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 3, 1987 07/09, p. 6-12.)

BE 93

NILSSON, R.

Les indicateurs avancés de l'OCDE.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 9, 1987 07/12, p. 122-163.)

OCDE 13A

PESTIEAU, P.

Mesurer la performance des entreprises publiques, une nécessité en période de privatisation.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 5, 1987 11, p. 319-329.)

BE 131A

336.400. - 336.450. - 336.452.
336.453. - 336.61

334.151.27 - 334.151.25

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La maîtrise et la gestion des dépenses publiques.
Paris, O.C.D.E., 1987, 205 p.

PICKER, R.

Europäisches Währungssystem/Ecu ; Recht, Wirtschaft, Politik, Zeitgeschichte.

Hildesheim, Georg Olms Verlag, 1987, 227 p.

338.723.0 - 336.833. - 334.151.6

385.22 - 385.41 - 330.548.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Politiques nationales et échanges agricoles. Etude sur la Communauté Economique Européenne.

Paris, O.C.D.E., 1987, 326 p.

PROGRES...

Les transports publics en l'an 2000.

(In : *PROGRES*, Bruxelles, 110, 1987 09/10, p. 9-16.)

BE 126A

333.450. - 382.11

333.131.32 - 333.735. - 347.757.

PEREE, E. & STEINHERR, A.

Exchange rate uncertainty and foreign trade.

(In : *EUI WORKING PAPERS*, Florence, 309, 1987, p. 1-42.)

IT 6A

ROSIERS, P.

Aansprakelijkheid van de kredietverlenende bank.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWARTAALSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1987 07/09, p. 147-152.)

BE 504

SERVOTTE, M. et al.

Numéro spécial : le commerce entre l'UEBL et la France.

(In : *INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR, Bruxelles, Spec., 1987, p. 3-120.*)

BE 25

STABILITAET...

Stabilität durch das EWS? Koordination und Konvergenz im Europäischen Währungssystem. (Europäische Schriften des Instituts fuer Europäische Politik, 64.)

Bonn, Europa Union Verlag, 1987, XVII + 487 p.

331.180.

338.43 - 331.30

SMET, G.

Private consumptie voor transport in België : 1920-1939.

(Discussion Paper, 87/07.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1987, 37 p.

UNION WALLONNE DES ENTREPRISES.

Rapport sur la situation économique de la Wallonie.

Bruxelles, Union Wallonne des Entreprises, 1987, 37 p.

336.830. - 336.834. - 338.43
338.046.2

336.223. - 336.201.

SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.

Aide à l'expansion économique en faveur des PME dans la région bruxelloise. (Situation au 1^{er} juillet 1986.)

Bruxelles, S.N.C.I., 1987, 20 p.

VAN CAUWENBERGH, J. & VERBANCK, P.

Le paiement des droits de succession au moyen d'œuvres d'art de renommée internationale.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 11, 1987 11, p. 229-238.*)

BE 158FB

333.712.3

331.20 - 331.100. - 368.40
203.

SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE.

Les institutions et leur rôle.

Bruxelles, S.N.C.I., 1987, 25 p.

VANDEPUTTE, R.

Sociale geschiedenis van België, 1944-1985.

Tielt, Uitg. Lannoo, 1987, 208 p.

336.50 - 336.201.

VAN ORSHOVEN, P.

De lokale belastingen in een nieuw kleeedje.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 13, 1987 11 28, p. 417-432.*)

BE 655

333.820. - 333.613. - 333.741.0

VLEMINCKX, A.

Jargon et politique monétaires.

(In : *TRENDS-TENDANCES, Bruxelles, Spec., 1987 12 01, p. 50-53.*)

BE 172A

650. - 338.046.2

VAN ROBAEYS, N.

La mise au point d'une stratégie de la concurrence dans les petites entreprises et les autres petites organisations.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1987 01/02, p. 23-39.*)

BE 10A

336.201. - 336.212.

VUCHELEN, J.

Aspekten van het Belgisch inkomstenbelastingbeleid.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 10-11, 1987 10/11, p. 5-33.*)

BE 99

336.201.

VAN ROMPUY, V. et al.

Réforme de la fiscalité en Belgique : colloque de l'Institut Belge des Finances Publiques du 22 mai 1987.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES, Bruxelles, 10-11, 1987 10/11, p. 37-273.*)

BE 99

334.151.7 - 334.151.9

WAUTREQUIN, J.

La portée réelle du programme-cadre communautaire de R & D.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 9, 1987 11, p. 91-93.*)

BE 69

333.139.2 - 334.154.2

VAYSSADE, M.-C.

Rapport fait au nom de la commission juridique et des droits des citoyens sur (...) les obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales, créées dans un Etat membre, d'établissements financiers ayant leur siège social hors de cet Etat membre.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 181, 1987 10 27, p. 3-23.*)

EEC 4F

336.833. - 338.723. - 382.32
382.11

WINTERS, L.A.

Les conséquences économiques de l'aide à l'agriculture : vue d'ensemble.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 9, 1987 07/12, p. 7-64.*)

OCDE 13A

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique).
		Autres pays européens : FB 650,—
		Autres pays : voie normale : FB 650,—
		voie aérienne : FB 1.450,—
Prix du numéro séparé	{	Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique).
		Autres pays européens : FB 65,—
		Autres pays : voie normale : FB 65,—
		voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
